TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 343 - OCTOBRE 2022

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 343

Viandes bovines
Gros bovins
France
- L'inflation alimentaire a continué de progresser
- L'offre restreinte soutient les prix

Jeunes bovins
- Offre limitée

Femelles
Europe
- Baisse saisonnière des cotations

Maigre
- Les disponibilités réduites soutiennent les prix

Veaux de boucherie
- Prix en hausse et coûts de production élevés

Veaux nourrissons
- Les exports de veaux laitiers toujours dynamiques

Lait de vache
Collecte laitière
- Croissance stoppée de la production de lait bio en France face à une demande intérieure toujours déprimée
- Possible sursaut de la production française

Marché des produits laitiers
- Des prix du beurre toujours élevés

Viande ovine
France
- Une offre et une demande atones

UE et monde
- La Nouvelle-Zélande revient progressivement sur le marché européen

Lait de chèvre et viande
Lait de chèvre
- Hausse des disponibilités durant l'été

L'autonomie protéique en élevages de ruminants – Dossiers Techniques de l'élevage n°5

Manque d'offre

Dernière révision le 18 octobre 2022

L'offre est globalement limitée en Europe, ce qui permet de soutenir les prix des bovins maigres et finis malgré une demande affectée par l'inflation galopante. Les exportations françaises de viande bovine, de broutards et de veaux restent relativement dynamiques au regard de la baisse des volumes disponibles dans l'Hexagone.

Les coûts de production sont toujours en forte hausse d'un an sur l'autre. La décapitalisation se poursuit en France dans les cheptels laitier et allaitant, ce qui réduira l'offre future.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

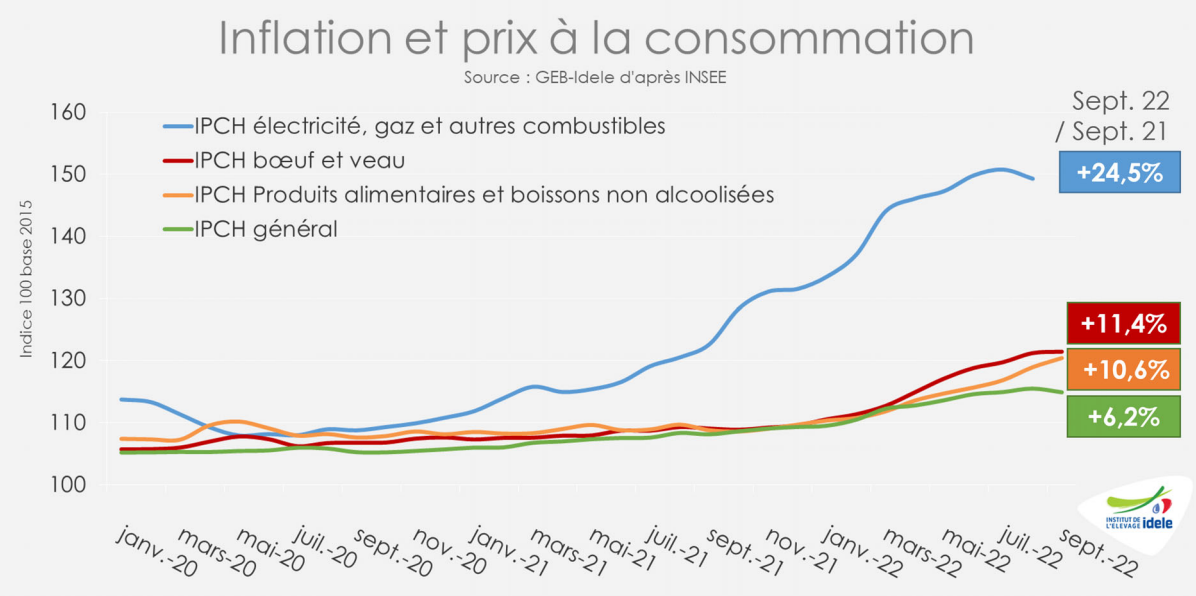
L'inflation alimentaire a continué de progresser

Dernière révision le 18 octobre 2022

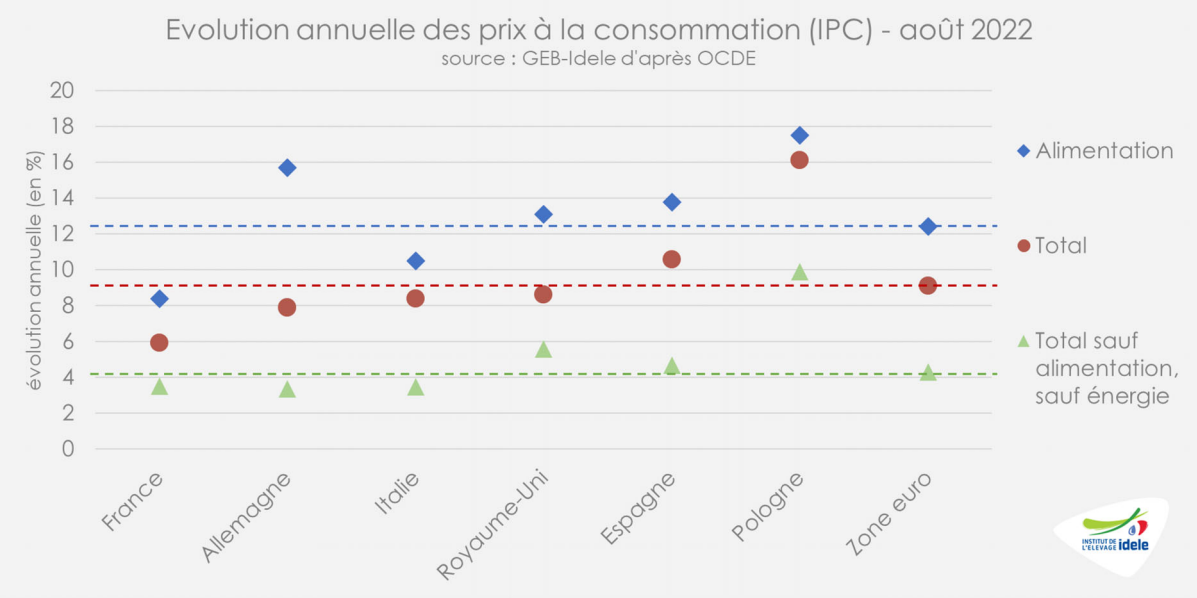
L'inflation alimentaire reste soutenue en France, bien plus limitée que dans le reste de la zone euro et au-delà (+15% dans l'OCDE). Cette inflation participe à la progression des ventes au détail en valeur, alors qu'elles reculent en volume. Les importations restent en progression, portées par la demande de la RHD et la modification de flux depuis le Royaume-Uni en conséquence du *Brexit*.

L'inflation alimentaire progresse mais demeure inférieure au reste de l'Europe

En septembre 2022, l'indice général des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de l'INSEE a reculé d'un mois sur l'autre pour le 2ème mois consécutif (+6,2% sur un an, après le +6,6% d'août et le +6,8% de juillet). C'est d'abord un effet de l'accalmie temporaire de l'envolée des coûts de l'énergie. Mais l'inflation restait à nouveau forte sur les produits alimentaires (+10,6% /septembre 2021) et les viandes de bœuf et de veau étaient dans la tendance (+11,4% en septembre contre +10,9% en août).

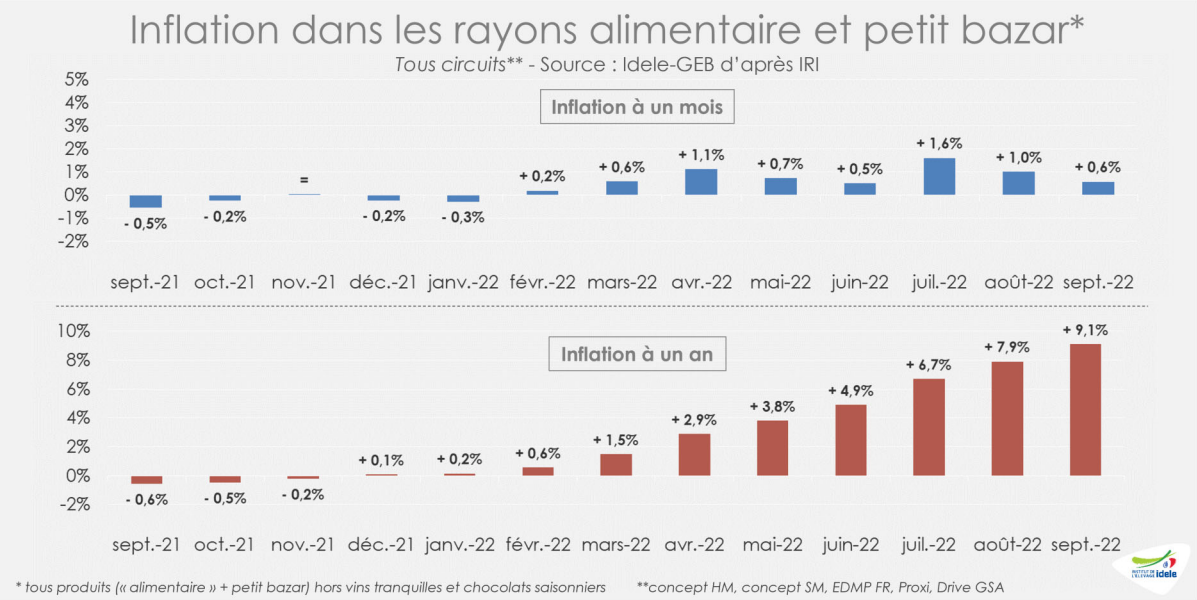


Mais l'inflation en France reste cependant toujours inférieure au reste de la zone euro. En août dernier, c'était notamment le cas pour l'alimentation (+8,4% /août 2021 en France contre +12,4% dans l'ensemble de la zone euro).

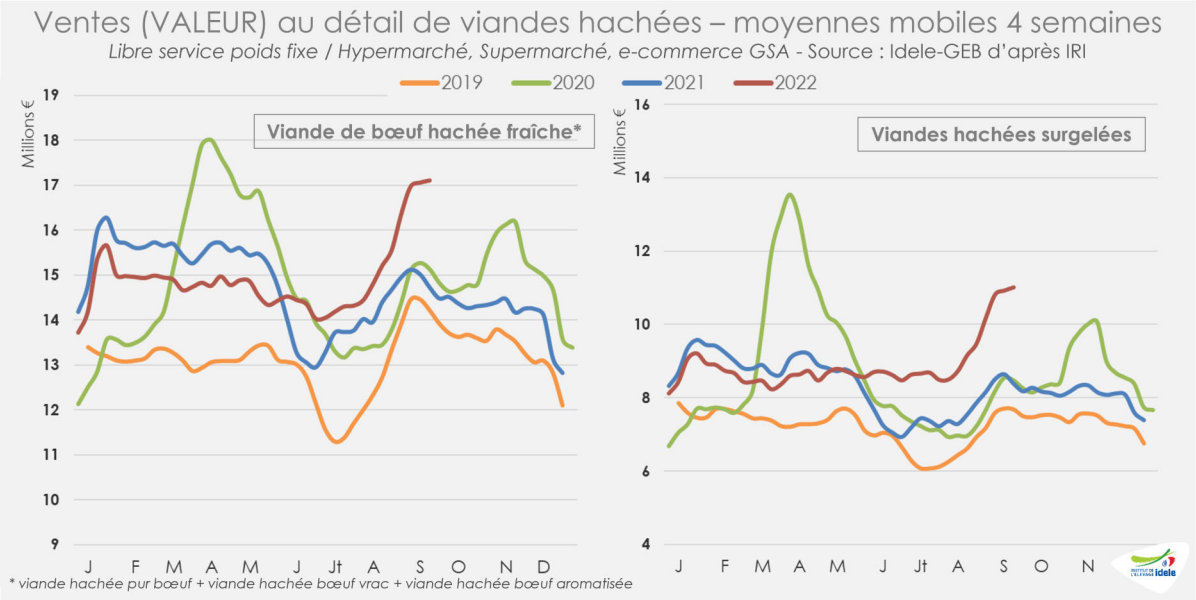


L'inflation reste soutenue dans la grande distribution

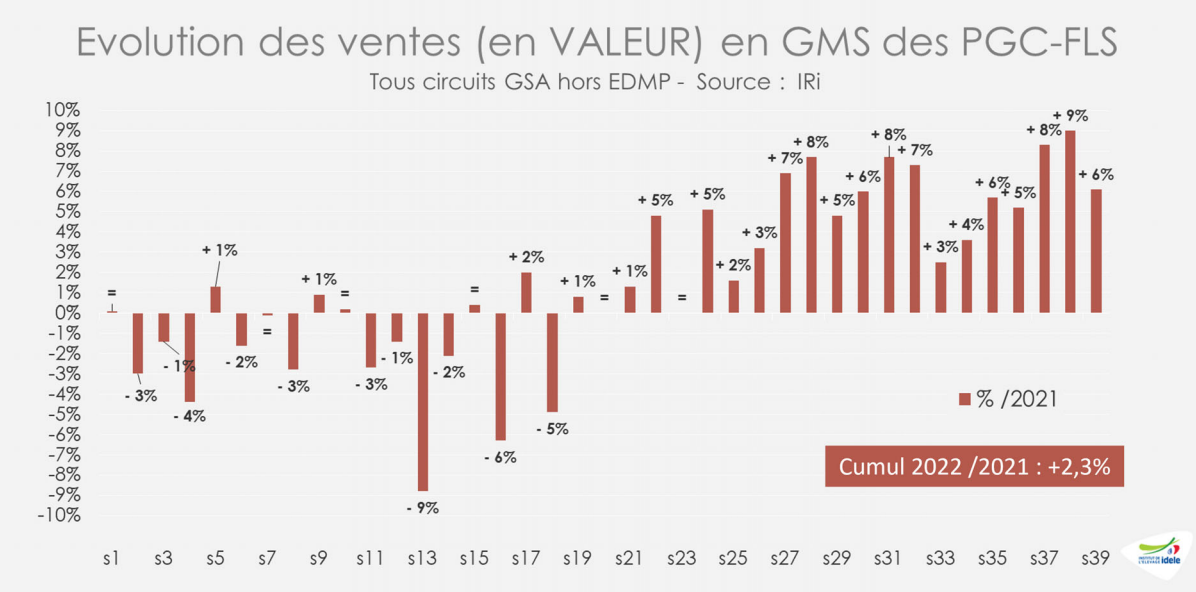
Si l'inflation alimentaire reste soutenue, le rythme de progression de l'inflation à un mois dans les rayons « alimentaire et petit bazar » a ralenti pour le 2ème mois consécutif en septembre 2022 d'après IRi. A un an, elle restait en progression à +7,9% /septembre 2021, contre +7,9% en août et +6,7% en juillet. En septembre,l'inflation du rayon des produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) a atteint +10,3% /2021 et celle du rayon des surgelés (dont les viandes congelées) a approché les +13,1%.



En septembre, les **ventes de viandes hachées** ont à nouveau fortement progressé **en valeur** sous le coup d'une inflation marquée. En cumul sur 38 semaines, elles étaient supérieures aux années précédentes pour le bœuf haché frais (+1% /2021 et +16% /2019) comme pour le haché surgelé (+8% /2021 et +26% /2019). Ce n'est pas le cas des ventes en volume d'après FranceAgriMer : les quantités de haché frais commercialisé au détail ont ainsi reculé alors que leur prix unitaire sur les 9 premiers mois de 2022 était en hausse de +27% /2022.

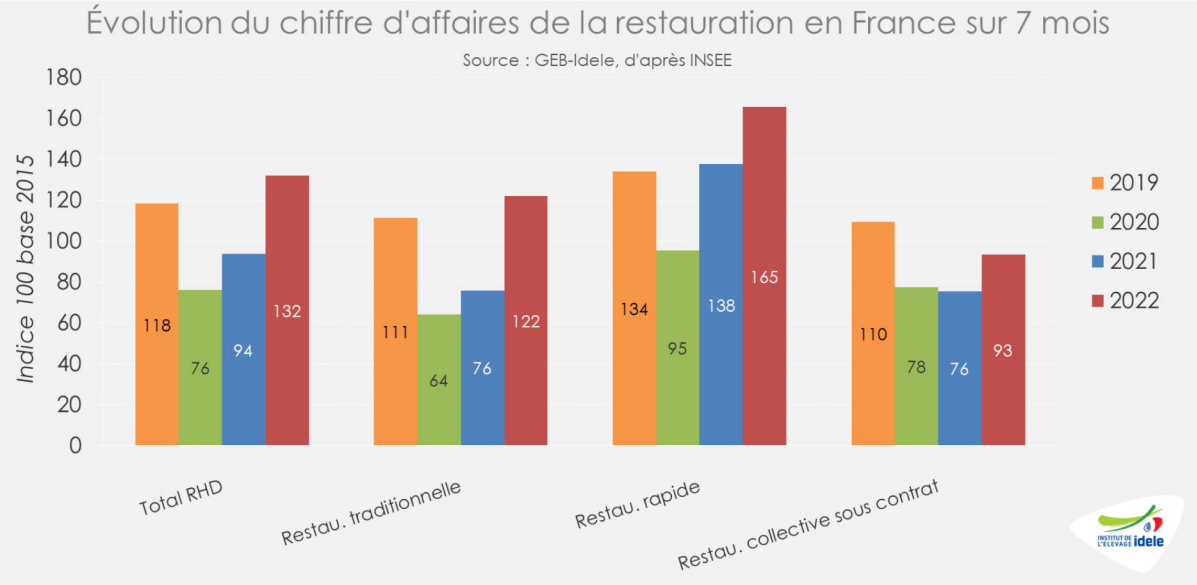


La progression de l'inflation booste également le chiffres d'affaires de la distribution des produits de grande consommation et frais libre-service (PGC-FLS). D'après IRi sur 39 semaines, les niveaux de vente en valeur dépassaient ceux de l'année dernière (+2,3% /2021). Ce n'est pas le cas en volume. Sur le troisième trimestre 2022, les ventes en volumes des PGC FLS étaient ainsi en retrait (-1,3% /2021).



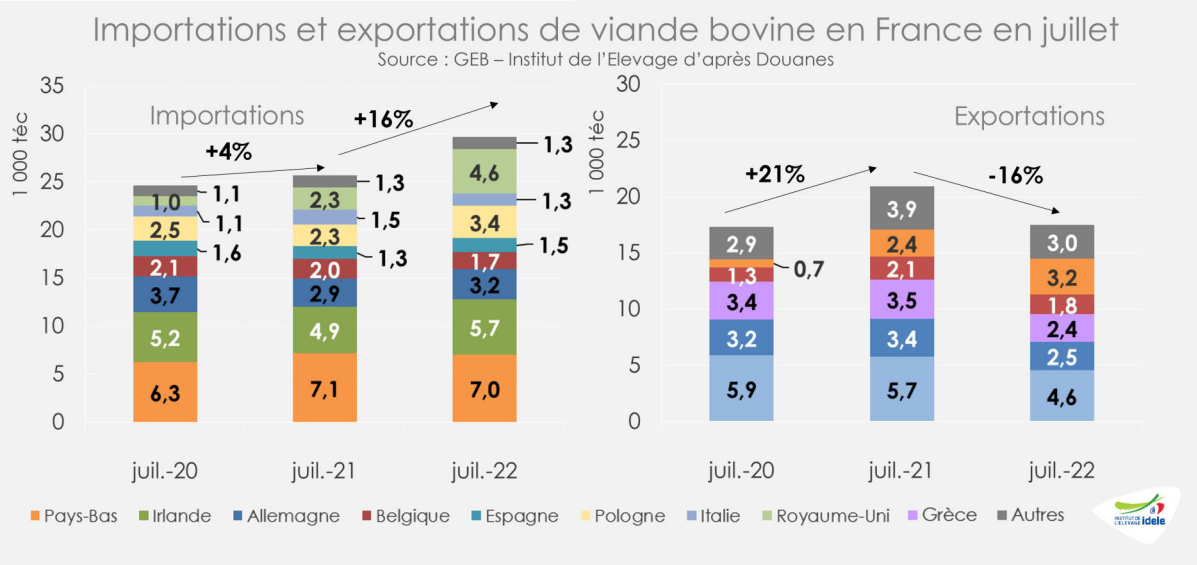
Le chiffre d'affaires de la RHD supérieur à l'avant pandémie en France

Sur **les 7 premier mois de 2022**, le chiffre d'affaires total de la RHD **en France** a progressé. Il dépassait largement le niveau d'avant pandémie (+41% /2021 et +11% /2019) témoignant de la fin des contraintes sur le secteur. C'est particulièrement vrai pour la restauration rapide, consommatrice de viande hachée (+20% /2021 et +23% /2019). A contrario, la restauration collective restait à la peine, particulièrement celle de la restauration d'entreprise affectée par les habitudes prises par certains salariés comme le télétravail notamment (+24% /2021 et +-15% /2019).

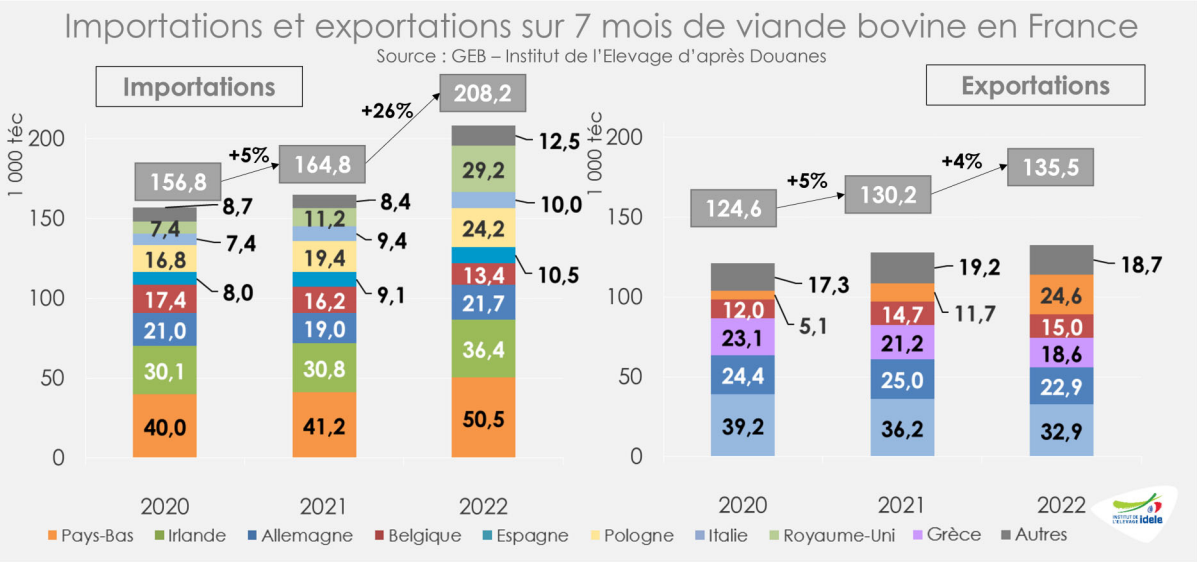


Les importations à nouveau dynamiques en juillet

Les importations françaises de viande bovine ont à nouveau été dynamiques **en juillet 2022**, d'après **Douanes françaises**. Elles ont flirté avec les 30 000 téc (+16% /2021 et +21% /2020). Les exportations ont à nouveau reculé faute de disponibilités avec à peine plus de 17 500 téc expédiées (-16% /2021 mais +1% /2020).

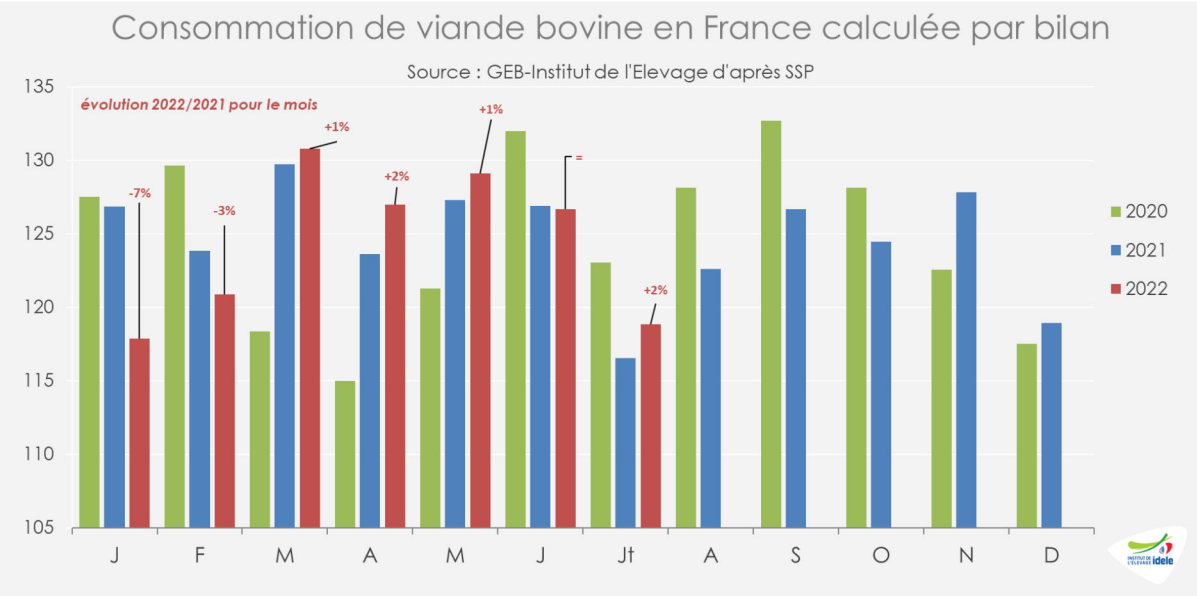


Sur les 7 premiers mois de 2022, le commerce extérieur français dépassait les niveaux d'avant pandémie avec 136 000 téc exportées (+4% /2019) et 208 000 téc importées (+5% /2019). Outre le manque de disponibilités en France qui limite les exportations et le report de consommation vers la RHD qui stimule les importations, le *Brexit* affecte les niveaux de commerce extérieur en France. En effet, les nouvelles procédures douanières depuis janvier 2022 entraînent un changement de fonctionnement de certains opérateurs néerlandais. Ceux-ci préfèrent désormais dédouaner en France les viandes importées depuis le Royaume-Uni avant de les faire réexpédier vers les Pays-Bas. Sur 7 mois, les importations françaises depuis le Royaume-Uni ont dépassé les 29 000 téc (x2,6 /2021) quand les exportations vers les Pays-Bas ont approché les 25 000 téc (x2,1 /2021). Les échanges avec les Pays-Bas sont cependant également dopés par des flux de viandes néerlandaises pour la transformation en usines françaises avant réexpédition pour approvisionner la restauration rapide.

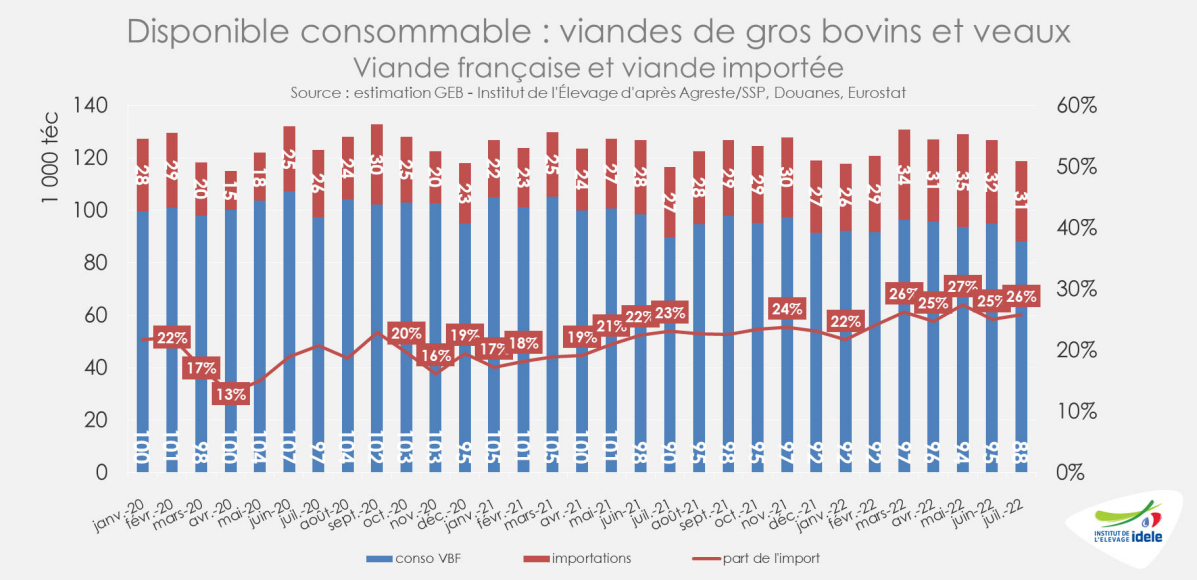


La consommation par bilan se maintient avec l'import, faute de disponibilités en France

Malgré des abattages limités, la consommation calculée par bilan a progressé avec la poursuite du redressement des importations. **En juillet 2022**, elle a atteint à 118 800 téc (+2% /2021 et -3% /2020). En cumul sur sept mois, la consommation est sensiblement stable à 871 000 téc (= /2021 et 2020).



Avec des importations plus dynamiques depuis le début de l'année (réouverture de la RHD, disponibilités françaises plus limitées) la part d'import dans les disponibilités atteint 25% en moyenne sur les 8 premiers mois de l'année contre 20% un an plus tôt.



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Viandes bovines » Gros bovins » France »

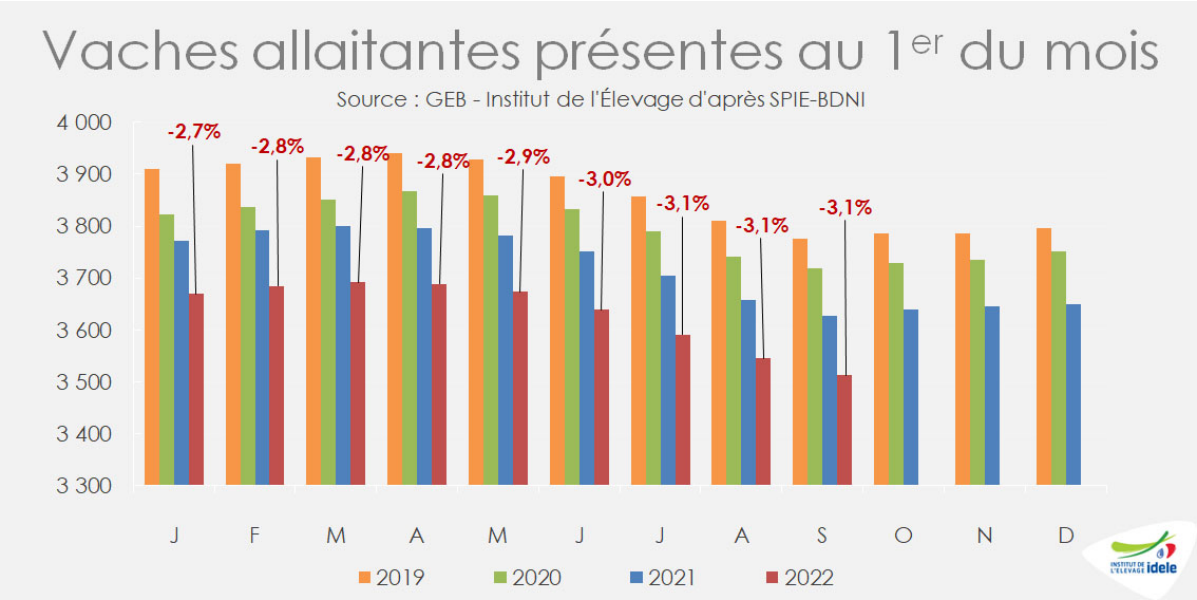
L'offre restreinte soutient les prix

Dernière révision le 18 octobre 2022

Les abattoirs n'enregistrent pas d'afflux d'animaux malgré la sécheresse. En effet, les cheptels ont été déjà considérablement réduits depuis le printemps avec très peu de primipares ayant intégré les troupeaux. En outre, en ce début d'automne, les producteurs laitiers retiennent de nouveau leurs vaches pour profiter d'un prix du lait qui redevient stimulant. Les jeunes bovins sont eux aussi peu nombreux et très convoités.

La décapitalisation allaitante se poursuit

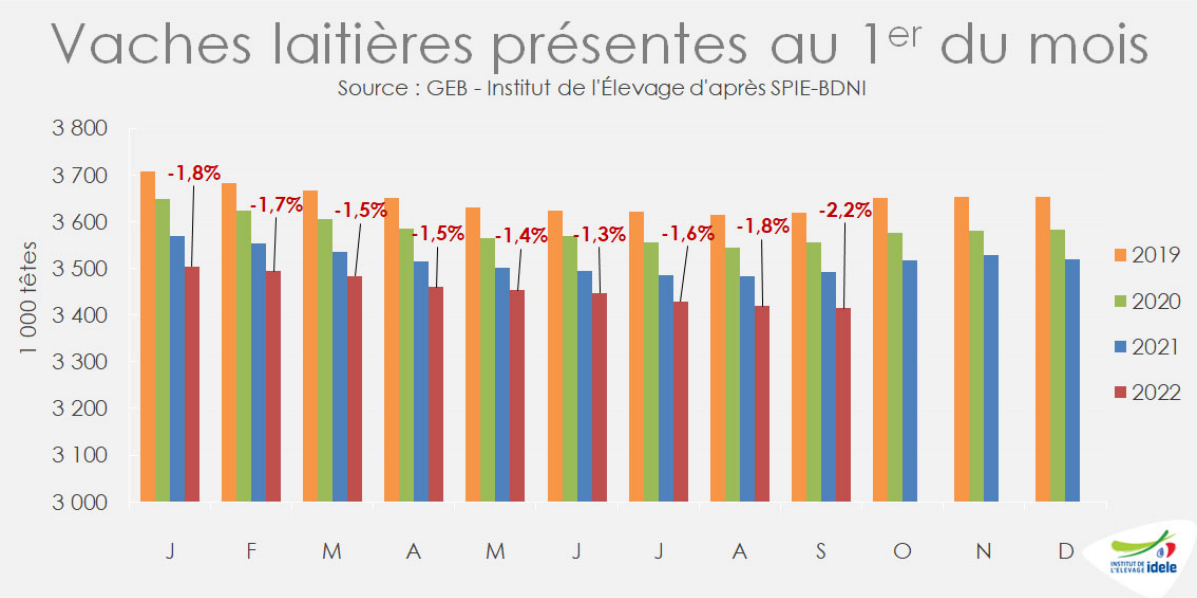
Au 1er septembre, le nombre de vaches allaitantes présentes en France était de nouveau en recul de -3,1% /2021. La baisse s'est accentuée depuis le début de l'année, elle n'était que de -2,7% au 1er janvier. C'est le résultat d'un recul notable des entrées de primipares dans les troupeaux (-3,4% /2021 sur les 8 premiers mois de l'année) alors que les sorties étaient quasiment stables (-0,2% /2021 sur les 8 premiers mois).



D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev sur les 5 semaines 36 à 40, le nombre de femelles de type viande abattues était stable par rapport à 2021, avec -1% pour les vaches et +2% pour les génisses. Ceci témoigne de la poursuite de la décapitalisation. Le poids moyen en baisse de -0,6% pour les vaches et -0,7% pour les génisses suggèrent une moins bonne finition dans un contexte de sécheresse et de coût élevé des aliments achetés. Le manque de bovins à abattre a pu aussi conduire à des départs de ferme un peu anticipés par rapport à l'année dernière.

Moins de vaches laitières

Au 1er septembre, le nombre de vaches laitières présentes en France était en repli de -2,2% /2021, la baisse s'est donc considérablement accentuée depuis le 1er juin (-1,3%), les éleveurs ayant ajusté leur cheptel pour s'adapter au manque d'herbe induit par la canicule et la sécheresse. Cette réduction de cheptel n'a pas conduit à un afflux massif dans les abattoirs car elle résulte avant tout d'une très forte baisse des entrées de primipares dans les troupeaux (-11% /2021 sur les trois mois de juin à août), les sorties n'étant en hausse que de +2% /2021 sur ces mêmes trois mois.



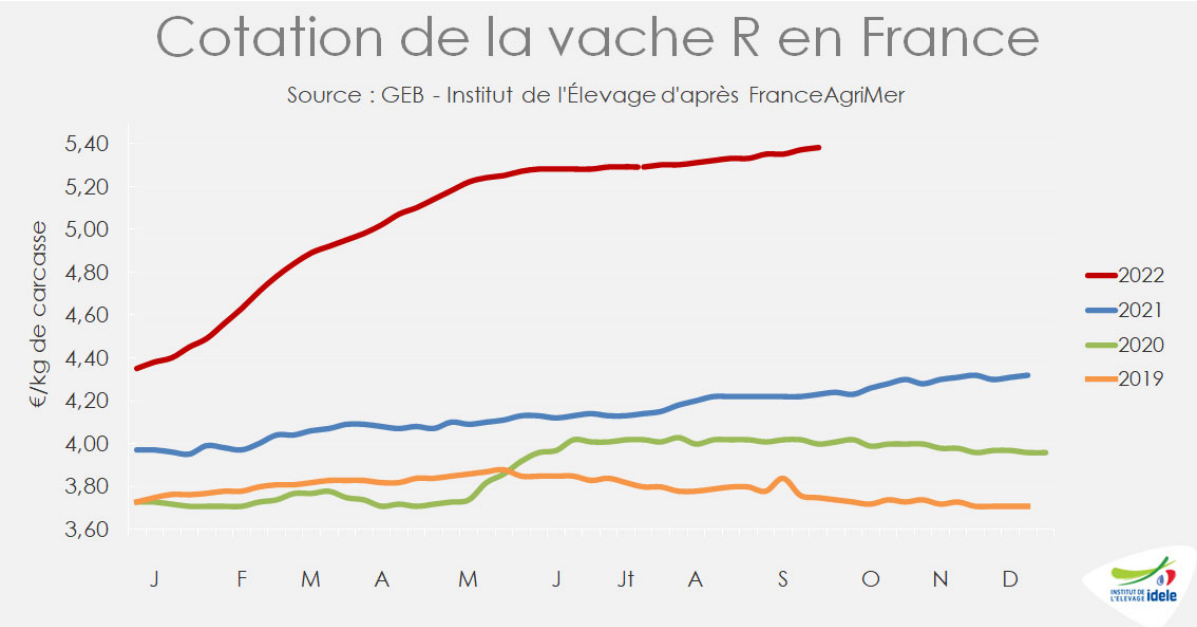
Sur les 5 semaines 36 à 40, le nombre de vaches laitières abattues était en baisse de -5% /2021. Il semble qu'il y ait un frémissement de reprise du côté de la production laitière, avec un prix du lait suffisamment stimulant pour inciter les éleveurs à retenir de nouveau leurs vaches (voir l'article sur les prix du lait et la collecte).

Cotations des vaches en hausse

L'offre restreinte soutient les prix. La vache U standard cotait 5,68 €/kg de carcasse en semaine 40, soit 14 centimes de plus qu'en semaine 30. Elle se situait par ailleurs bien au-dessus (+16%) de la cotation 2021 qui incluait alors les SIQO (Label rouge principalement).

Depuis juillet, FranceAgriMer publie des cotations SIQO sur un pas de temps mensuel. Celle de la vache de type viande, tous poids toutes races, de conformation U= était à 5,86 €/kg de carcasse en septembre, contre 5,77 €/kg lors de la première publication en juillet. Toutes les cotations sont à retrouver sur le site Visionet de FranceAgriMer.

La cotation de la vache R, à 5,38 €/kg de carcasse en semaine 40 (+27% /2021), avait gagné 11 centimes depuis la semaine 30.

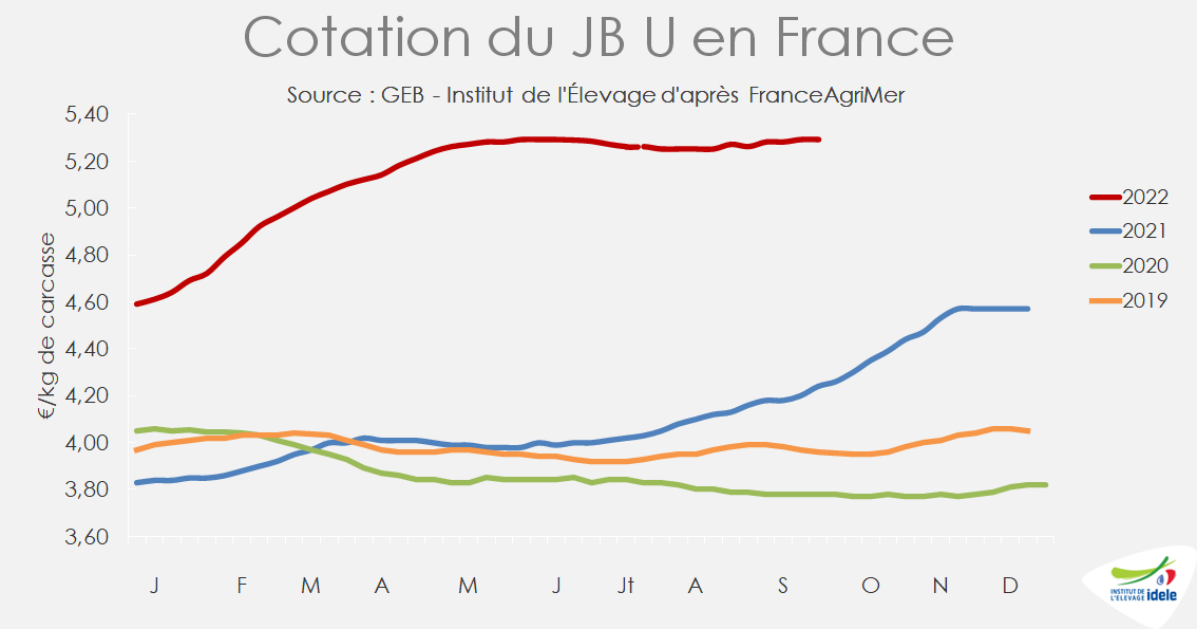


La vache O cotait 5,04 €/kg en semaine 40 (+42% /2021 et +2 centimes en 10 semaines) et la vache P 4,92€/kg (+47% /2021 et +4 centimes en 10 semaines).

Des jeunes bovins très recherchés

Avec la baisse globale des disponibilités en femelles, les jeunes bovins sont activement recherchés par les abatteurs afin de faire tourner leurs outils, ce qui soutient les cours. Le marché européen est par ailleurs plutôt bien orienté (voir l'article sur les JB en Europe). Seule la viande polonaise, avec un prix en légère baisse, semble un peu plus agressive sur le marché italien.

La cotation du JB U a gagné 3 centimes en dix semaines pour remonter à 5,29 €/kg de carcasse en semaine 40 (+26% /2021). Celle du JB R a gagné 6 centimes sur la même période, à 5,21 €/kg (+29% /2021 et celle du JB O 2 centimes à 4,98 €/kg (+40% /2021).

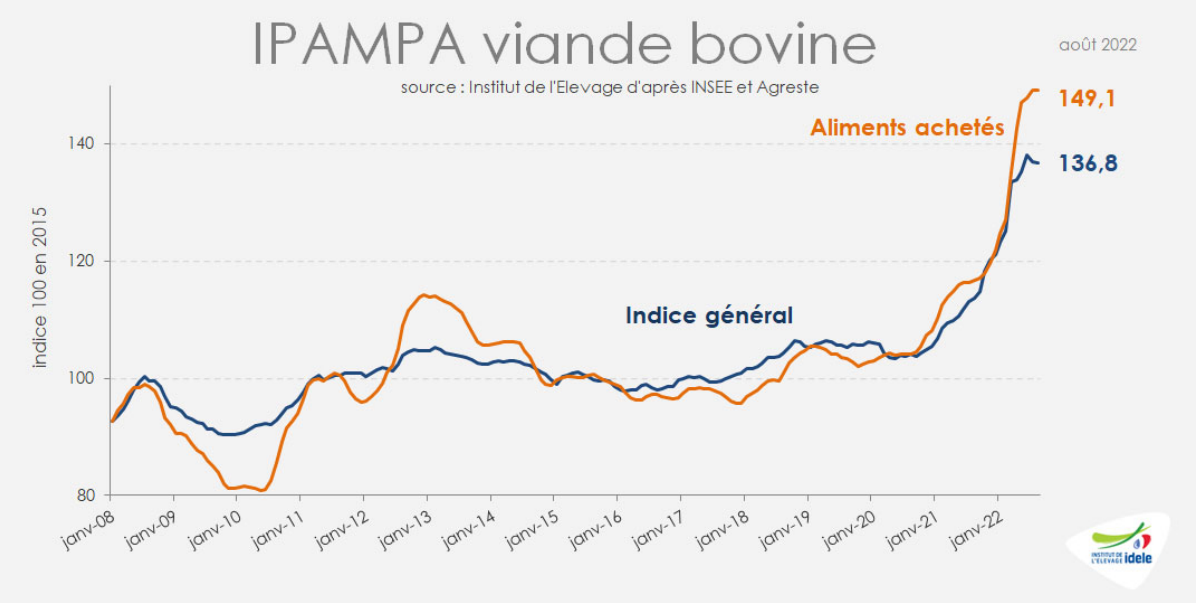


Le nombre de jeunes bovins abattus sur les 5 semaines 36 à 40 était stable par rapport au bas niveau de 2021 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, mais en recul de -5% /2020. Ceux de JB de type viande étaient quasiment stables (+1% /2021 et = /2020) et ceux de JB de type lait étaient en baisse (-3% / 2021 et -22% /2020, année perturbée par le 1er confinement).

Des charges en très forte hausse sur un an

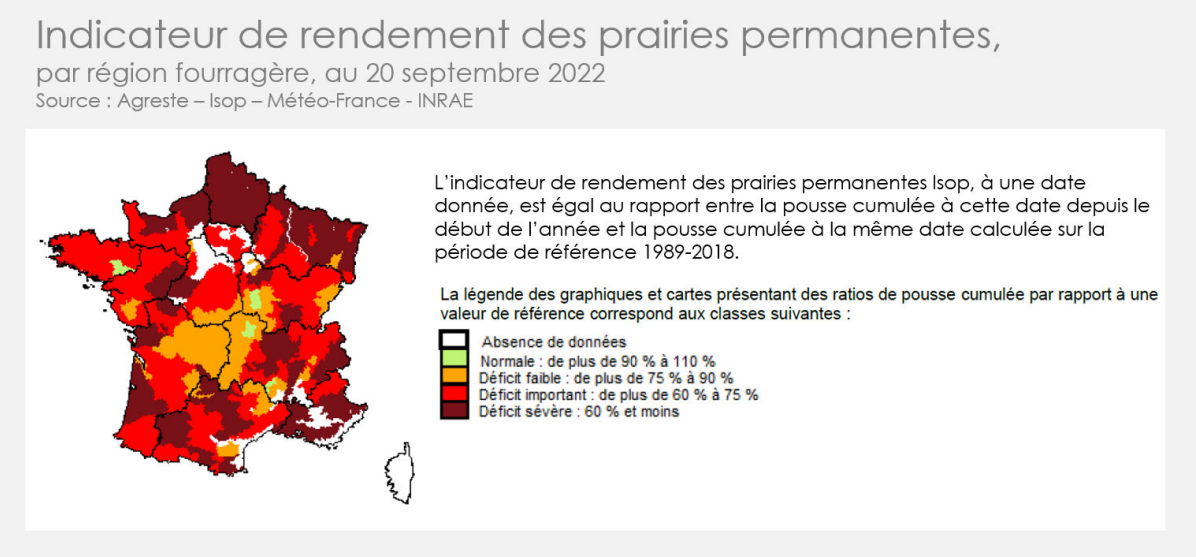
Les évolutions des prix des animaux finis sont à mettre en regard de leurs prix de revient qui a considérablement augmenté du fait de la flambée des matières premières. L'Institut de l'Élevage calcule pour l'Interprofession bovine un prix de revient sur une base semestrielle pour chaque catégorie de bovin. Au premier semestre 2022, il était de 5,82 €/kg pour la vache de type viande (+72 centimes pour les animaux label rouge) et de 5,64 €/kg pour les jeunes bovins de type viande. Ces prix de revient seront sans doute encore plus élevés au second semestre étant donnée l'évolution des prix des intrants.

En août 2022, l'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) s'établissait à 136,8 points, en très léger recul par rapport à juin grâce à une accalmie momentanée de la hausse du prix des carburants, en très forte hausse par ailleurs depuis deux ans (+20% /2021 et +31% /2020). L'indice des prix des aliments achetés était en hausse de +28% /2021 et +43% /2020, celui des énergies et lubrifiants de +50% /2021 et +89% /2020 et celui des engrais et amendements de +85% /2021 et +141% /2020.



La sécheresse et les vagues de chaleur ont fortement affecté la productivité des prairies

D'après l'indicateur ISOP d'Agreste (https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/disaron/IraPra22115/detail/), la production cumulée des prairies permanentes depuis le début de l'année jusqu'au 20 septembre était inférieure de -33% à celle de la période de référence 1989-2018. La sécheresse extrême et les vagues de chaleur exceptionnelles enregistrées depuis mai ont en effet fortement réduit la pousse de l'herbe.



Par ailleurs, la production nationale de maïs fourrage serait inférieure de 15% à la moyenne quinquennale (2017-2021) selon FranceAgriMer.

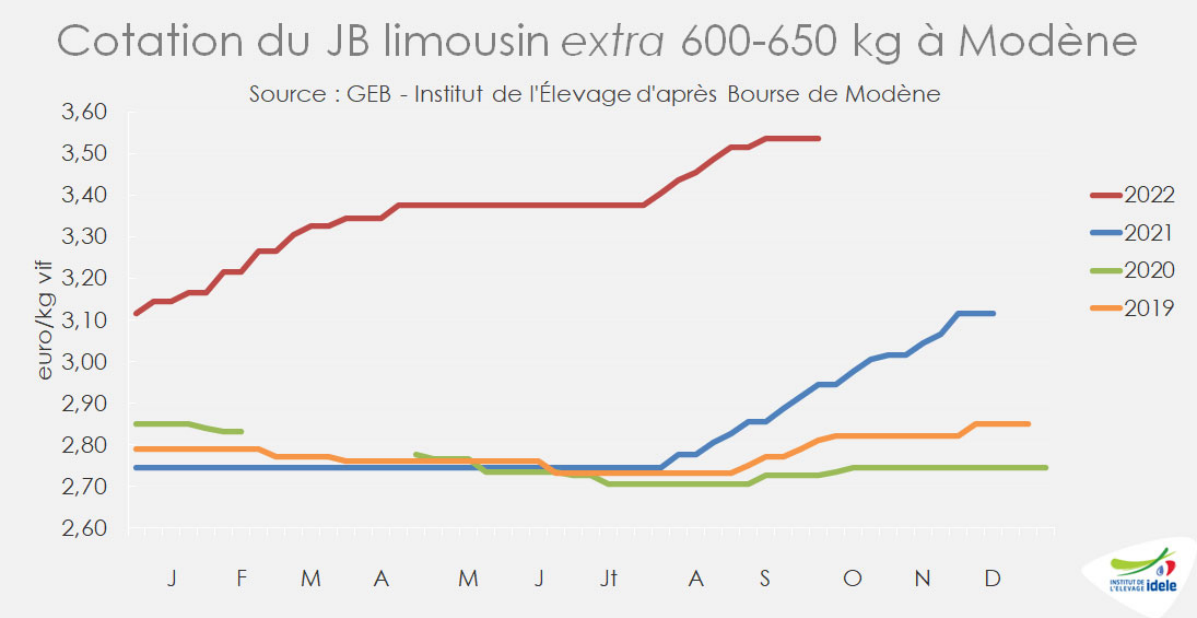
Offre limitée

Dernière révision le 18 octobre 2022

Dans le contexte inflationniste qui réduit le pouvoir d'achat des ménages, la demande s'érode dans tous les États membres. Mais la viande bovine reste une valeur sûre et son prix au détail augmente finalement moins que celui de la volaille ou du porc. Par ailleurs, l'offre de jeunes bovins étant limitée, le marché est équilibré. Les prix se tiennent bien, sauf en Pologne où les cotations décrochent légèrement.

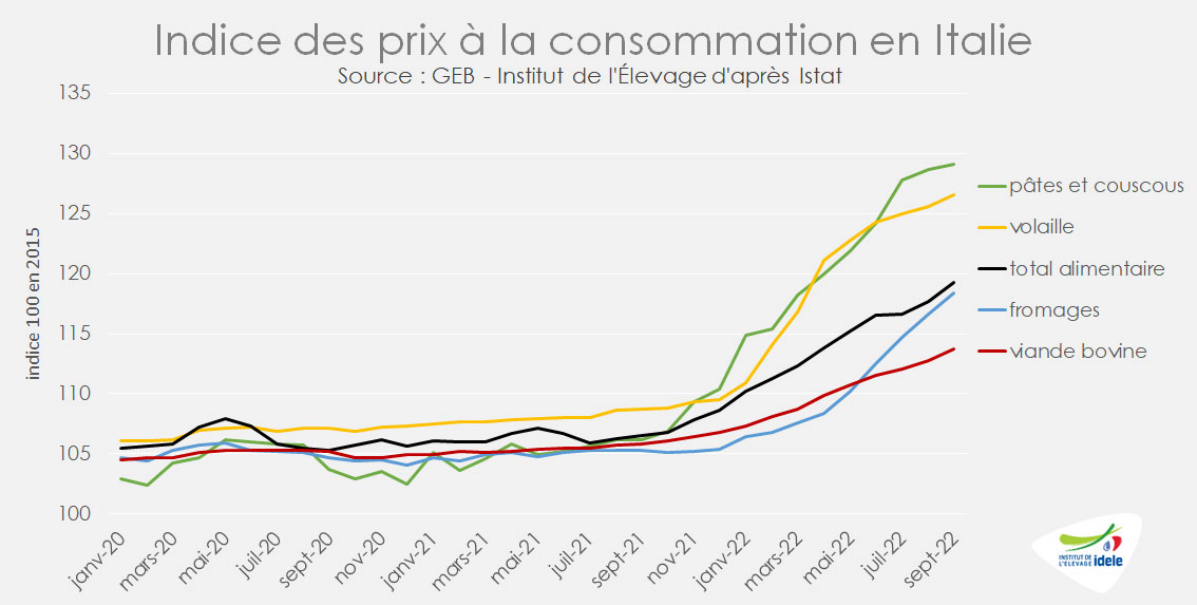
ITALIE : prix stables pendant 5 semaines

En **Italie**, les cotations des jeunes bovins se sont stabilisées en septembre, toujours bien supérieures à celles de l'an passé. Le mâle charolais de 1ère catégorie à Modène cotait 3,34 €/kg vif en semaine 40 (+27% /2021) et le mâle limousin Extra 3,54 €/kg vif (+24% /2021). La femelle limousine se situait à 3,57 €/kg (+23%) et la femelle charolaise à 3,34 €/kg (+24%).

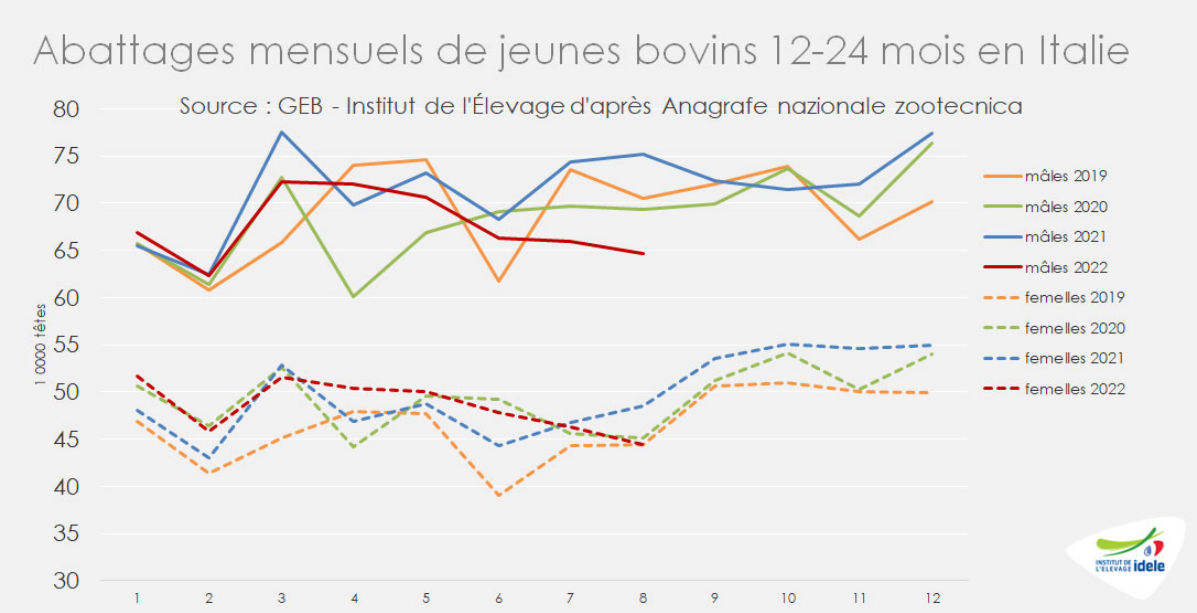


L'indice des prix des moyens de production agricole pour la viande bovine calculé par l'ISMEA (analogue à l'IPAMPA français) en base 100 en 2015, a atteint 131,1 points en août (+22% /2021). Les deux postes principaux de cet indice composite sont l'achat du broutard (63%) et l'alimentation des animaux (24%).

L'inflation a poursuivi son accélération en septembre selon Istat (+8,9% /2021 contre +8,4% en août). L'indice des prix à la consommation des produits alimentaires en septembre est passé à +12,0% /2021, contre +10,7% en août. L'inflation s'accélère aussi en viande bovine, mais reste moindre que pour les autres produits animaux, à +7,5% en septembre, contre +16,8% pour la volaille, +16,6% pour les œufs et +12,4% pour les fromages.



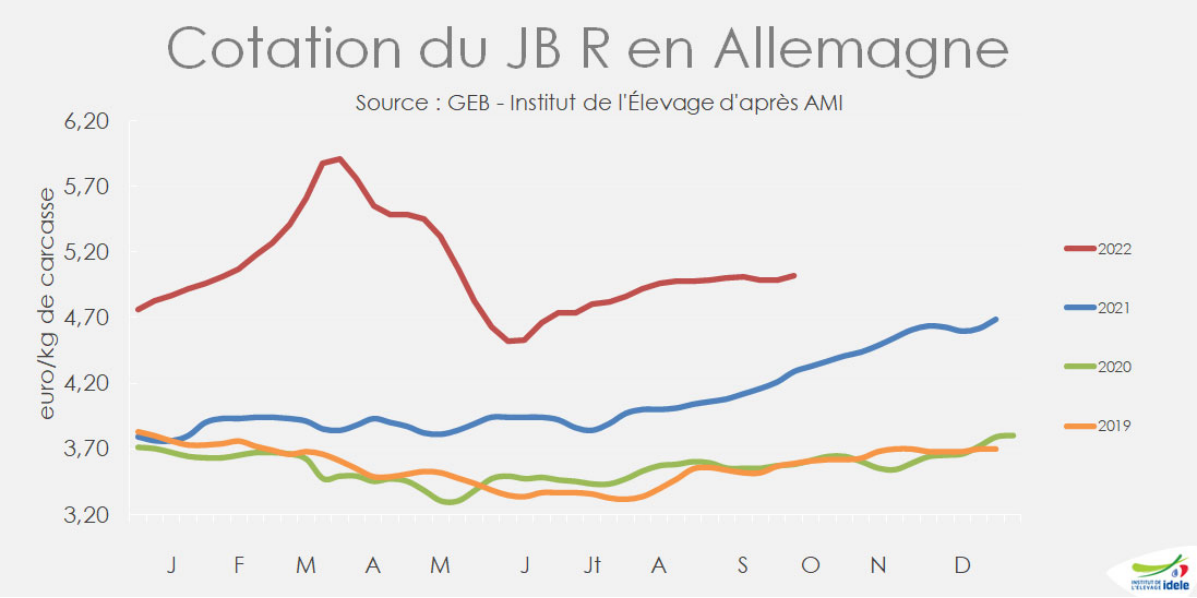
D'après la base de données *Anagrafe zootecnica*, les abattages ont été limités cet été. Sur les deux mois de juillet-août, 221 000 bovins de 12 à 24 mois ont été abattus (-10% /2021) dont 131 000 mâles (-13%) et 91 000 femelles (-5%).



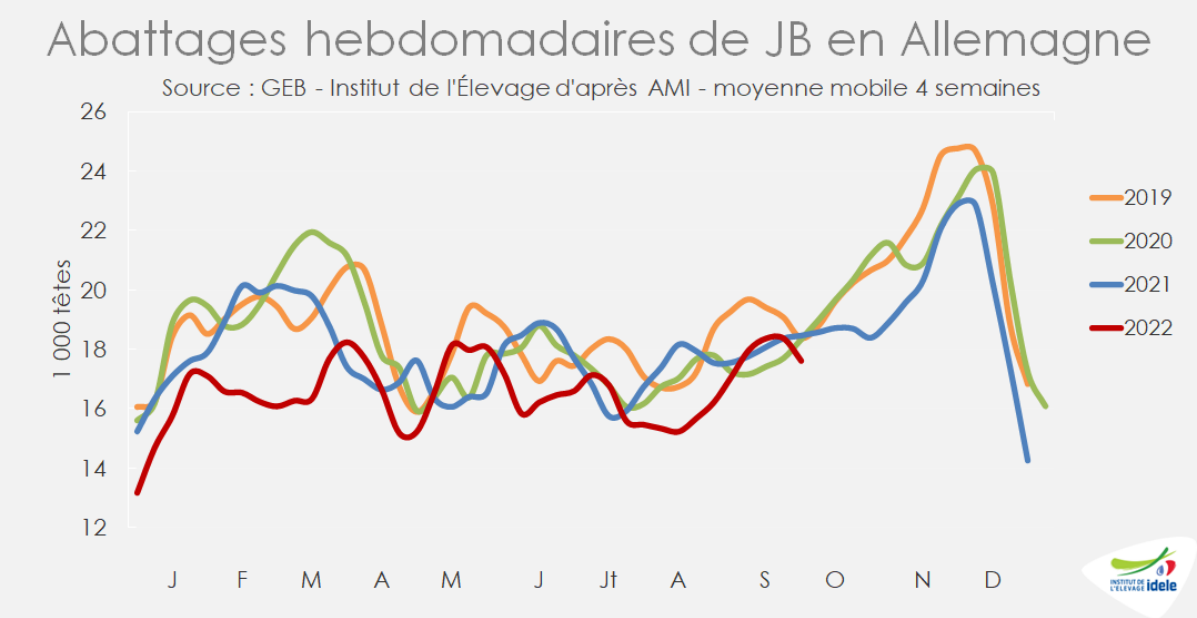
ALLEMAGNE : les prix stagnent mais pourraient repartir à la hausse en fin d'année

En **Allemagne**, les prix des jeunes bovins ont stagné en septembre malgré une offre réduite. La réduction du pouvoir d'achat dans le contexte inflationniste limite en effet la demande. L'inflation a atteint +10,0% en septembre sur un pas de temps annuel (contre +7,9% en août), dont +43,9% pour l'énergie et +18,7% pour l'alimentation ! Les principaux instituts économiques allemands sont relativement alarmistes : ils prévoient que le pays entrera en récession avant la fin de l'année et que l'inflation restera très forte en 2023. Selon les dernières prévisions de l'OCDE, l'Allemagne serait de loin le pays le plus affecté de l'ensemble des pays riches, avec une croissance n'excédant pas +1,2% sur 2022 et qui deviendrait négative (-0,7%) en 2023. Les experts allemands du secteur agroalimentaire envisagent toutefois une hausse des cours des jeunes bovins avant la fin de l'année et en particulier en décembre à l'approche des fêtes. Les températures fraîches sont par ailleurs propices à la consommation de viande bovine.

Les cotations des jeunes bovins restaient en hausse de +17% /2021 début octobre, à 5,09 €/kg de carcasse pour le JB U, 5,02 €/kg pour le JB R et 4,74 €/kg pour le JB O.



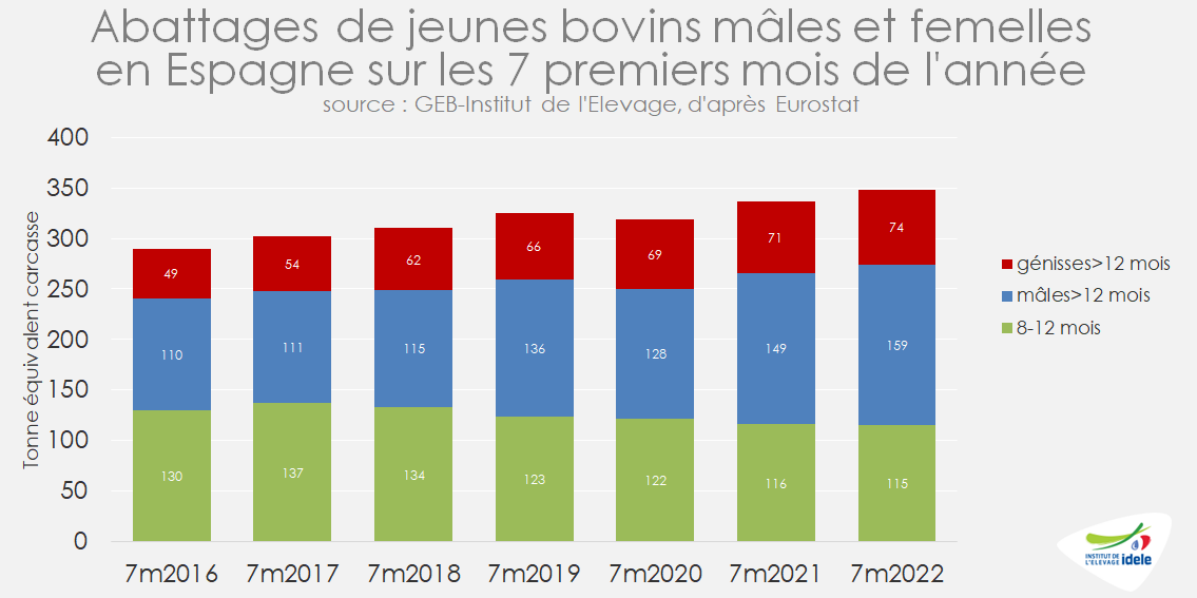
L'offre de jeunes bovins reste limitée bien que les sorties aient été plus dynamiques en septembre qu'en août. Sur les 8 semaines 33 à 40, les abattages de jeunes bovins étaient en baisse par rapport aux années précédentes (-4% /2021 et -3% /2020).



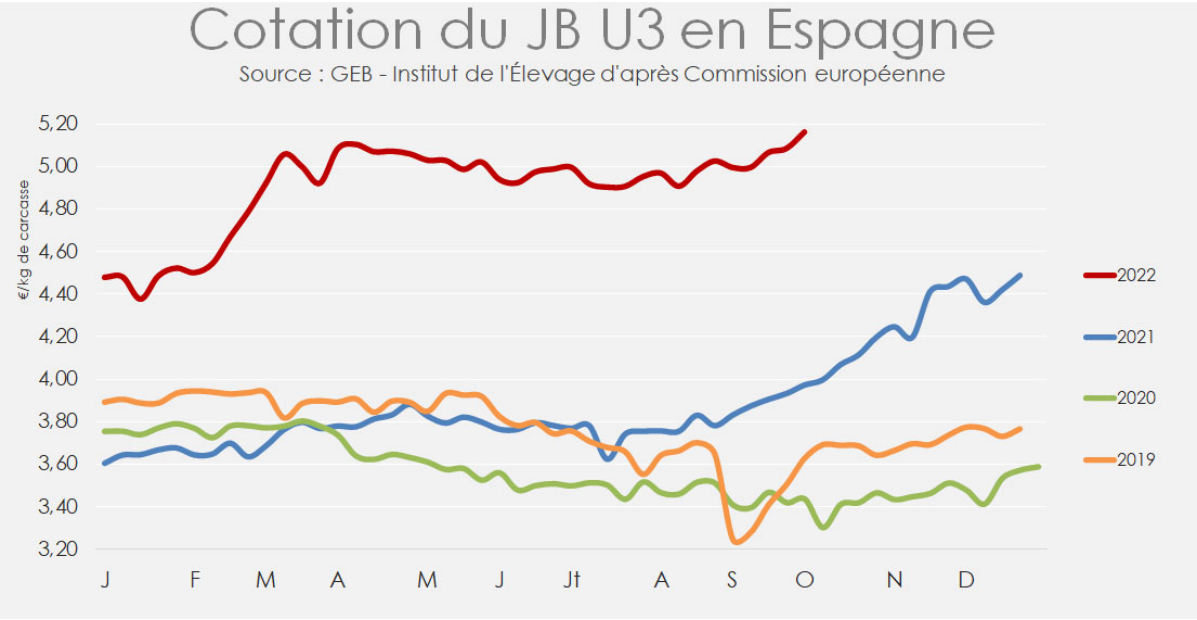
ESPAGNE : la hausse de production n'empêche pas celle des prix

En **Espagne**, la production de jeunes bovins poursuit sa hausse. Certes, la flambée des prix des matières premières inquiète dans un pays où l'engraissement est principalement basé sur des rations sèches très dépendantes de l'importation de céréales et d'oléagineux et où le coût alimentaire représente plus de la moitié du coût de production d'un JB. Mais il semble que pour l'instant les systèmes parviennent à y faire face, en témoigne le maintien des flux de petits veaux français vers l'Espagne (lien vers article petits veaux).

Sur les 7 premiers mois de l'année, les abattages de jeunes bovins ont totalisé 348 000 téc (+3% /2021), dont 115 000 téc de bovins jeunes de 8-12 mois (-1% /2021), 159 000 téc de taurillons (+7% /2021) et 74 000 téc de génisses (+4% /2021). Ces abattages en hausse se doublent d'une très forte augmentation des exports de bovins finis : +24% /2021 à 116 000 têtes sur le premier semestre. Les exportations de bovins vivants ont ainsi concerné pas moins de 8% des bovins produits dans le pays sur le 1er semestre 2022.



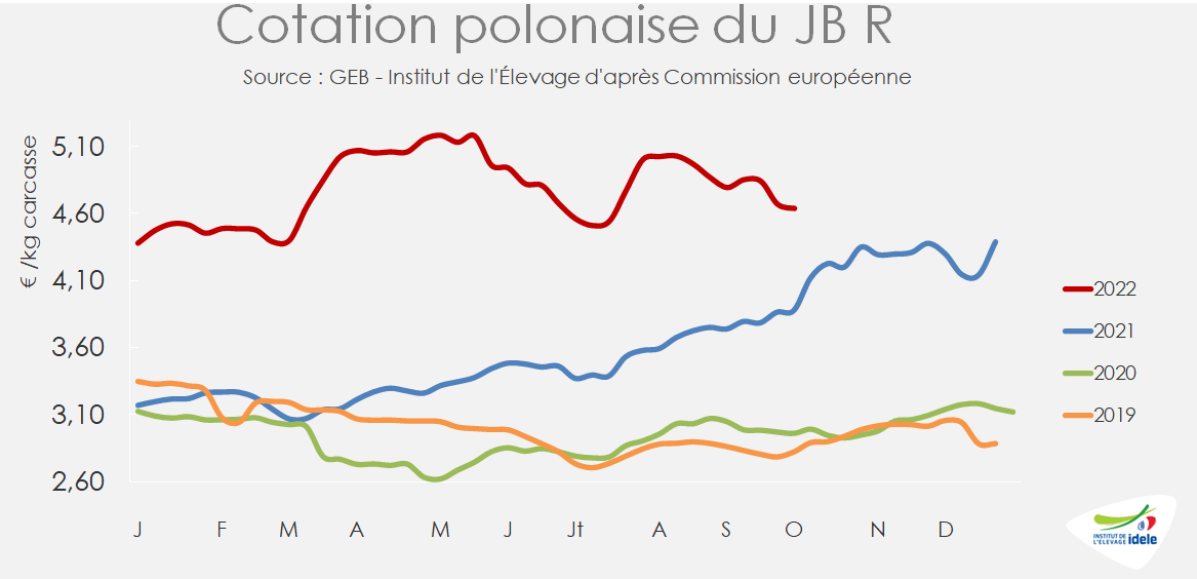
Malgré le dynamisme des sorties, les prix des JB les mieux conformés poursuivent leur hausse saisonnière à de hauts niveaux grâce aux parts de marché gagnées dans les circuits de la cheville en Italie et en Grèce. Le JB U espagnol cotait 5,16 €/kgéc en semaine 40 (+30% /2021) et le JB R 5,12 (+31% /2021). Les JB moins bien conformés subissent la concurrence des viandes importées de Pologne et des pays baltes où les prix ont enregistré des baisses significatives en ce début d'automne. Ainsi la cotation du JB O espagnol a augmenté plus faiblement à 4,97 €/kgéc en semaine 40 (+26% /2021).



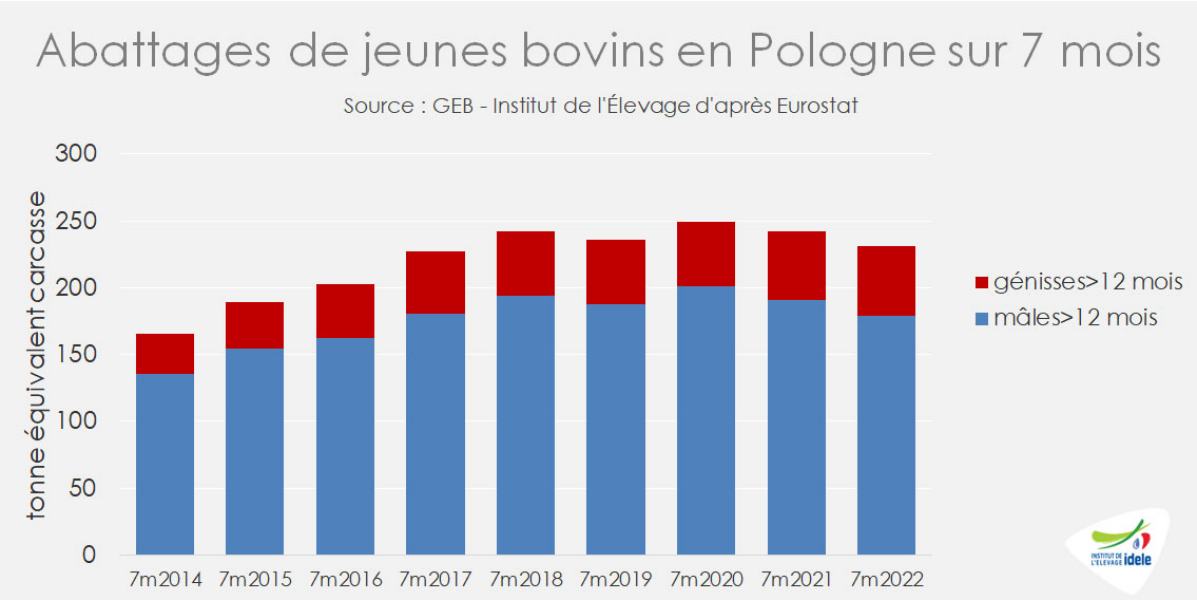
La demande nationale est en net retrait du fait de la très forte inflation qui a atteint un record historique en août à +10,5% sur un an, avant de revenir à +9,0% en septembre. Pour tenter de limiter la perte de pouvoir d'achat, le gouvernement espagnol a annoncé fin septembre la mise en place pendant deux ans d'un nouvel impôt de solidarité sur les grandes fortunes et sur les profits exceptionnels des entreprises (énergétiques en particulier) en parallèle d'une baisse de l'impôt sur le revenu pour les petits contribuables.

POLOGNE : érosion des cours

En **Pologne**, la cotation du JB R a perdu 15 centimes en 1 mois pour tomber à 4,64 €/kg de carcasse en semaine 40. Elle restait toutefois très largement au-dessus des niveaux des années précédentes (+19% /2021 et +54% /2020). Une partie de l'érosion récente du prix en euros est liée à la dégradation de la parité du zloty, qui a perdu 2% de sa valeur face à l'euro en 4 semaines.



La production polonaise de jeunes bovins a pourtant cessé de progresser depuis deux ans maintenant. A l'inverse même : sur les 7 premiers mois de l'année, les volumes de jeunes bovins mâles et femelles abattus n'ont totalisé que 231 000 téc (-4% /2021 et -7% /2020), dont 179 000 téc de taurillons (-6% /2021) et 52 000 téc de génisses (+3%). La part croissante de femelles dans la production témoigne d'une part de la difficulté croissante à trouver des veaux mâles (à 158 €/tête début octobre, les veaux mâles laitiers polonais restaient les plus chers d'Europe) et d'autre part de la mise en place d'une filière génisses pour servir le marché italien, friand de « scottone ».

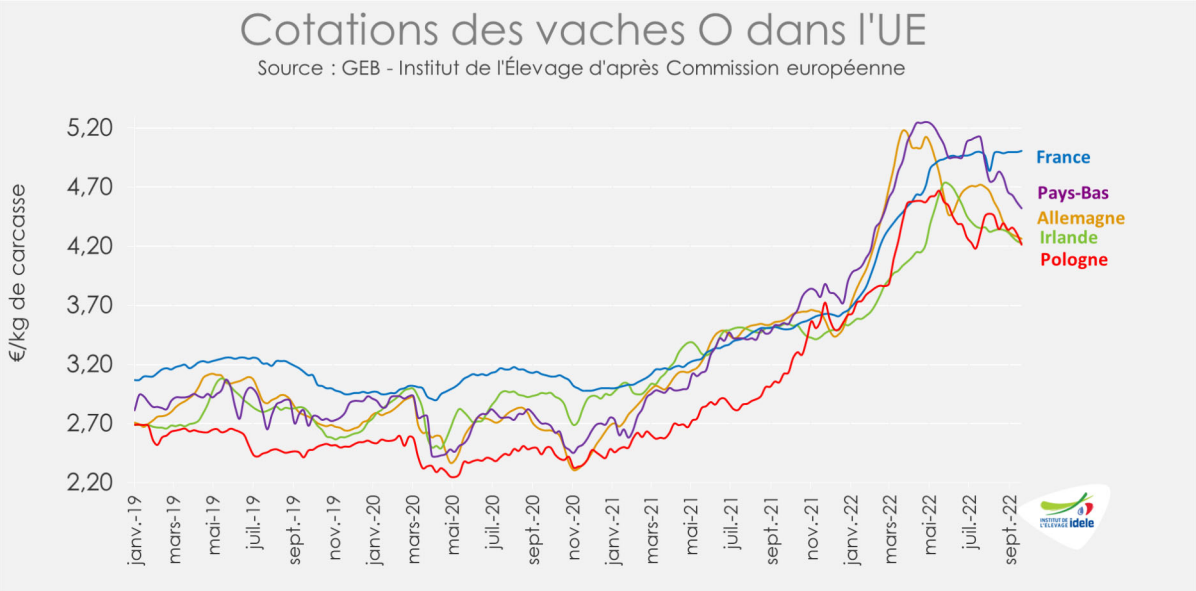


Viandes bovines » Femelles » Europe »

Baisse saisonnière des cotations

Dernière révision le 18 octobre 2022

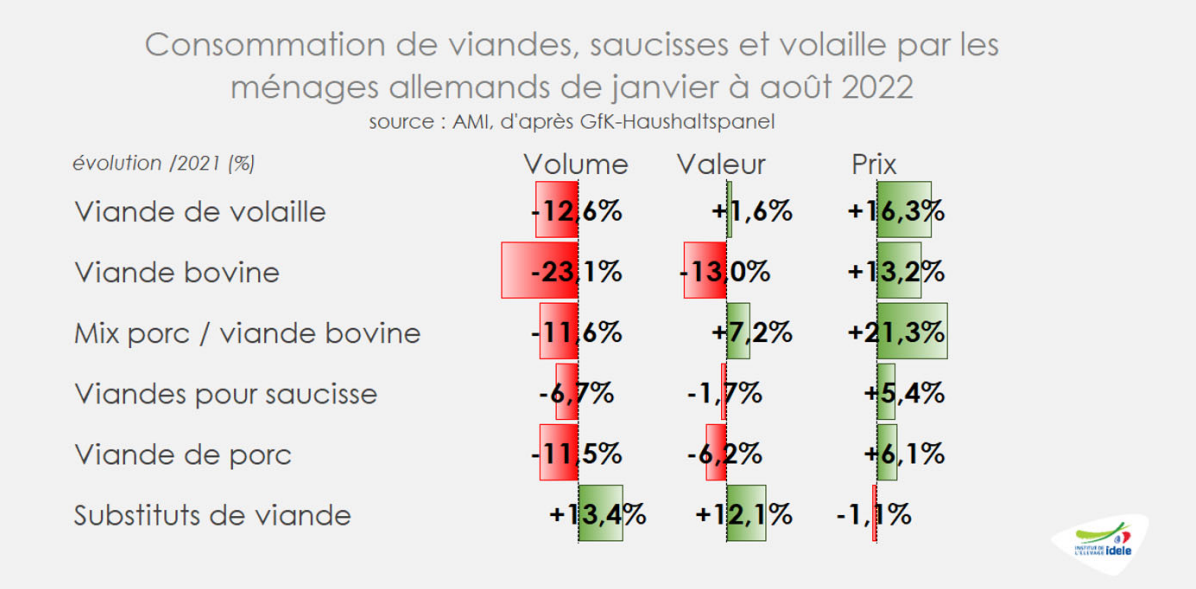
Si les cotations des réformes en Europe demeurent largement supérieures à celles des années précédentes, elles ont entamé une baisse saisonnière à mesure que les disponibilités en pâturage diminuent et que les abattages reprennent quelque peu.



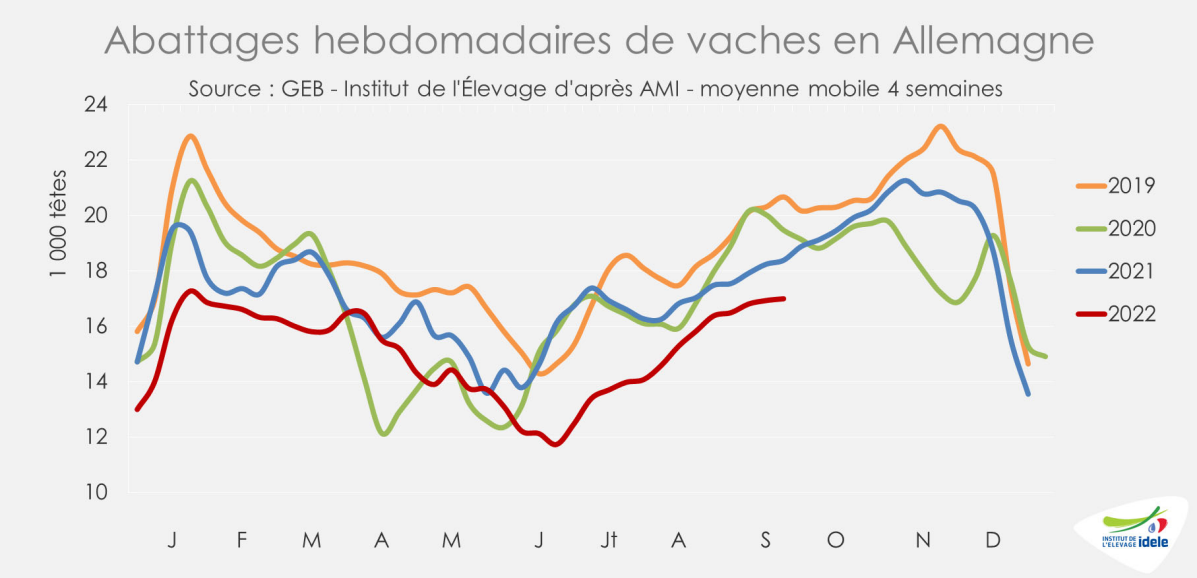
ALLEMAGNE : l'inflation est restée soutenue, les abattages limités.

En **Allemagne**, d'après l'institut de statistique Destatis, l'inflation générale su pas de temps de un an a franchi la barre des 10% en septembre 2022 après moins de 8% un mois auparavant. Le rabais sur le carburant et le billet de train mensuel à 9 euros en vigueur cet été ont en effet expiré fin août. D'autres indicateurs ont progressé à l'instar des prix de l'alimentation : +18,7% /septembre 2021 contre +16,6% un mois plus tôt. Après trois plans totalisant près de 100 milliards d'euros (cf. article du mois précédent), le Gouvernement allemand a annoncé la mise en place d'un nouveau plan de soutien au pouvoir d'achat de 200 milliards d'euros visant à plafonner les prix de l'énergie.

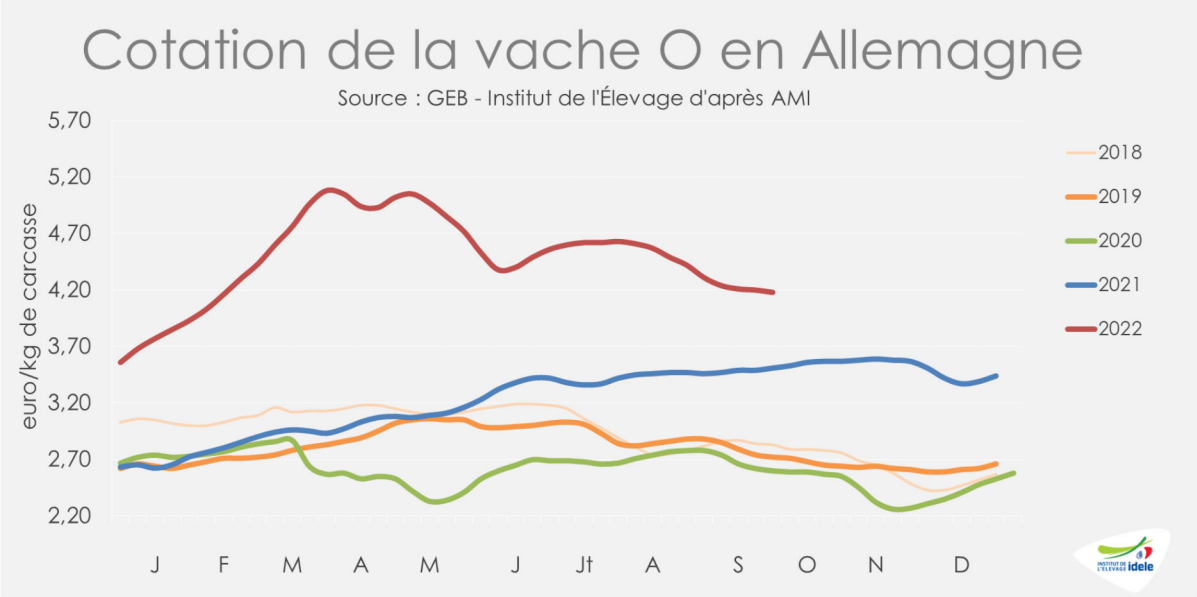
En attendant de mesurer les effets de la multiplication de ces plans d'aides, les achats de viandes au détail étaient en retrait. En cumul sur les 8 premiers mois de l'année, les ventes au détail de viandes se sont repliées de -12% /2021 en volume. Pour la viande bovine, le recul a même atteint -23%. D'après AMI, outre le fait qu'en 2021 les achats au détail de viande bovine étaient dopés par la fermeture partielle de la RHD, les prix plus élevés de la viande bovine au cours des huit premiers mois de 2022 a entraîné un report partiel de consommation vers des viandes moins chères comme le porc. Il faut dire que le prix du porc à la production avait bien baissé en début d'année dans le pays affecté par la FPA, mais il a repris 10% en août/septembre.



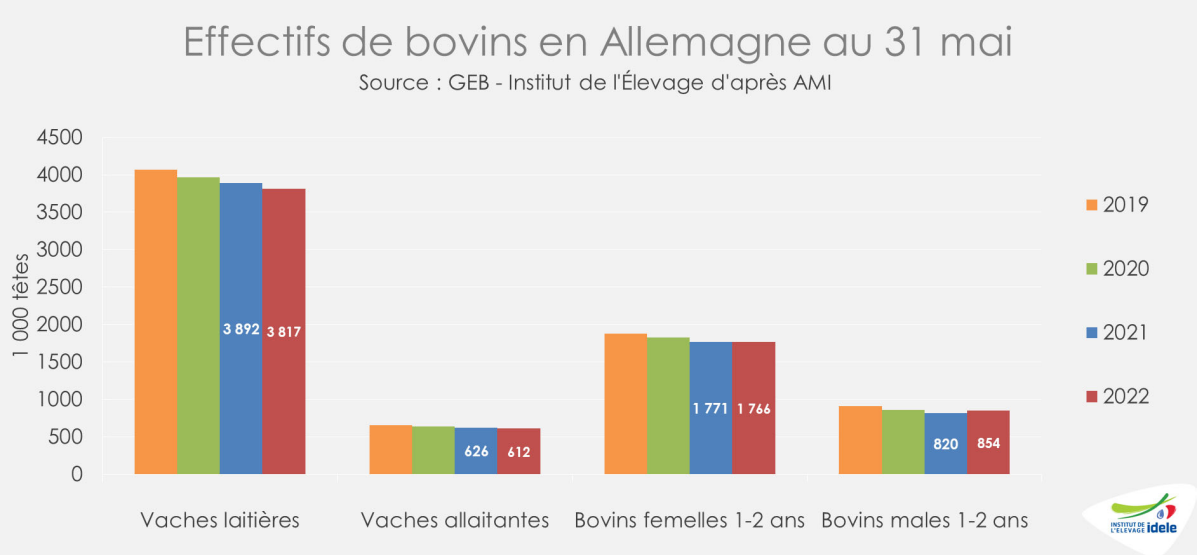
Les abattages de réformes ont rebondi comme il est habituel en cette saison, Mais les effectifs sont restés bien en deçà des niveaux observés les années précédentes, le cheptel est en effet réduit et le prix du lait très attractif (+57% /2021 en août ; voir article lait). Entre les semaines 36 et 39, les abattages de vaches restaient en retrait (-8% /2021 et -13% /2020).



Face à cette offre automnale réduite, la demande du marché allemand en viande de réforme est toujours limitée. Les cours ont poursuivi leur léger réajustement à la baisse. Ils restent cependant très supérieurs aux années précédentes. En semaine 39, La cotation de la vache O atteignait 4,18 €/kgéc (+19% /2021 et +61% /2020) soit 13 centimes de moins qu'en semaine 35.

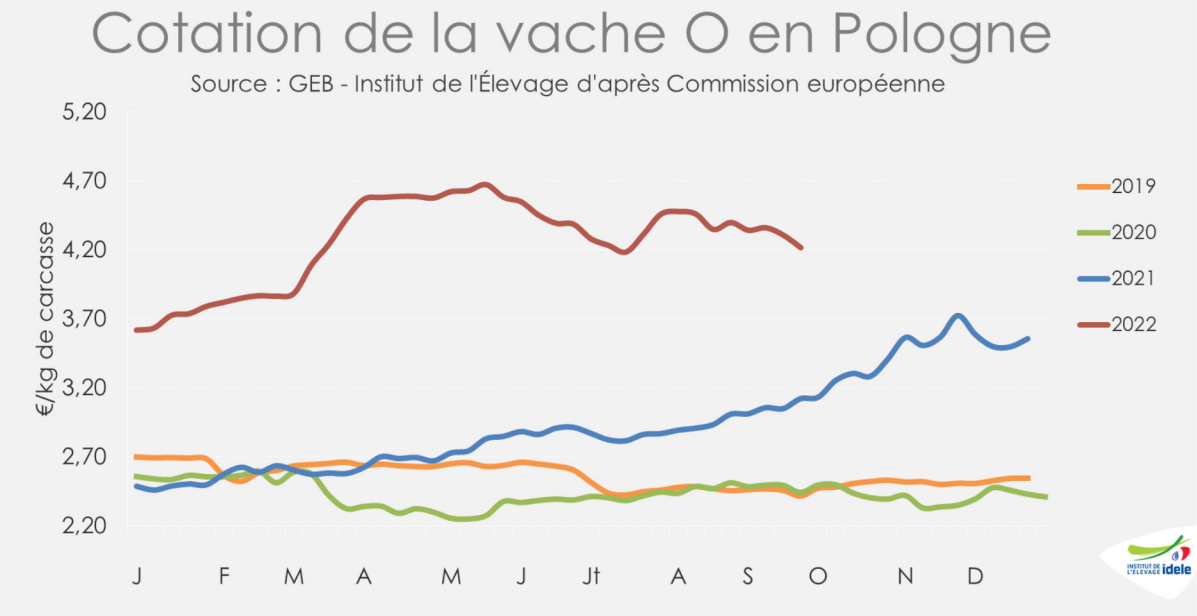


D'après l'enquête de mai, le cheptel bovin a de nouveau reculé pour la huitième année consécutive. Il est ainsi tombé à moins de 11 millions de bovins (-2% /2021), avec un recul de même ampleur des effectifs de vaches laitières et de vaches allaitantes (-2%). A noter la progression des effectifs de bovins mâles jusqu'à deux ans qui pourraient entraîner un rebond de l'offre de jeunes bovins à court ou moyen terme (voir article JB Europe).

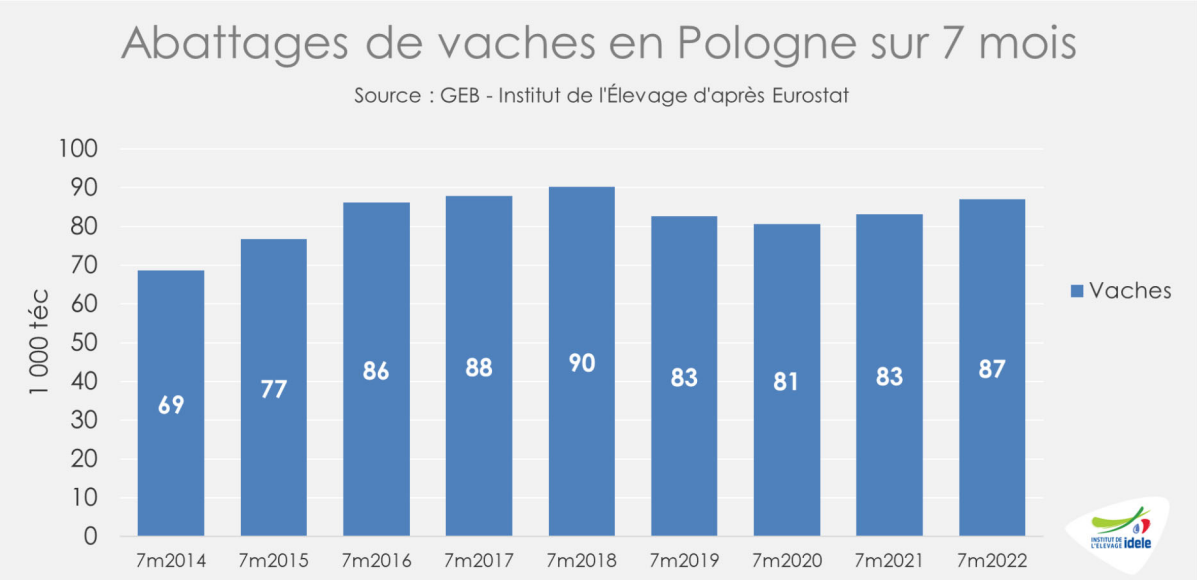


POLOGNE : la cotation de la vache O s'est légèrement repliée

En **Pologne**, les cotations des réformes sont orientées à la baisse, mais restent à des niveaux élevés et supérieurs aux années précédentes. En un mois, le cours de la vache O a perdu 18 centimes (-4%) pour atteindre 4,22 €/kg de carcasse en semaine 39 (+35% /2021 et +73% /2020). Cette baisse a été amplifiée par le recul récent du zloty face à l'euro. La demande en viande polonaise fait désormais face à la progression de l'inflation alimentaire partout en Europe qui pèse sur le pouvoir d'achat des ménages.

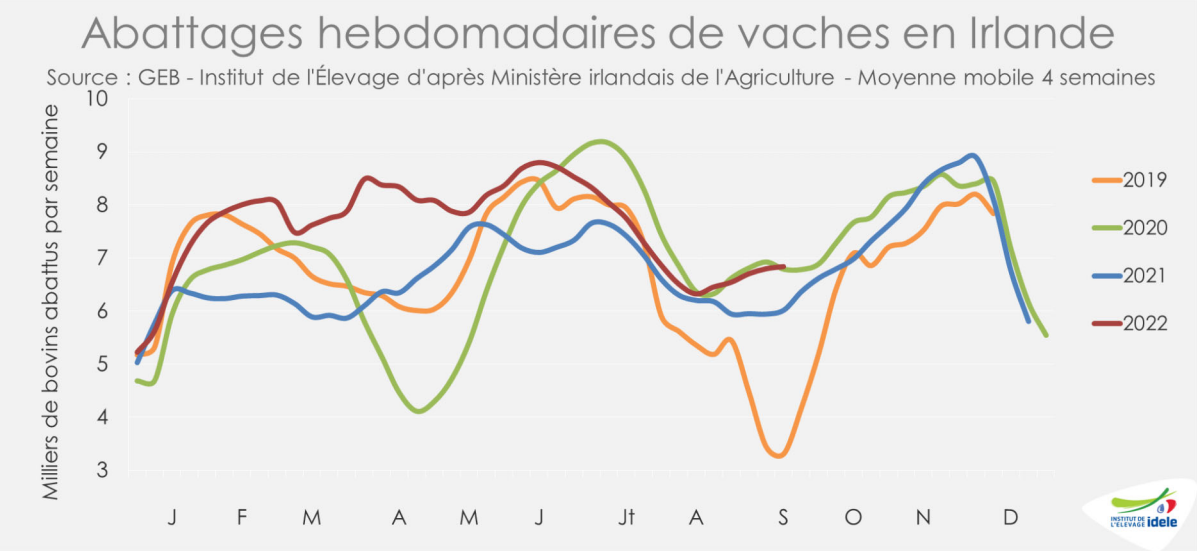


Sur les 7 premiers mois de 2022, les abattages de vaches ont progressé, mais de manière limitée faute de disponibilités. Ils ont atteint 87 000 téc (+5% /2021, +8% /2020, +5% /2019 mais -3% /2018). En 2020 et 2021 ils avaient été affectés par le covid-19 (restriction sur la RHD dans toute l'Europe) et en 2019 par les scandales sanitaires. Ces abattages en hausse se sont traduits par un cheptel de vache en forte baisse selon l'enquête de juin, -12% de vaches laitières d'une année sur l'autre (-261 000 têtes), loin d'être compensées par une forte augmentation du cheptel de vaches allaitantes (+80 000 têtes à 356 000 têtes).

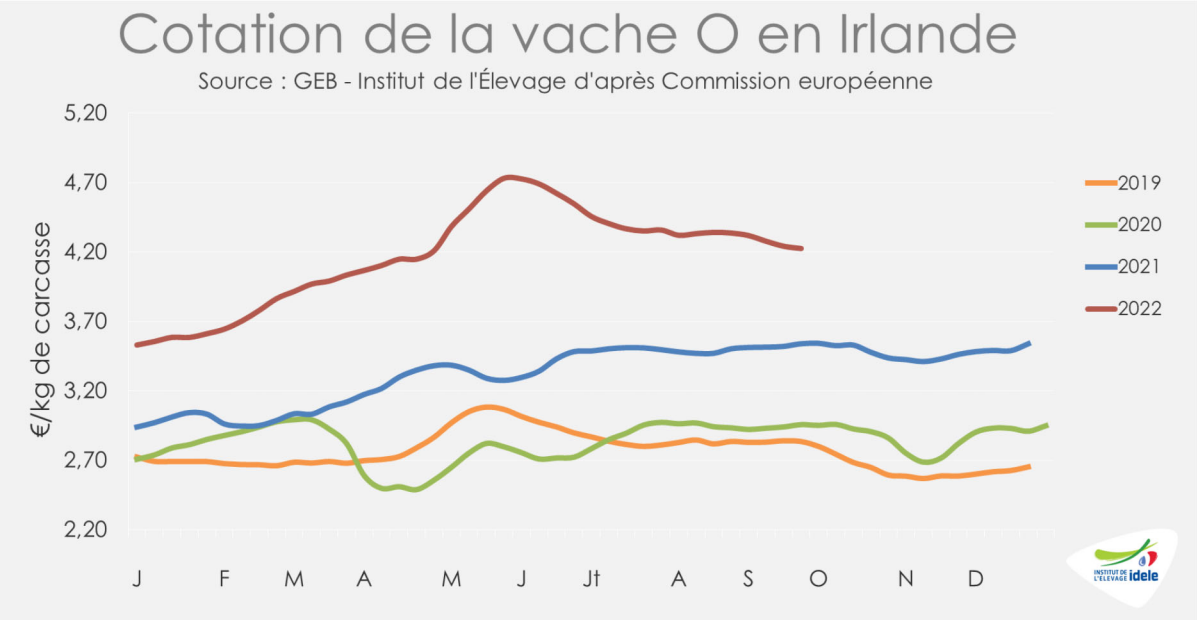


IRLANDE : progression saisonnière des abattages

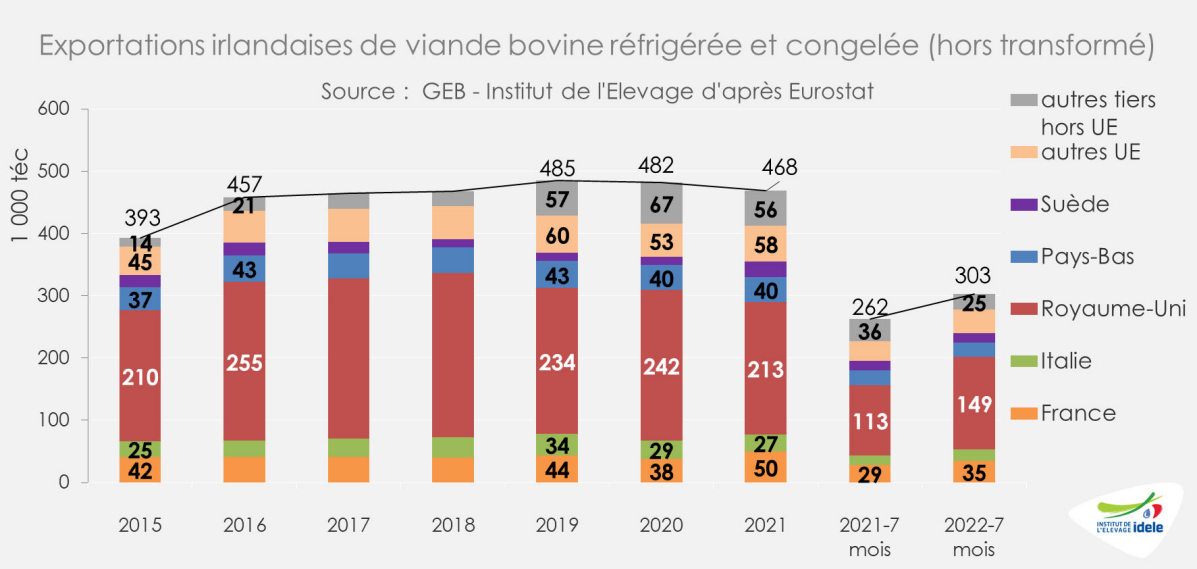
En **Irlande**, les abattages de bovins ont été dynamiques avec le ralentissement de la croissance de l'herbe dans bon nombre de régions. Entre les semaines 35 et 39, les abattages de gros bovins étaient même supérieurs à ceux des années précédentes (+5% /2021 et +7% /2020) d'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais. Même constat pour les vaches de réforme (+14% /2021 et +1% /2020).



Face à cette progression de l'offre, les prix ont légèrement reculé, mais restent soutenus. Le cours de la vache O a perdu 11 centimes en un mois à 4,23 €/kg de carcasse en semaine 39, toujours bien au-dessus des années précédentes (+19% /2021 et +43% /2020). Même constat pour les cours des bœufs qui ont perdu 22 centimes en cinq semaines, à 4,68 €/kg (+12% /2021 et 29% /2020).



D'après *Bord Bia*, les niveaux élevés d'inflation sur certains marchés d'exportation clés ont entraîné une certaine réduction de la demande. Alors que la demande de viande bovine industrielle reste ferme, les ventes pour le marché de détail sont plus difficiles. En attendant, les exportations irlandaises de viande bovine réfrigérée et congelée ont progressé depuis le début de l'année. En cumul sur 7 mois, elles ont atteint 335 000 téc (+17% /2021 et +12% /2020), mais avec des performances déjà plus limitées en août (= /2021 et -3% /2020).



Enfin, d'après les résultats provisoires de l'enquête cheptel de juin, le cheptel total de bovins irlandais atteignait 7,4 millions de têtes (+0,5% /2021). La tendance observée depuis plusieurs années se poursuit : le nombre de vaches laitières a encore progressé de +1% /2021, à 1,6 million de têtes, tandis que les effectifs de vaches de races à viande continuent de se contracter (-3% /2021, à 913 000 têtes). Dans les prochains mois, l'offre irlandaise devrait rester soutenue. En effet, le nombre total d'animaux âgés de 2 ans et plus, comme ceux âgés de 1 à 2 ans, étaient en hausse (+2% chacun). A plus long terme, le constat est plus nuancé : le nombre de bovins âgés de moins d'un an a diminué (-1%), la baisse des bovins mâles en étant le principal moteur.

Cheptel de bovins en Irlande au 30 juin

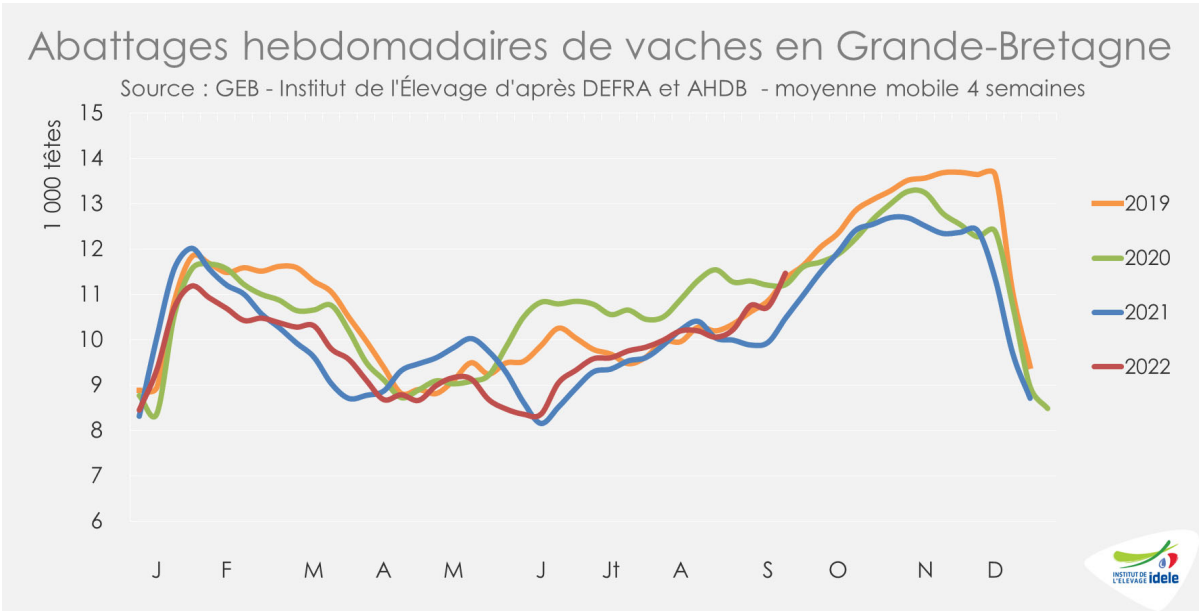
Source : GEB-Idele d'après Central Statistics Office Ireland

1 000 têtes	2020	2021	2022	2022 /2021
Cheptel total	**7 315**	**7 359**	**7 396**	**+1%**
Vaches	**2 551**	**2 545**	**2 541**	**=**
Vaches laitières	1 568	1 605	1 627	+1%
Vaches allaitantes	983	940	913	-3%
Taureaux*	52	50	48	-4%
Total cheptel non reproducteur	**4 712**	**4 764**	**4 807**	**+1%**
>2ans	799	719	735	+2%
1-2 ans	1 796	1 899	1 938	+2%
<1an	2 117	2 146	2 134	-1%

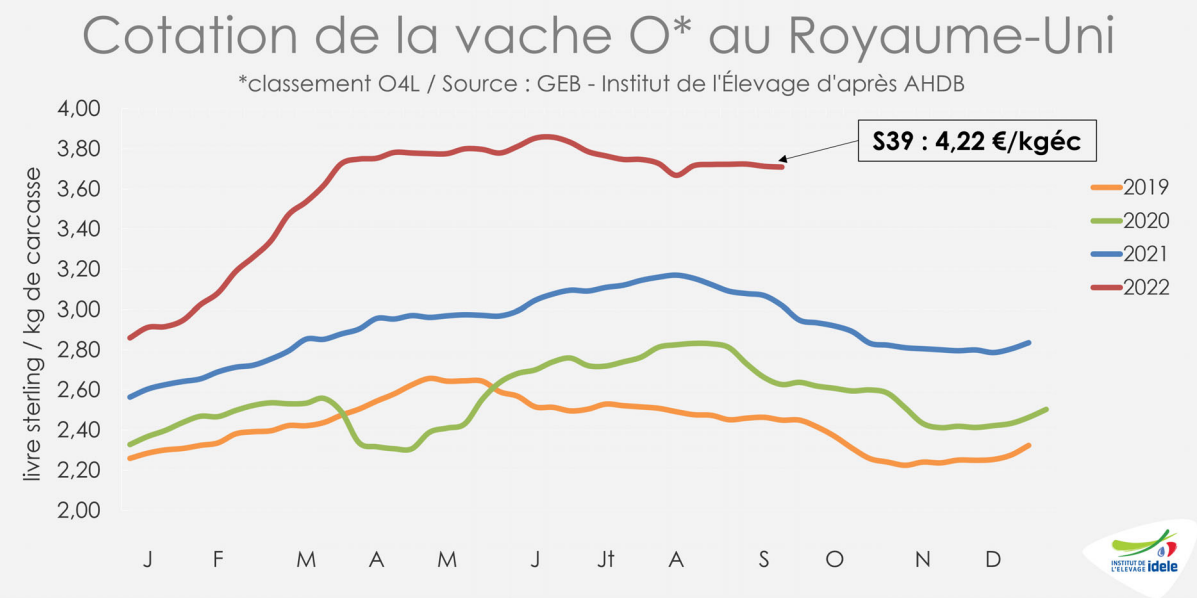
** taureaux reproducteurs uniquement*

ROYAUME-UNI : l'offre en réformes progresse

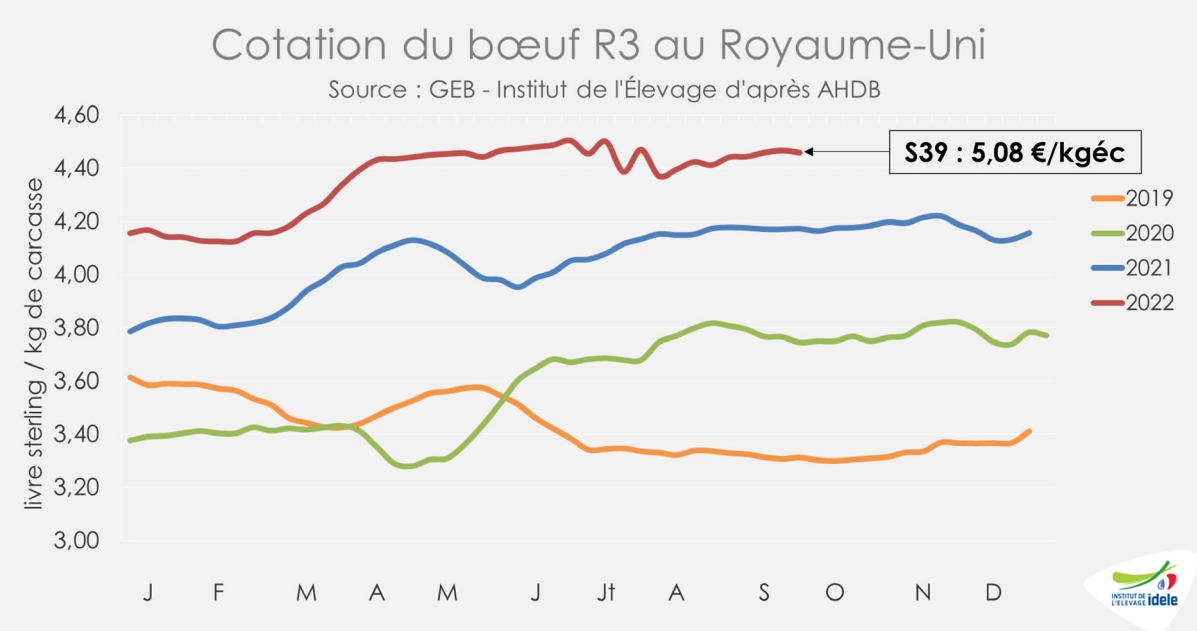
Au **Royaume-Uni**, les abattages de gros bovins sont restés globalement limités d'après l'indicateur d'*AHDB*. Mais ce n'est pas le cas pour les vaches dont le niveau des réformes augmente habituellement en cette saison. Entre les semaines 35 et 39, les abattages de vaches se sont nettement redressés (+9% /2021 et +2% /2020).



Malgré des disponibilités plus importantes, la cotation de la vache O ne connait pas de baisse saisonnière, mais plafonne depuis plusieurs semaines à un niveau élevé : 3,71 £/kg de carcasse en semaine 39 (+26% /2021 et +41% /2020) en léger repli en euros en lien avec la dévaluation de la livre sterling, à 4,22 €/kg.

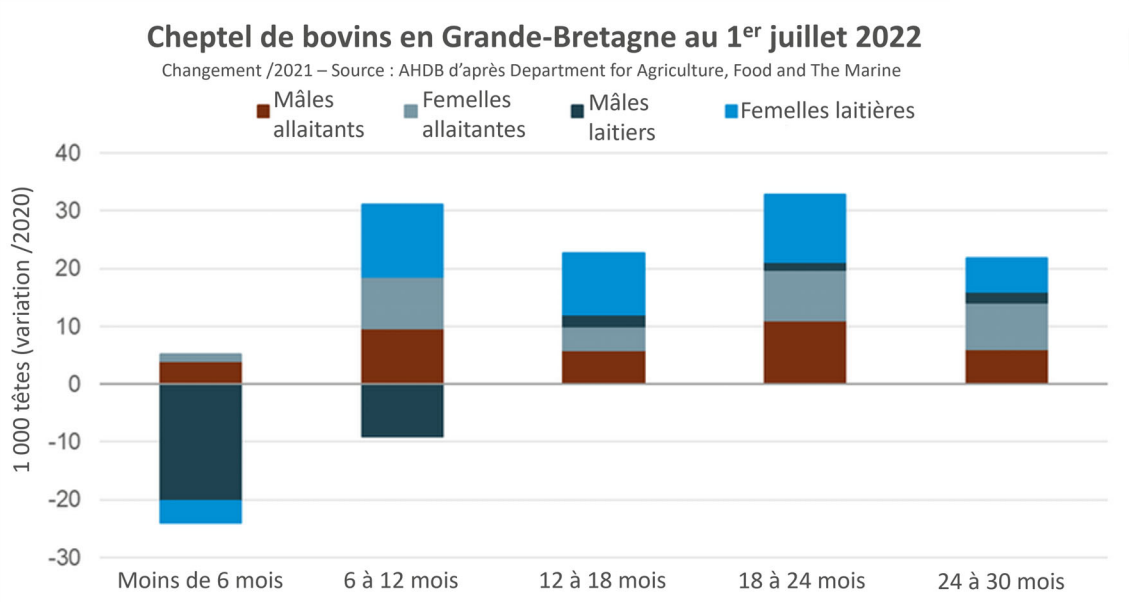


Les cotations des animaux plus jeunes restent également soutenues : 4,46 £/kg pour le bœuf R3 (soit 5,08 €/kg de carcasse ; +7% /2021 et +19% /2020).



Le cheptel bovin britannique était relativement stable au 1er juillet 2022, à 8 millions de têtes. Mais le nombre de femelles de plus de 30 mois a baissé de -2% /2021, à 2,76 millions de têtes, soit au même rythme que les vaches laitières et allaitantes (-2% et -29 000 têtes chacun).

A contrario, le nombre de bovins de moins de 30 mois a progressé de +2% à 5,15 millions de têtes. Les bovins disponibles pour la production de viande (mâles laitiers et mâles/femelles de boucherie âgés de 12 à 30 mois) étaient en hausse (+3%). Davantage de bovins devraient être ainsi disponibles pour abattage au cours du second semestre 2022.



Viandes bovines » Maigre »

Les disponibilités réduites soutiennent les prix

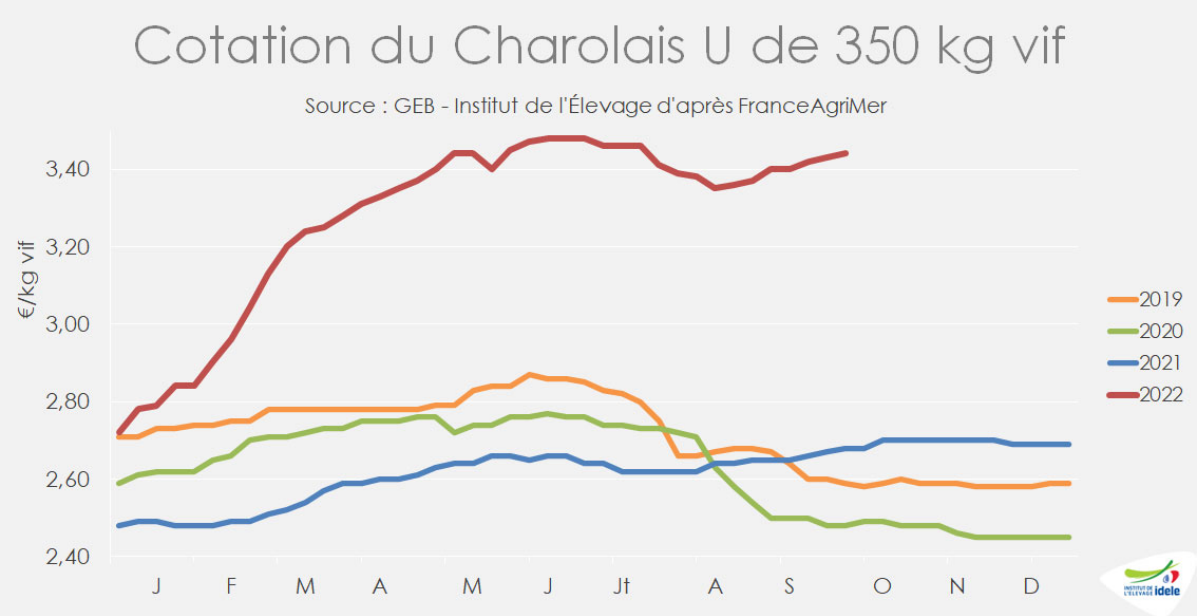
Dernière révision le 18 octobre 2022

En septembre et octobre, la faiblesse des disponibilités en broutards français a tiré les cours vers le haut, dans un contexte de réduction du cheptel allaitant et donc des naissances. Les engraisseurs français, italiens, algériens et tunisiens cherchent à s'approvisionner pour produire suffisamment de viande pour leurs marchés nationaux qui en manquent. Les exports étaient en recul entre janvier et mi-septembre de -9%, en raison de la baisse du disponible exportable.

Les cotations poursuivent leur hausse

Depuis fin-août, toutes les cotations des broutards – mâles et femelles – sont en progression, portées par une offre réduite et une demande ferme en Italie, mais aussi des pays tiers. Le retour des pluies à partir du 20 septembre et les regains dans certaines zones n'ont pas précipité les sorties des broutards. Début octobre, en semaine 40, la cotation du Charolais U 450 kg progressait toujours à 3,33 €/kg vif, un niveau bien supérieur aux années passées (+31% /2021 ou +79 cts et +44% /2020). Au même moment en Italie, les cours de JB restaient stables à niveau élevé.

Le cours du Charolais U 350 kg s'établissait à 3,44 €/kg vif en semaine 40 (+28% /2021 ou +76 cts et +39% /2020). Cette progression des cours est bienvenue mais reste insuffisante pour couvrir les prix de revient, qui ont subi la hausse des coûts de production de +14% entre les 1er semestre 2021 et 2022.

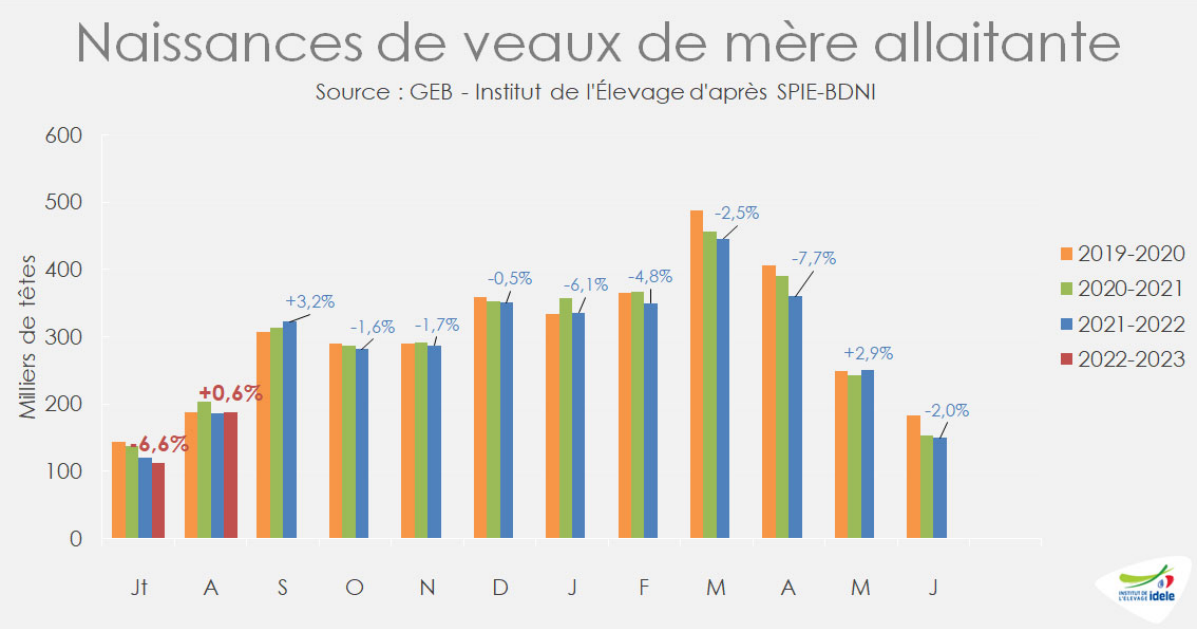


La cotation du Limousin E de 350 kg a progressé plus rapidement que celle des Charolais ces quatre dernières semaines (+10 cts contre +3 ou 4 cts pour les Charolais) pour atteindre 3,55 €/kg vif en s40 (+26% /2021 ou +74 cts). Le mâle croisé R de 300 kg est resté quasi-stable depuis l'été, à 3,06 €/kg vif (+21% /2021 ou +56 cts).

Les cours des femelles ont vivement progressé (+15 cts pour la Limousine et +10 cts pour la Charolaise sur 4 semaines) faute de disponibilités dans un contexte de décapitalisation, et du fait de la demande italienne toujours ferme. La Limousine E de 270 kg cotait donc 3,30 €/kg vif en semaine 40 (+14% /2021 ou +40 cts) et la Charolaise U de 270 kg grimpait à 3,16 €/kg vif (+22% /2021 ou +60 cts).

Les naissances du mois d'août stables comparées à 2021

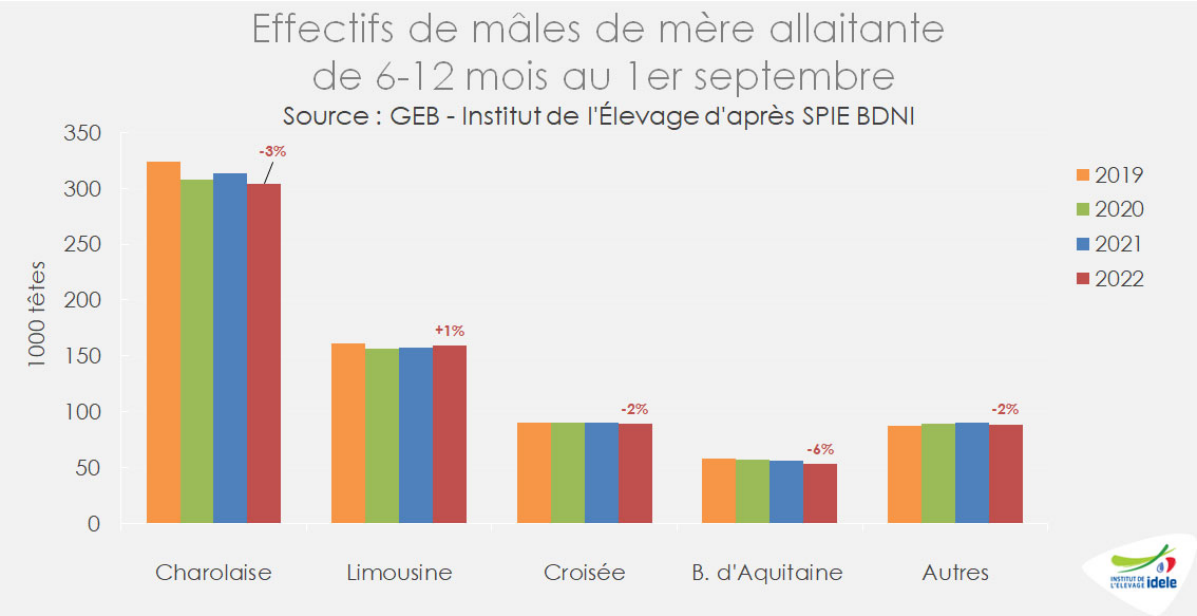
En août 2022, 188 000 veaux de mère allaitante sont nés en France (+0,6% /2021 ou + 1 000 têtes, mais -7,3% /2020). Au global sur les huit premiers mois de l'année, les naissances de veaux de mère allaitante sont toujours en net recul de -3,7% /2021 (-83 000 têtes) et -7,3% /2020 avec 2 189 000 naissances, en ligne avec le rythme de décapitalisation.



Au 1er septembre, le cheptel de vaches allaitantes poursuivait sa décrue rapide de -3,1% /2021 (-114 000 vaches) en totalisant 3 513 000 vaches.

Les effectifs de broutards de 6-12 mois reculent moins que les naissances

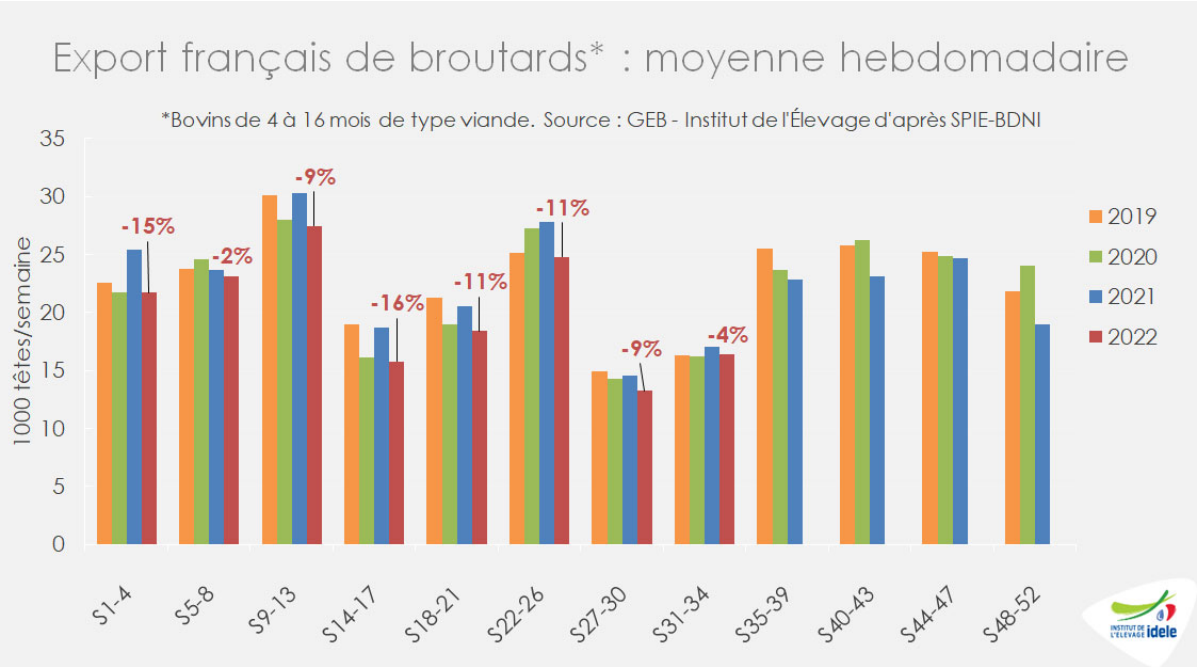
Au 1er septembre, 694 000 mâles de mère allaitante de 6-12 mois étaient présents sur le sol français, en recul de -2% /2021 et -1% /2020. La baisse plus mesurée des effectifs de broutards de cette génération traduit un regain d'engraissement en France ces derniers mois.



Le recul des effectifs de mâles de mère allaitante plus jeunes (de 0 à 6 mois) est proche de celui des naissances (-3% /2021 et -10% /2020) avec 686 000 veaux présents en ferme au 1er septembre.

La demande italienne ne faiblit pas

Selon SPIE-BDNI, durant la période 8 (s31 à s34) les exports de broutards mâles et femelles de type viande de 4 à 16 mois ont reculé moins fortement que les mois passés, à la faveur d'une forte demande étrangère. 66 000 broutards mâles et femelles ont quitté le territoire durant cette période (-4% /2021 et +1% /2020 affecté par le covid-19).



En cumulé jusqu'à la semaine 37 (mi-septembre) les exports de vif sont toujours en net retrait de -9% /2021 (année exceptionnelle) et de -4% /2020, faute de disponibilités. 740 000 broutards ont ainsi été exportés, dont 35% de femelles, pourcentage inchangé comparé à 2021.

Vers l'Italie, en cumul sur les 7 premiers mois de l'année, 489 000 broutards ont été expédiés selon les Douanes, en retrait de -6% /2021 alors que les volumes globaux de broutards français exportés ont reculé de -9%, ce qui atteste de la fermeté de la demande italienne.

-Sur la période la plus récente entre les semaines 35 à 39, 102 000 bovins de tous âges et tous types ont été expédiés en Italie selon TRACES, en recul de seulement
-1% /2021 et -6% /2020. En septembre, le bulletin Mars de la Commission européenne prévoit une baisse de -31% des rendements de maïs en Italie.

Mais cette baisse de disponibilités pourrait affecter davantage les monogastriques (porc et volaille) que les ruminants. La grande majorité des engraisseurs de bovins italiens sont en effet autonomes en maïs sur des terres irriguées où la baisse de rendement a été beaucoup plus limitée.

Vers l'Espagne, entre janvier et juillet selon les Douanes, 49 000 broutards ont été expédiés, en forte baisse de -37% /2021 (-29 000 têtes) et -34% /2020. La faiblesse de l'offre française couplée à une bonne demande nationale et conjuguée aux nouvelles modalités de la Loi de Santé Animale (LSA) appliquée aux échanges en septembre 2021, ont entrainé une chute des exports de broutards de 160 à 300 kg vif. En Espagne, les engraisseurs font pression sur le prix du broutard national, mais pas sur celui du jeune veau laitier, dans un contexte de vive hausse des coûts alimentaires.

Sur la période la plus récente selon TRACES, entre les semaines 35 et 39, 59 000 bovins de tous âges et tous types ont été expédiés de France vers l'Espagne, en hausse de +10% /2021 et +8% /2020, ce qui traduit des achats extrêmement dynamiques de jeunes veaux français.

En juillet encore des exports vers l'Algérie et la Tunisie

En juillet, 4 000 broutards français furent exportés vers les pays tiers (-26% /2021 soit -1400 têtes et -9% /2020). Ce recul des envois vers les pays tiers s'expliquait par la moindre disponibilité en broutards en France et la hausse des cours qui a conduit Israël à se tourner vers l'Amérique du Sud.

Les expéditions restaient tout de même soutenues pour un mois d'été car l'Algérie a racheté des broutards depuis début 2022 (3 000 broutards exportés en juillet) tout comme la Tunisie (1 000 têtes en juillet). En septembre, selon les opérateurs français et algériens, les achats de broutards se sont accélérés afin de préparer la période du Ramadan qui démarre dans 5 mois à présent, le 22 mars prochain. Plusieurs bateaux devraient partir d'ici la fin de l'année. La Tunisie serait également acheteuse de broutards.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

Prix en hausse et coûts de production élevés

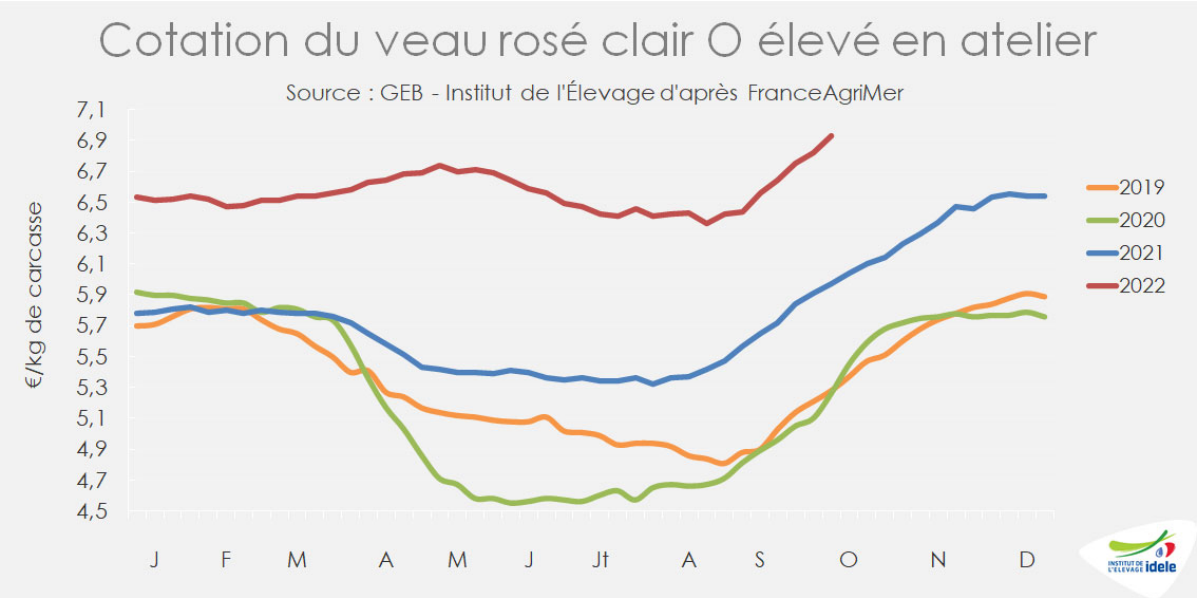
Dernière révision le 18 octobre 2022

Avec une offre toujours restreinte, les prix des veaux gras poursuivent leur hausse saisonnière automnale, une bonne nouvelle face aux coûts de production qui restent très élevés pour les intégrateurs et pour les éleveurs. Les abattages sont contenus en France, tandis qu'ils se sont rétablis aux Pays-Bas où la production reste ferme dans un contexte de consommation en RHD dynamique.

La cotation du veau gras en hausse saisonnière

Après une faible baisse estivale, les cotations des veaux gras sont rapidement remontées cet automne, à la faveur d'une demande traditionnellement en hausse au retour des congés estivaux et avec la baisse progressive des températures. Le recul de l'offre en veaux finis accompagne la hausse des cotations.

Début octobre (semaine 40), le **cours du veau rosé clair O** élevé en atelier frôlait les 7 €, à 6,93 €/kg de carcasse, gagnant +37 centimes en 4 semaines. L'écart entre le cours de 2022 et celui des deux années précédentes s'est maintenu en septembre et octobre (en semaine 40 +16% /2021 ou +96 cts, et +32% /2020 ou +1,67 €) une hausse bienvenue face à la hausse des coûts.



La cotation de veau rosé clair R élevé en atelier a suivi les mêmes évolutions. En semaine 40, le cours s'établissait à 7,33 € /kg éc (+12% /2021 ou +77 cts et +25% /2020 ou +1,48 €). Cependant, l'écart de prix entre le veau rosé clair R et le veau rosé clair O s'est réduit de 19 centimes en un an alors que l'aliment lacté du veau R coûte plus cher que celui du O, car il contient de la poudre de lait écrémé, contrairement à celui pour le veau O. Le veau R, plus haut de gamme, est plus impacté par la réorientation des ménages vers les produits abordables.

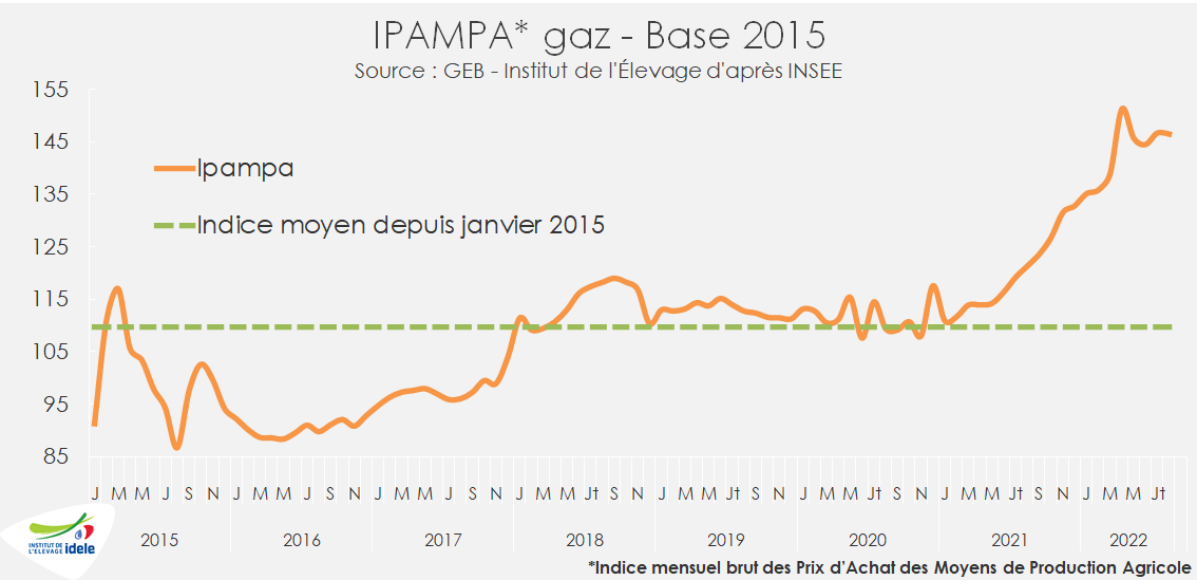
Quant au veau élevé au pis, la cotation moyenne sur les quatre dernières semaines du veau rosé clair U s'établissait à 8,80 €/kg éc (+8% /2021 ou +62 cts et +6% /2020 ou +49 cts). Comme pour les autres veaux, le prix était en forte hausse, de +31 centimes en 4 semaines.

Des coûts de production élevés

La cotation de la **poudre de lactosérum** s'est bien dépréciée cet été. Faute de demande chinoise, elle est presque retombée à son niveau de l'an dernier, mais bien au-dessus du bas niveau de 2020. Ainsi en semaine 38, la poudre de lactosérum doux cotait 1 050 €/t (soit +6% /2021, mais +52% /2020).

Après l'accalmie estivale, les achats ayant repris (notamment en Indonésie), la cotation de la **poudre de lait écrémé** a légèrement augmenté à 3 690 €/t en semaine 39, toujours à un niveau très élevé par rapport à 2021 (+37%).

L'IPAMPA des autres aliments pour veaux (partie fibreuse) s'est un peu assagi en août (-1 point comparé à juillet). Il valait tout de même 146,0 points (+29% /2021, +43% /2020).

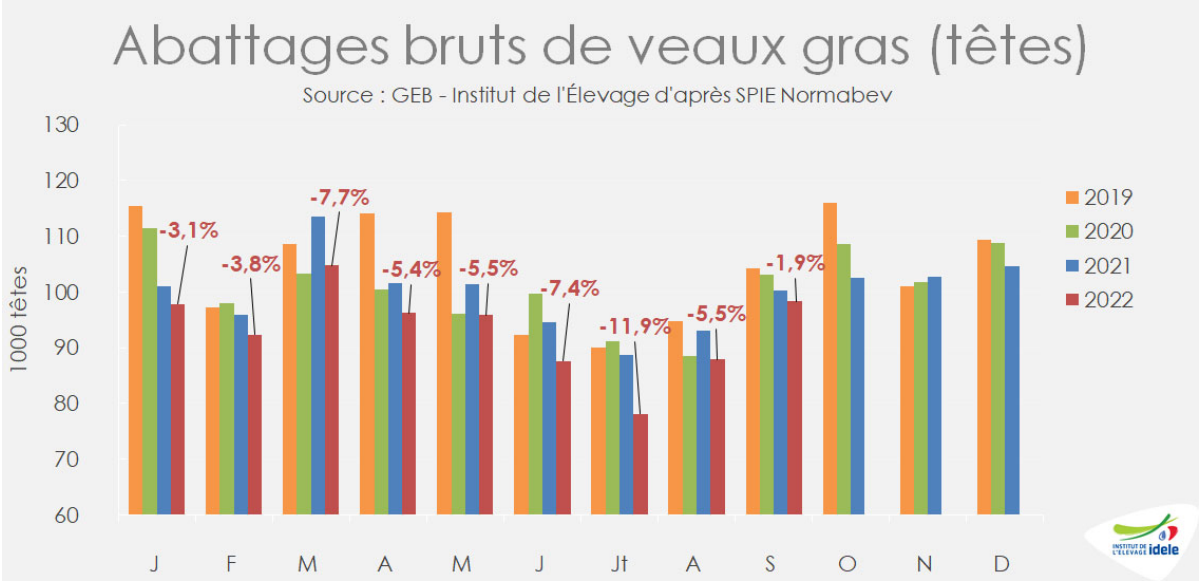


L'IPAMPA gaz est resté stable d'un mois à l'autre à un niveau historiquement élevé, à 146,5 points, soit +21% /2021 et +34% /2020.

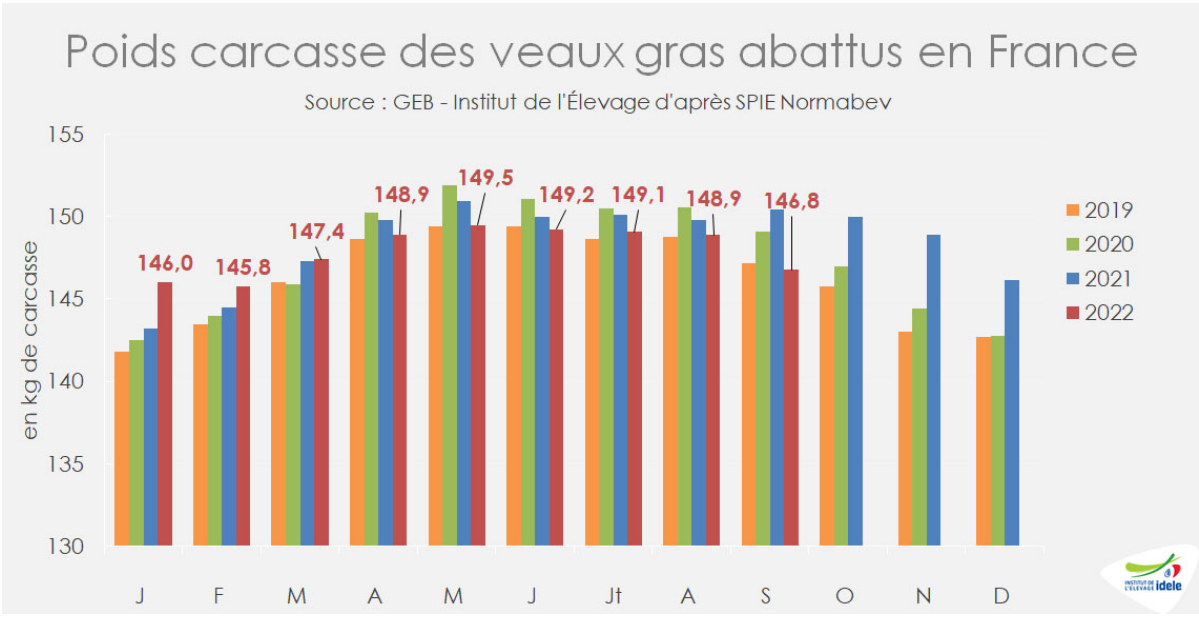
Moindre recul des abattages en septembre

Contrairement aux mois passés, les abattages ont peu reculé en septembre, de -1,9% /2021 à 98 000 veaux gras en France. Le retour des salariés sur leur lieu de travail, la rentrée scolaire et le Festival de Veau d'automne ont entraîné une demande plus ferme.

En cumul sur les 9 premiers mois de l'année, les abattages de veaux de boucherie ont totalisé 839 000 têtes, toujours en net recul de -5,7% /2021 (-51 000 têtes). Ils ont davantage reculé en volume de -6,1% /2021 soit -8 000 téc, pour un total de 124 000 téc.



Le poids carcasse moyen des veaux abattus en septembre a nettement reculé, à 146,8 kg (-3,7 kg /2021, automne 2021 où les abatteurs avaient alourdi les carcasses ; et -2,3 kg /2020). Cette nette réduction des poids d'une année sur l'autre et d'un mois sur l'autre traduit aussi un marché fluide.

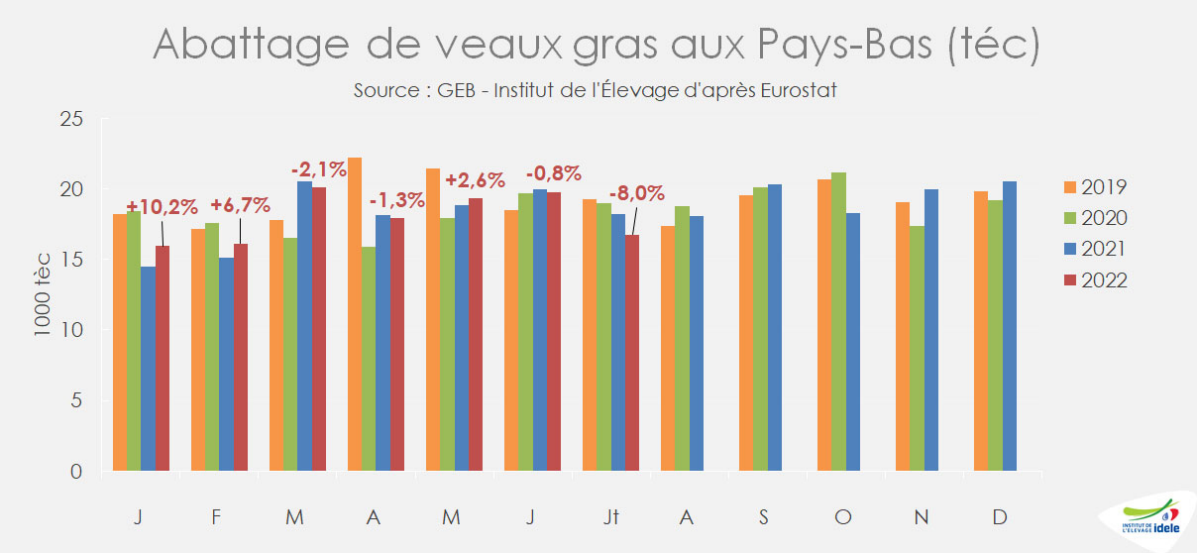


L'âge à l'abattage reste quant à lui élevé en septembre, 190,4 jours en moyenne, et inchangé comparé à 2021. La modification d'une partie des plans d'alimentation pour intégrer plus de fibres et moins d'aliments lactés a réduit le GMQ et donc produit des veaux moins lourds abattus au même âge qu'en 2021.

Aux Pays-Bas, des abattages fermes depuis début 2022

La production de viande de veau aux **Pays Bas** est, elle, restée stable sur les sept premiers mois de 2022, avec 126 000 téc (+0,6% /2021 et +0,8% /2020). Les abattages ont tout de même marqué le pas en juillet, à 17 000 téc (-8% /2021) du fait de mises en place particulièrement prudentes en vue des mois d'été.

La bonne tenue des abattages néerlandais en 2022 s'explique par un regain de dynamisme de la RHD européenne après deux années d'activité ralentie pour cause de confinement.



Comme en France, la cotation du veau pie-noir néerlandais poursuit sa hausse saisonnière : elle a dépassé la valeur de 6 €, à 6,07 €/kg de carcasse en semaine 40 (+16% /2021 ou +87 cts et +41% /2020).

En **Italie** à Modène, le prix du veau gras pie-noir remonte plus doucement, à 6,48 €/kg éc en semaine 40 (+5% /2021 ou +33 cts et +36% /2020).

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

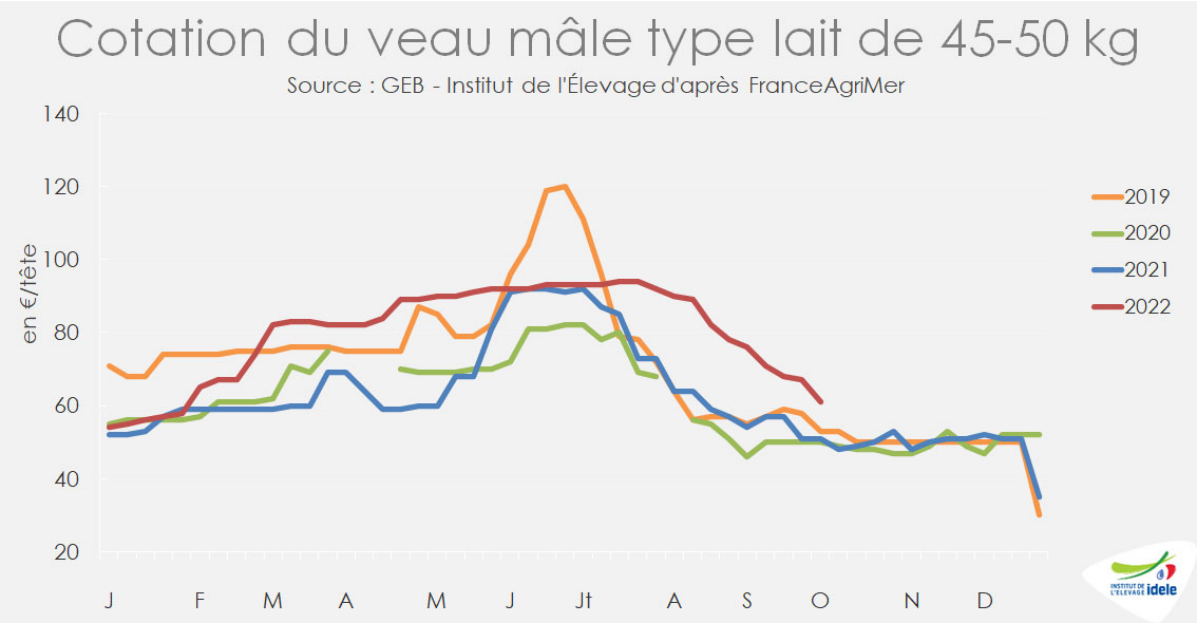
Les exports de veaux laitiers toujours dynamiques

Dernière révision le 18 octobre 2022

La baisse saisonnière des cours du jeune veau laitier, liée au pic de naissances de l'automne, a été tardive mais est très marquée. La demande en France reste modérée en raison de mises en place prudentes dans les ateliers d'engraissement. Mais la demande espagnole se maintient malgré l'envolée des prix des matières premières. Les flux de veaux vers l'Espagne restent donc dynamiques.

Baisse saisonnière des cours

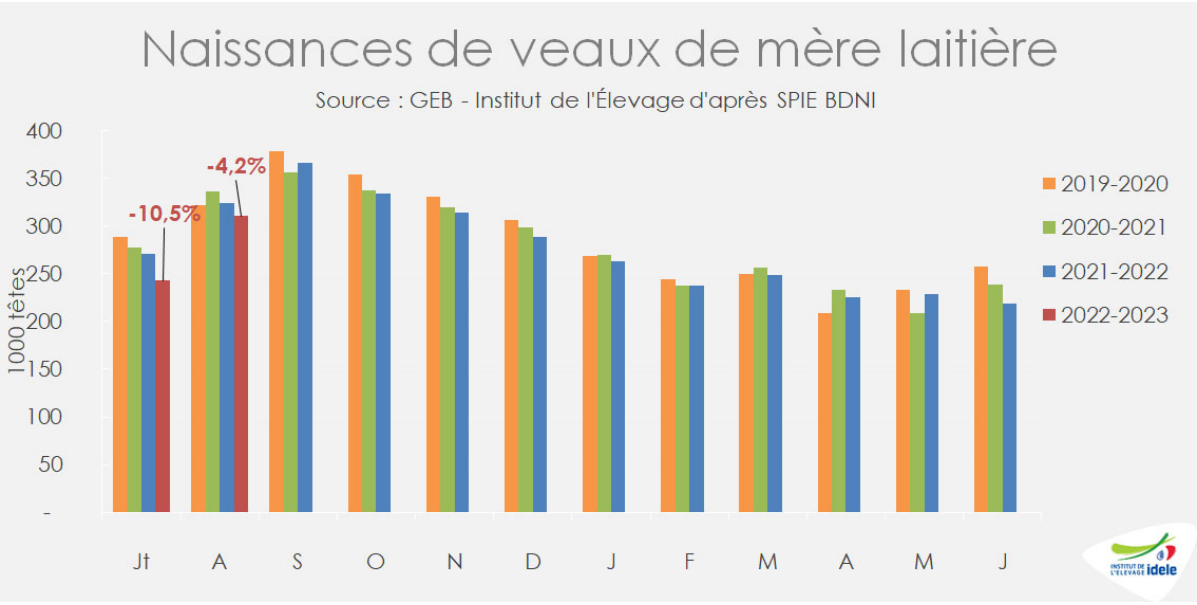
La cotation du veau mâle laitier de 45-50 kg a perdu 33 €/tête en 10 semaines pour tomber à 61 €/tête en semaine 40. Elle reste toutefois supérieure aux niveaux des années précédentes : +20% /2021 (+10 €) et +22% /2020 (+11 €). Celle du veau mâle type lait de 50-55 kg est tombée à 88 €/tête (+22% /2021 ou +16 € et +20 €/2020), soit une baisse de 28 centimes en 10 semaines. Le cours du veau mâle de type viande, croisé lait-viande ou mixte a suivi la même évolution et cotait 186 €/tête en semaine 40 (+19% ou +30 € /2021 et +31 € /2020).



La baisse saisonnière, liée à la hausse des disponibilités en jeunes veaux à l'automne, est relativement marquée cette année car les intégrateurs restent prudents dans leurs mises en place (lire l'article sur le marché du veau de boucherie).

Les naissances de veaux laitiers poursuivent leur repli

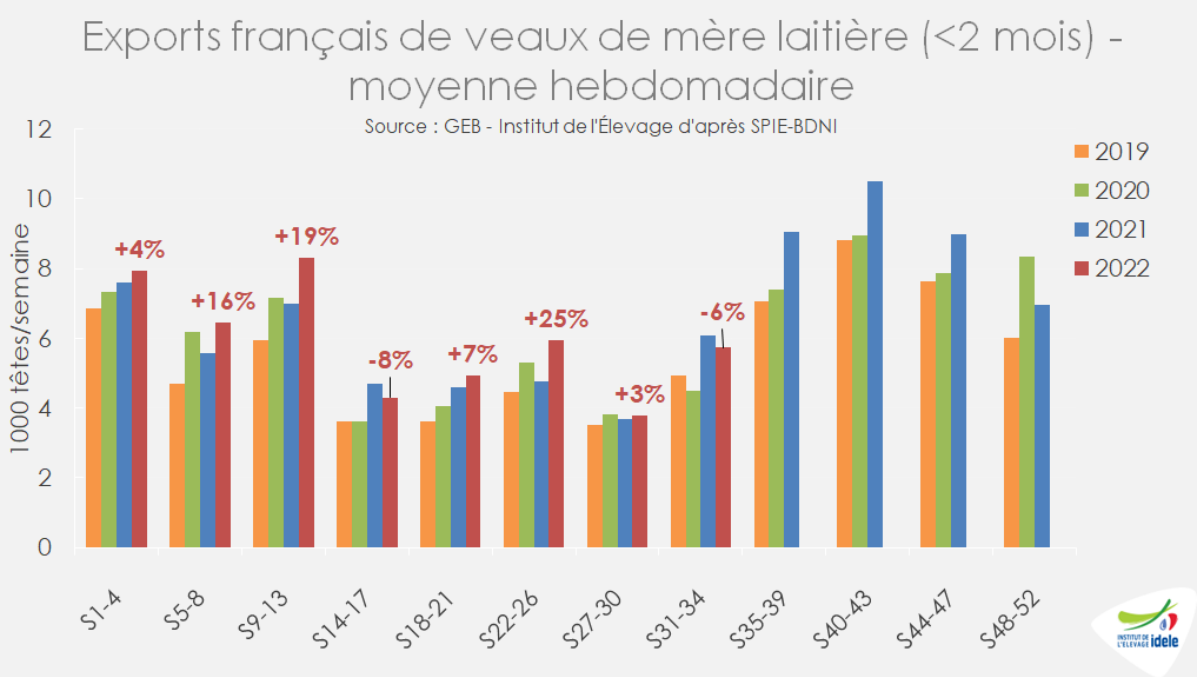
En France, 311 000 veaux sont nés de mère laitière au mois d'août, soit une baisse de -4,2% /2021. La baisse est légèrement moins forte si on ne tient compte que des veaux disponibles pour l'engraissement (mâles laitiers purs et croisés lait-lait, mâles et femelles croisés lait-viande), au nombre de 184 000 en août, soit -3,4% /2021.



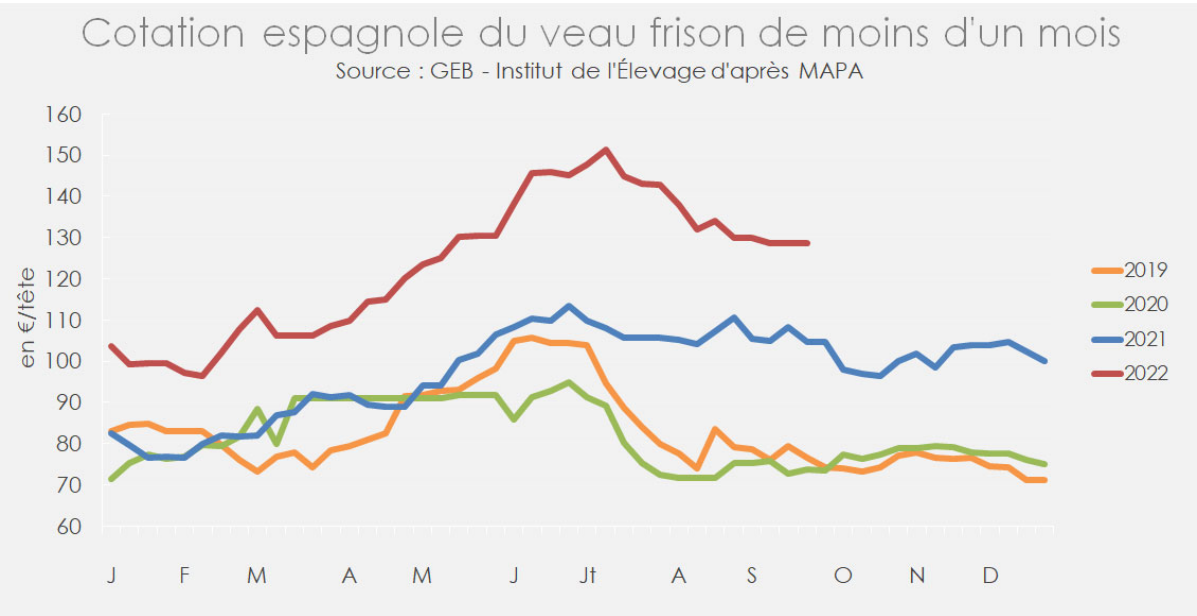
La baisse des naissances résulte de la décapitalisation laitière qui est redevenue structurelle depuis 2015. Au1er septembre, le cheptel de vaches laitières était en recul de -2,2% /2021, le nombre de primipares ayant intégré les troupeaux étant en forte baisse (lire l'article sur les gros bovins en France).

Les engraisseurs espagnols restent acheteurs de veaux laitiers français

Selon SPIE-BDNI, 23 000 veaux laitiers de moins de deux mois ont été exportés sur les semaines 31 à 34 (août). C'est 6% de moins que l'an dernier, mais 27% de plus qu'en 2020. Sur les 3 semaines suivantes (35 à 37), 27 000 petits veaux ont été exportés (+8% /2021 et +29% /2020). Au total, 231 000 têtes ont quitté la France entre le 1er janvier et le 18 septembre, soit +8% /2021 et +16% /2020, à 90% vers l'Espagne.



Côté espagnol, le prix du veau frison de moins d'un mois s'est stabilisé à 129 €/tête en septembre (+23% /2021), témoignant de la demande toujours ferme des engraisseurs grâce à la bonne tenue du prix des JB et malgré la hausse des coûts de production (lire l'article sur les JB en Europe).



Conjoncture en demi teinte

Dernière révision le 18 octobre 2022

En septembre, la production laitière française a amorcé précocement sa hausse saisonnière et pourrait cet automne dépasser le bas niveau de l'an dernier. Ce sursaut encore fragile s'opère pourtant avec un troupeau laitier très restreint et une production fourragère réduite. Les indicateurs de marchés semblent redevenir incitatifs, même si le prix du lait a marqué le pas en août.

A l'inverse, la production laitière bio a reculé en août. Elle s'ajuste lentement au fort recul des ventes de produits finis bio, si bien que la part de lait déclassé demeure historiquement élevée.

Le marché et les cours du beurre sont toujours fermes. La demande internationale est toujours active, à l'exception de la Chine. De plus les disponibilités sont limitées dans les principaux bassins de production et de consommation.

Lait de vache » Collecte laitière »

Croissance stoppée de la production de lait bio en France face à une demande intérieure toujours déprimée

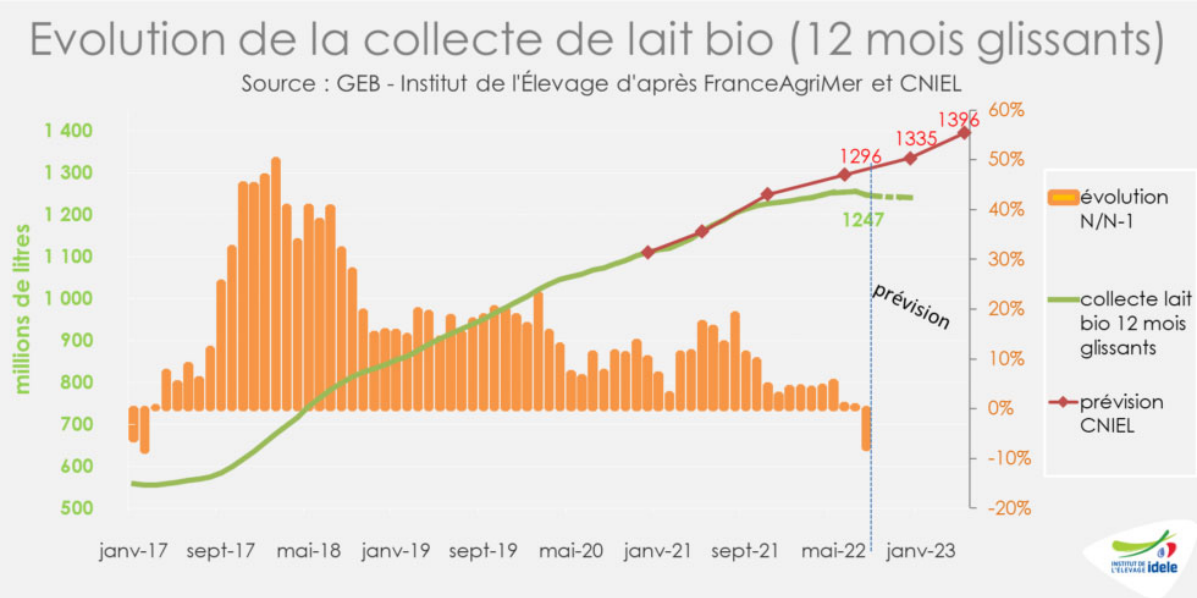
Dernière révision le 18 octobre 2022

Le marché du lait bio est toujours marqué par un recul des ventes dans les circuits de distribution. Le repli de la consommation de produits laitiers bio engendre de fortes baisses des fabrications et une hausse du taux de déclassement du lait bio.

La collecte laitière s'ajuste tant bien que mal et avec retard. Après un accroissement de près de 5% sur les 5 premiers mois de 2022, la collecte de lait bio en France a faiblement progressé en juin et juillet et a même décliné en août. Sur l'année 2022, la hausse de collecte ne devrait pas dépasser les 1% /2021. Le prix du lait bio a peu évolué comparativement à 2021. Il a toutefois enregistré une hausse en août 2022, d'autres revalorisations sont espérées d'ici la fin de l'année.

Recul de la collecte en août

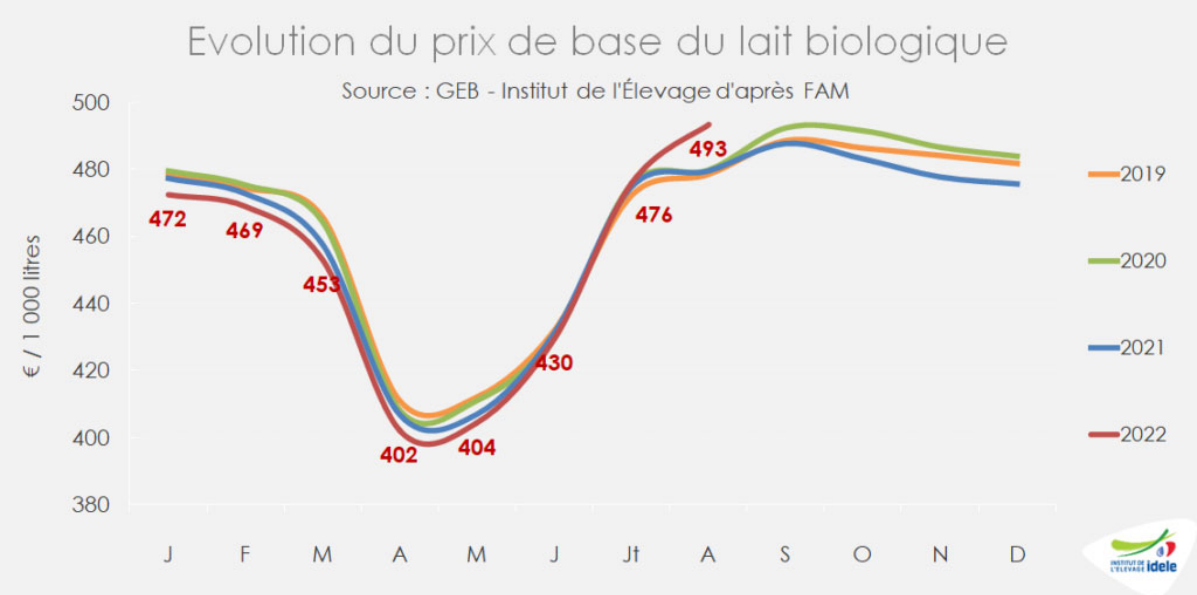
En juin et juillet 2022, la collecte de lait bio en France a très faiblement progressé, d'à peine +1% /2021. Puis en août, elle s'est rétractée fortement (-8% /2021). Ce retournement de tendance depuis l'été est à mettre sur le compte d'une météo défavorable (canicule et sécheresse). De plus, certains éleveurs ont fait le choix d'arrêter la production laitière ou de se déconvertir dans un contexte de stagnation du prix du lait bio et d'inflation des charges, même si elles ont augmenté plus modérément qu'en conventionnel. Le phénomène n'est pas massif, mais sera à surveiller dans les prochains mois. En cumul sur l'année jusqu'à août, la croissance de la collecte a atteint 2,1%. Sur l'année 2022, la croissance de collecte ne devrait pas dépasser +1%. Soit un rythme très éloigné des +11-12 % des années 2020 et 2021 et des +32% en 2018 (année record de hausse de collecte bio).

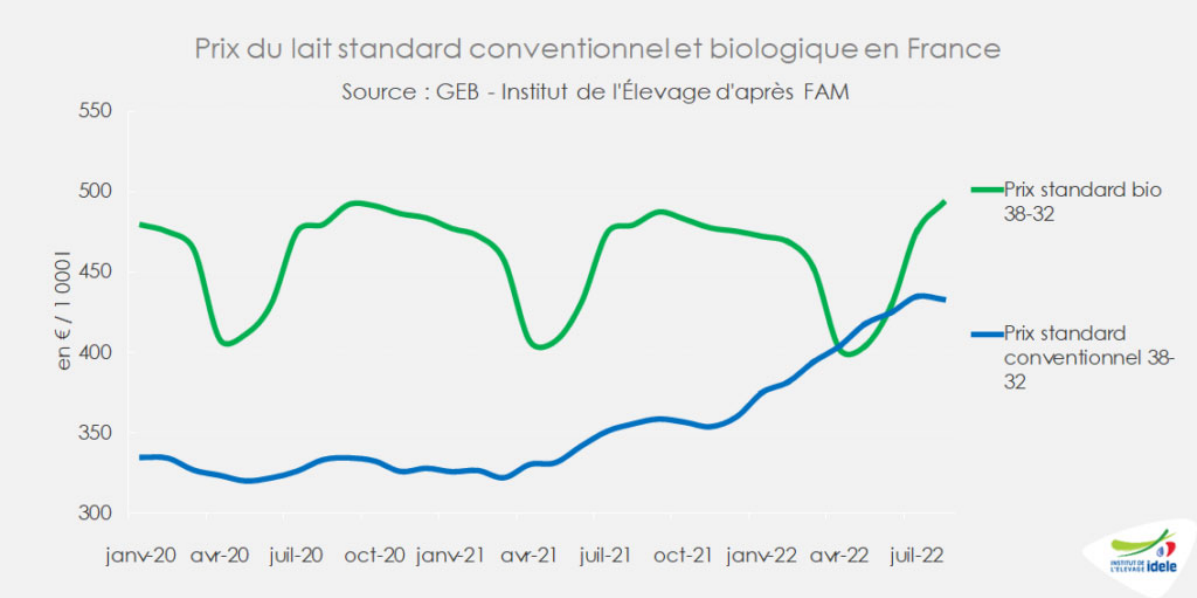


En août 2022, le nombre de livreurs (4 199 soit 9,4% des livreurs totaux de lait de vache) a encore progressé, mais dans une moindre mesure (+2% /août 2021).

Et hausse du prix du lait bio

Une augmentation du prix de base du lait biologique est enregistrée en août (+2,9% /2021). En moyenne sur les sept premiers mois 2022, il est resté très proche de 2021 et au printemps, il s'est même retrouvé momentanément dépassé par le prix du lait conventionnel. Dans un contexte d'inflation des charges, les éleveurs espèrent une poursuite de la revalorisation du prix du lait bio dans les prochains mois.

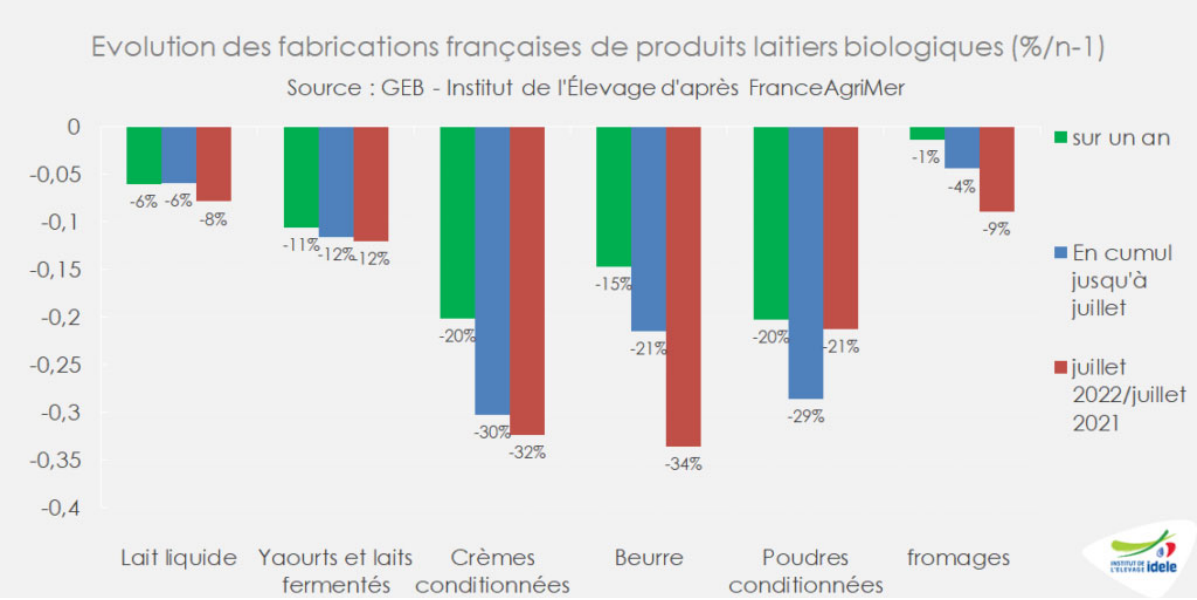




Des ventes de produits laitiers bio en net recul dans les circuits de distribution

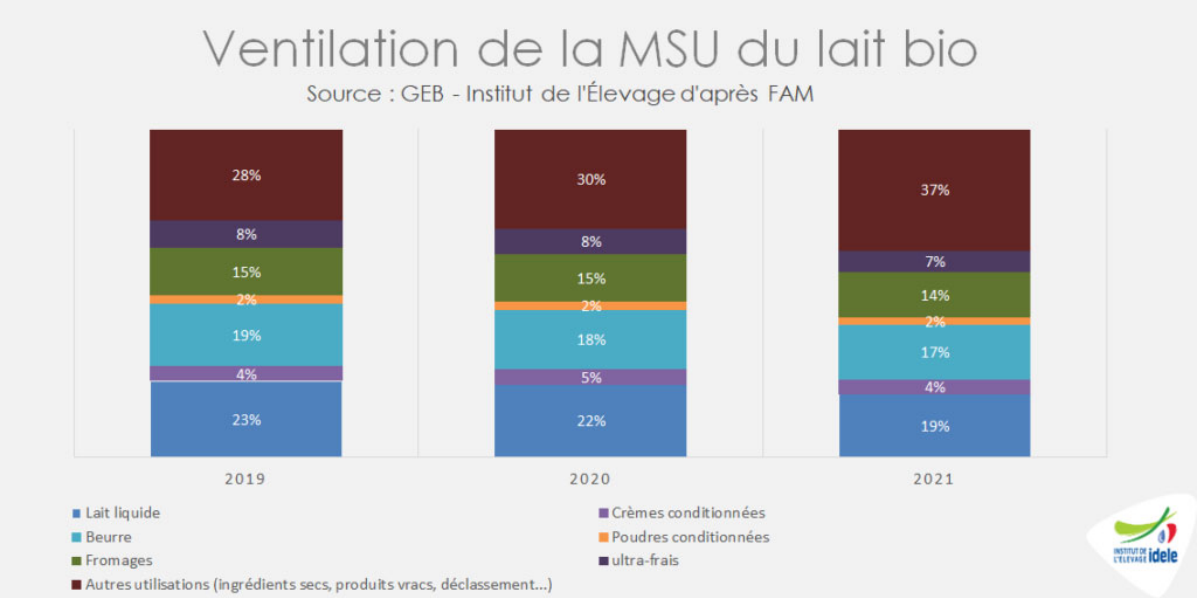
Depuis le début 2022, les fabrications de l'ensemble des produits laitiers bio poursuivent leur reflux entamé courant 2021. La baisse des fabrications (cumulées sur 7 mois) est assez modérée pour les laits conditionnés et les fromages, respectivement -6% et -4 % /2021. En revanche, elle est plus marquée pour les autres produits, pouvant atteindre -30% pour les crèmes et les poudres.

Un retrait plus important des fabrications de fromages est à observer en juillet (-9%).



La part de la collecte de lait bio conditionnée en laits liquides, a légèrement reculé à 17% de la matière utile totale sur les sept premiers mois de 2022 d'après nos estimations. Ce sont les premiers produits fabriqués, devant le beurre et les fromages. La part des produits ultra frais est par contre faible (6%) et a aussi plutôt baissé. Les fabrications de fromages sont sous représentés en bio comparativement au lait non bio, expliquant les difficultés de valorisation de la matière protéique dans la filière.

En revanche, la part des autres utilisations notamment la crème et les poudres vrac mais aussi le lait déclassé a encore fortement progressé sur les sept premiers mois de 2022 à 46% de la matière sèche utile (MSU), révélateur d'un accroissement du taux de déclassement du lait bio.

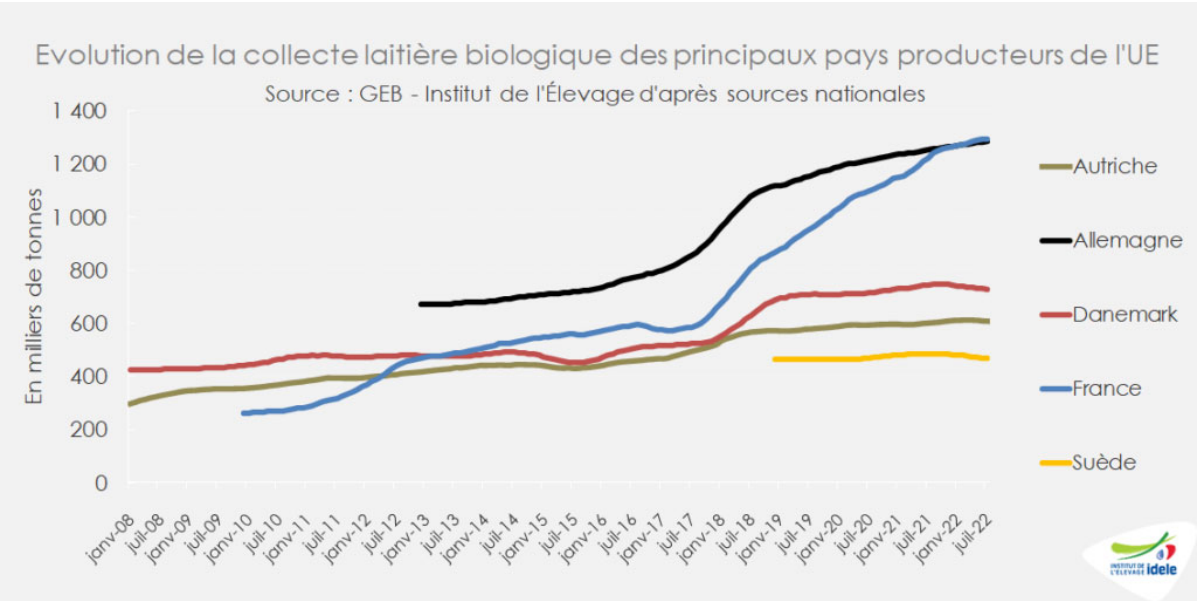


Ces fortes baisses de fabrication sont en lien avec le repli global de la consommation de produits bio. Ce recul concerne les circuits de la distribution générale mais aussi spécialisée (très fort recul des ventes en 2022 dans les enseignes spécialisées) qui sont les voies majeures de commercialisation des produits bio. Les achats de produits bio via la restauration hors domicile et les circuits courts ont quant à eux progressé.

Les ventes en volume de produits laitiers bio en cumul, de janvier à septembre 2022 (Source IRI), sont en fort repli comparativement à la même période 2021 en GMS et magasins spécialisés : -8% /2021 pour le lait liquide, -11% pour l'ultra frais, -13% pour le beurre, -16% pour les fromages et -17% pour la crème. La baisse des ventes est aussi effective pour les produits non bio mais de façon plus modérée. Les prix de vente au détail des produits laitiers bio ont certes connu des hausses, mais moins fortes que les produits non bio, ce qui a réduit l'écart de prix entre les deux types de produits. Cette moindre attractivité a des explications multifactorielles. Même si ce recul des achats bio a démarré avant l'augmentation des prix alimentaires, il est toutefois fortement guidé ces derniers mois par l'effet de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages qui font des arbitrages sur leur alimentation. Le prix est visiblement redevenu le facteur essentiel dans leurs actes d'achat.

La France rattrape l'Allemagne

Le France est devenue le premier pays collecteur de lait bio de l'UE en 2022, juste devant l'Allemagne où la production croît toujours modérément sur les sept premiers mois de l'année (+2,6% /2021) tandis qu'elle montre quelques signes d'essoufflement en Suède, au Danemark, en Autriche (respectivement -4,8% /2021, -3,4% et -0,7%).



Contrairement à la France, les prix du lait bio progressent depuis 2021 dans les principaux pays producteurs de l'UE.

L'écart de prix entre la France et l'Allemagne est à plus de 100 €/t ces derniers mois. La baisse de consommation de produits laitiers bio en Allemagne a été un peu décalée par rapport à la France mais s'est accentuée ces derniers mois (-8% en juillet 2022 /2021, -11% en août 2022). De plus, l'inflation est très forte en Allemagne.

Lait de vache » Collecte laitière »

Possible sursaut de la production française

Dernière révision le 18 octobre 2022

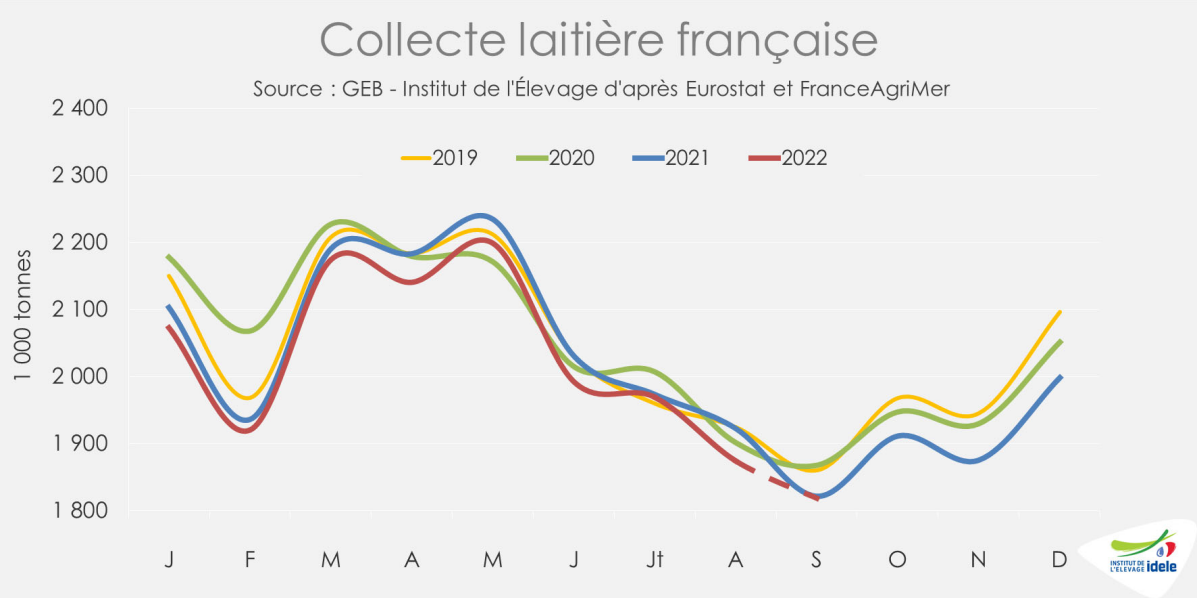
En septembre, la production laitière française a amorcé précocement sa hausse saisonnière et pourrait cet automne dépasser le bas niveau de l'an dernier. Ce sursaut encore fragile s'opère pourtant avec un troupeau laitier très restreint et une production fourragère réduite. Les indicateurs de marchés semblent redevenir incitatifs, même si le prix du lait a marqué le pas en août.

Reprise saisonnière encourageante de la production laitière

En septembre, la collecte a amorcé précocement sa hausse saisonnière, deux semaines plus tôt que d'ordinaire. Elle serait ainsi repassée au-dessus de son niveau de l'an dernier au cours de la seconde quinzaine de septembre d'après les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer.

Cette reprise encore fragile met fin à près de 20 mois de reflux de la production amorcé fin 2020. Sur les neuf premiers mois de 2022, la collecte nationale a reculé de -0,9% d'une année sur l'autre d'après nos estimations.

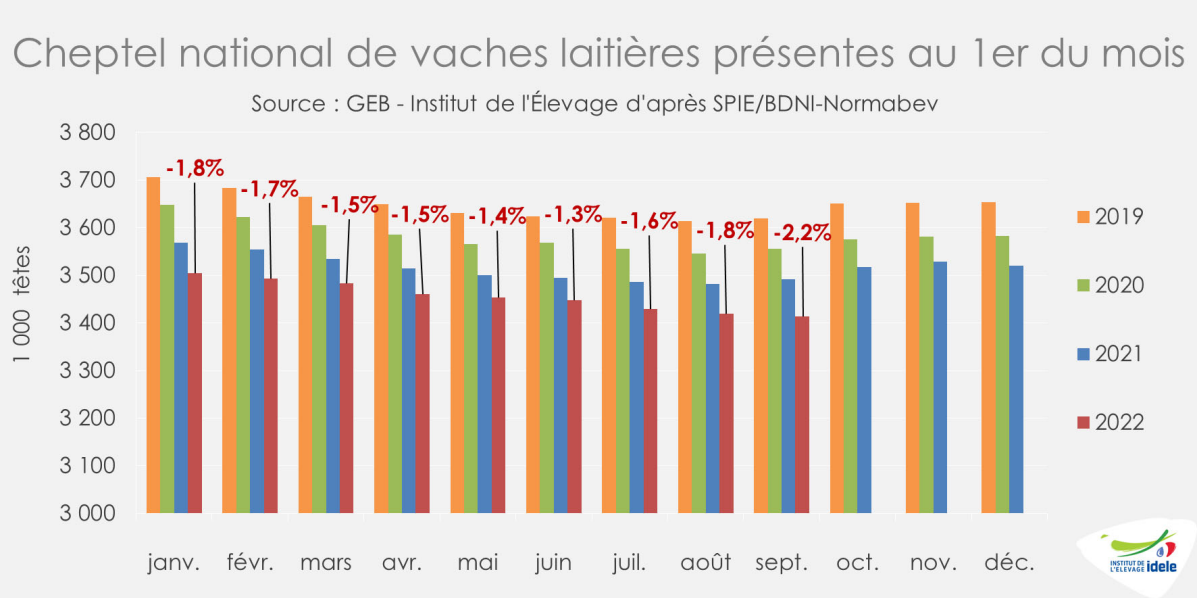
Durant l'été, la collecte nationale a évolué en dents de scie : elle s'était stabilisée en juillet, puis avait rechuté en août (-2,4% /2021), avant de se rétablir en septembre pour pratiquement égaler son niveau de 2021 d'après les sondages hebdomadaires FranceAgriMer.



Ce sursaut encore fragile s'opère pourtant avec un troupeau laitier très restreint et une production fourragère réduite : la production herbagère a été insignifiante durant l'été dans la plupart des régions françaises ce qui a creusé le déficit cumulé estimé à -35% à l'échelle nationale au 20 septembre. De plus, la production de maïs fourrager a été dans l'ensemble très médiocre, inférieure de 15% à la moyenne quinquennale (2017-2021) selon FranceAgriMer.

Malgré une forte décapitalisation laitière

Au 1er septembre 2022, le cheptel laitier n'avait pas encore amorcé sa hausse saisonnière. Avec 3,41 millions de vaches laitières, il s'est légèrement contracté d'un mois sur l'autre pour se situer 2,2% sous son niveau de 2021 (-64 000 têtes). D'un côté, les entrées de génisses dans le troupeau national sont toujours faibles (en août -7% /2021 après -13% en juillet) et de l'autre les réformes laitières ont bondi : +10% /2021 en août. Ainsi le solde mensuel (entrées moins sorties) a été légèrement négatif alors qu'il redevient traditionnellement positif à cette période sous l'effet de l'afflux de primipares dans le troupeau.



La baisse du cheptel est toujours très prononcée en Nouvelle-Aquitaine (-7%) et en Occitanie (-6%), conséquente en Bretagne, en AURA et en Centre-Val de Loire (-3%), mais plutôt faible en Bourgogne Franche-Comté (-0,7%), dans le Grand Est (-1,2%), en Normandie (-1,4%), et modérée en Pays de la Loire (-2%). Seuls les Hauts de France enregistrent une quasi-stabilité des effectifs de vaches d'une année sur l'autre.

Des signaux des marchés plus encourageants

Parallèlement à une gestion drastique de leur troupeau, les éleveurs laitiers semblent cependant en mesure de répondre aux signaux des marchés devenus plus favorables. Ainsi la marge MILC est remontée à 127 €/1 000 l en août 2022, son plus haut depuis 5 ans (automne 2017). Certes sur un mois, elle s'est stabilisée. Mais sur un an, elle a progressé de +29 €/1 000 l. La hausse du prix du lait (+72 €) est presque intégralement gommée par celle des charges (+66 €), mais le bond des prix du coproduit viande (+23 €/1 000 l) permet à l'indice de dépasser nettement son niveau de 2021 à pareille époque.

En septembre la MILC s'est probablement améliorée, grâce à la reprise de l'appréciation du prix du lait de vache et à la stabilisation des prix des charges.

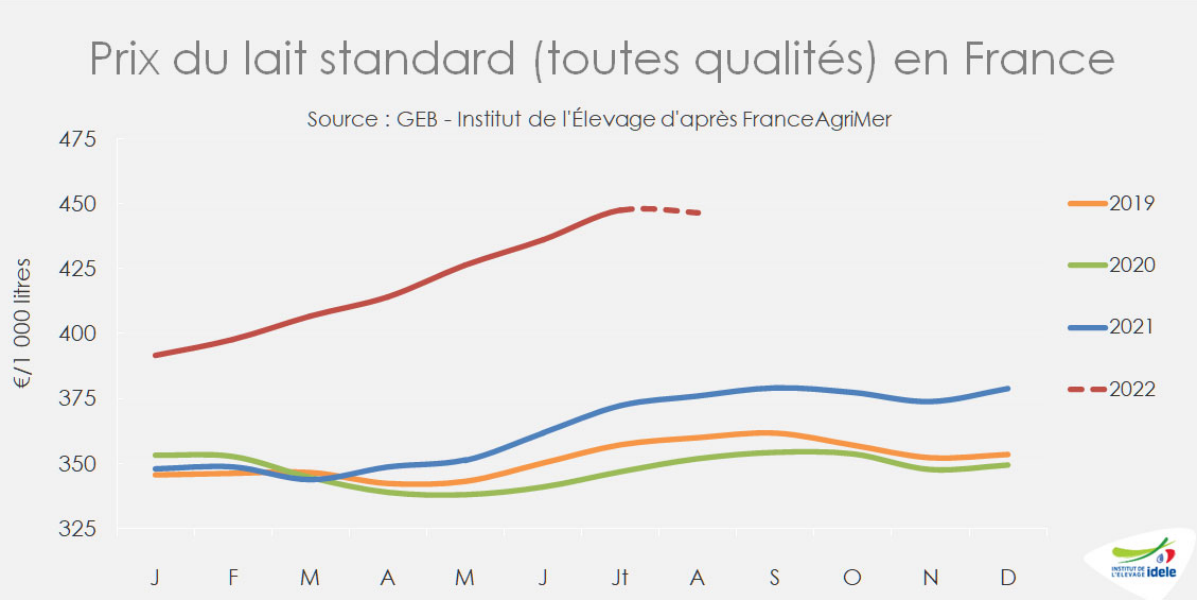
Stabilisation de l'IPAMPA durant l'été

D'un côté, le prix des charges s'est globalement stabilisé cet été. Un petit répit après 24 mois de hausse ininterrompue. Après avoir marqué le pas en juin, l'IPAMPA lait de vache s'est stabilisé deux mois de suite à l'indice 123,8 points en août. Rappelons qu'il a bondi de +20% en un an et de plus de 30% en l'espace de deux ans. Ce répit découle de deux évolutions contraires : d'un côté le fléchissement provisoire du prix de l'énergie et des lubrifiants, de -10% en deux mois, qui reste toutefois élevé (+36% /2021), parallèlement à une stabilisation du prix des aliments achetés. De l'autre le prix des engrais et amendements est remonté au niveau record du printemps (208) si bien qu'il a presque doublé en un an.

En août hausse momentanément stoppée du prix du lait

De l'autre, le prix du lait de vache poursuit sa lente appréciation, amorcée depuis le printemps 2021, même s'il a marqué le pas en août, à 447 €/1 000 l en août (lait standard 38-32 toutes qualités). Ce tassement provient uniquement du prix du lait conventionnel, ramené à 433 €/1 000 l (-2 € d'un mois à l'autre, mais +78 € /2021). Le prix du lait bio a regagné presque 20 €/1 000 l en un mois et les laits AOP se sont pour le moins maintenus.

En septembre, le prix du lait standard se situerait entre 450 et 460 €/1 000 l, selon nos estimations basées sur l'observatoire des prix du lait de la revue l'*Éleveur laitier*. Et cet automne, il devrait reprendre son ascension grâce notamment à l'accord entre Lactalis et l'UNELL pour une hausse de 36 €/1 000 l entre le troisième et le quatrième trimestre.

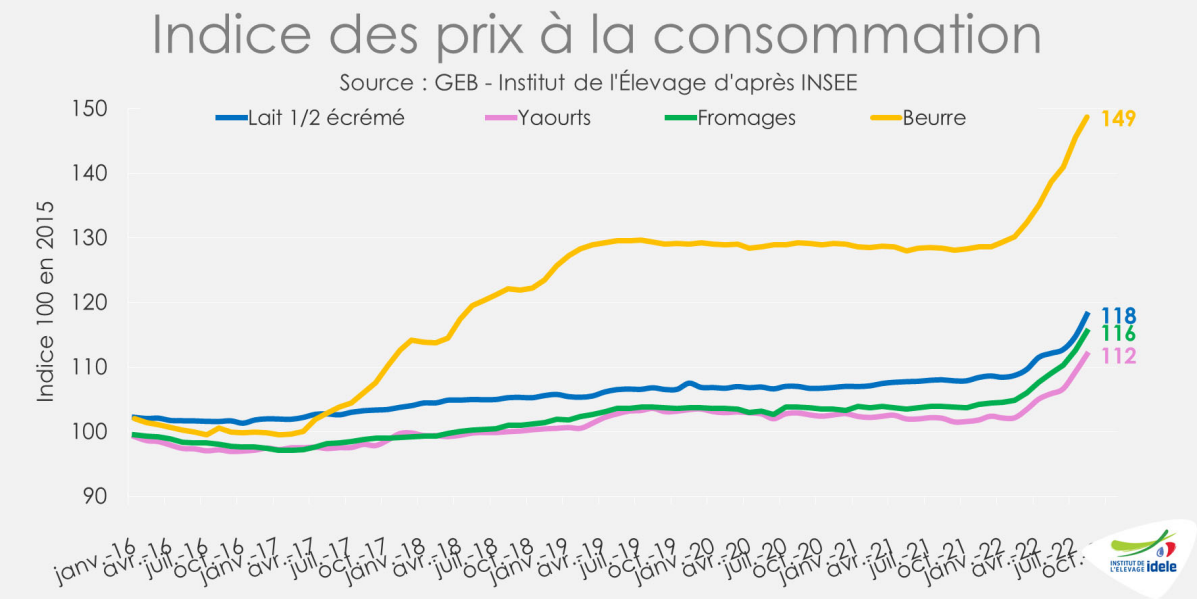


Hausse retardée et limitée relativement aux autres pays membres de l'UE

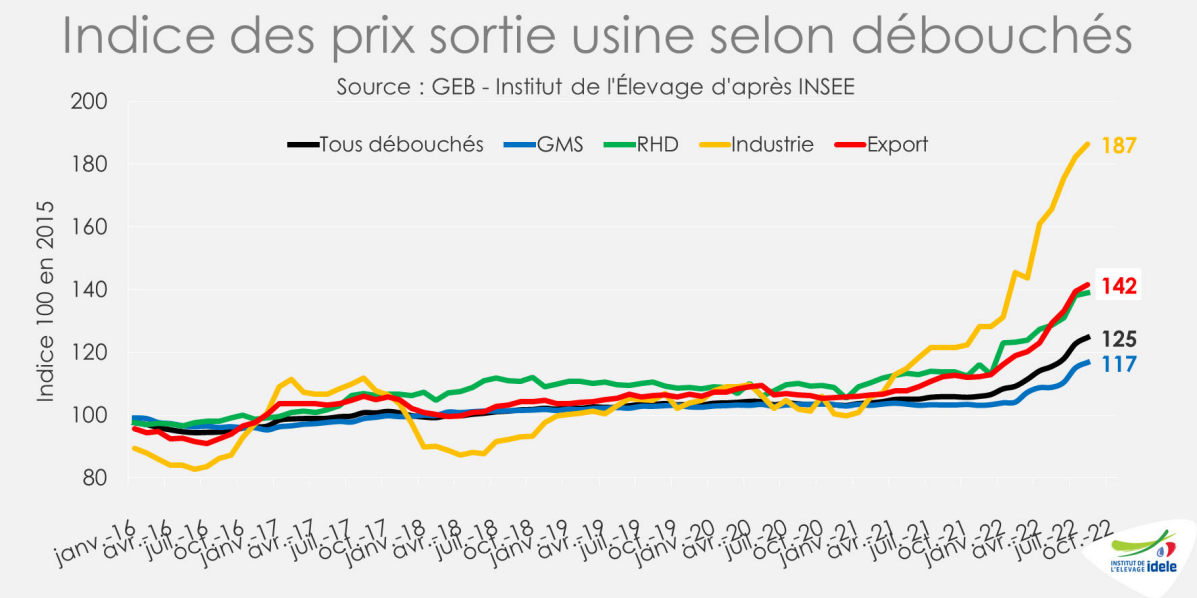
Cet été, le prix du lait en France s'est encore éloigné du prix allemand, lequel a bondi de plus de 200 € en un an (+58% à 557/1 000 l en août 2022). En Irlande, il a même dépassé le seuil symbolique des 600 €/1 000 l en septembre.

Malgré le tassement du prix du lait valorisé en beurre/poudre maigre, les transformateurs allemands ont encore passé des hausses de tarifs dans la grande distribution. Ainsi en Allemagne, d'après l'agence ZMB, les prix à la consommation ont bondi en un an de +26% pour l'emmental à +51% pour le beurre.

En France, la hausse des prix au détail est bien moindre sur la même période. Selon l'INSEE, elle n'a été en août que de +9% /2021 pour les laits conditionnés, de +10% pour les yaourts, de +11% pour les fromages et +16% pour le beurre. Les transformateurs laitiers français doivent négocier pied à pied et à plusieurs reprises avec la grande distribution qui, dans un contexte de reprise de la guerre des prix, accepte des hausses tarifaires limitées de leurs fournisseurs. Les transformateurs laitiers se trouvent pris en tenaille entre d'un côté la logique de « marche avant » induite par les lois EGAlim et de l'autre la concurrence féroce des distributeurs sur les prix. Ainsi, ils arrivent difficilement à répercuter les hausses de leurs propres charges (énergie, emballages…) dans les tarifs obtenus de la GMS.



Ainsi, les prix sortie usine vendus aux GMS n'auraient progressé que de +13% /2021 d'un été à l'autre, tandis que ceux vendus à l'export auraient progressé de +26% et que les prix de vente sortie usine aux IAA (essentiellement des ingrédients) auraient bondi de +53%. Rappelons que seuls 42% du lait collecté en France est transformé en produits laitiers vendus aux ménages, massivement via les GMS.



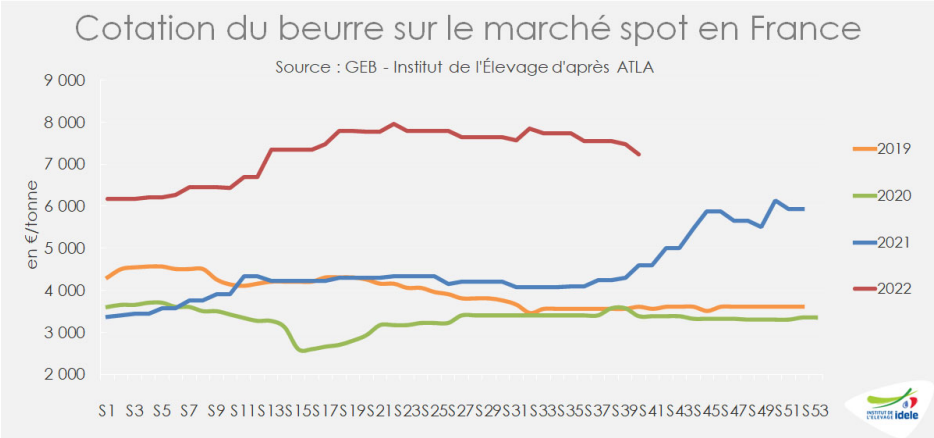
Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Des prix du beurre toujours élevés

Dernière révision le 18 octobre 2022

La demande en matière grasse se maintient tant sur le marché intérieur des principaux exportateurs que sur le marché international, limitant toute velléité de baisse des cours. Cet automne les cours du beurre sont supérieurs à 7 000 €/t dans l'UE-27 et aux États-Unis et autour des 5 400 €/t au départ de l'Océanie. Les prix du beurre ont démarré leur ascension l'an passé avec l'annonce de baisse de production de lait chez les principaux pays exportateurs et notamment en Nouvelle-Zélande à l'heure du pic laitier.

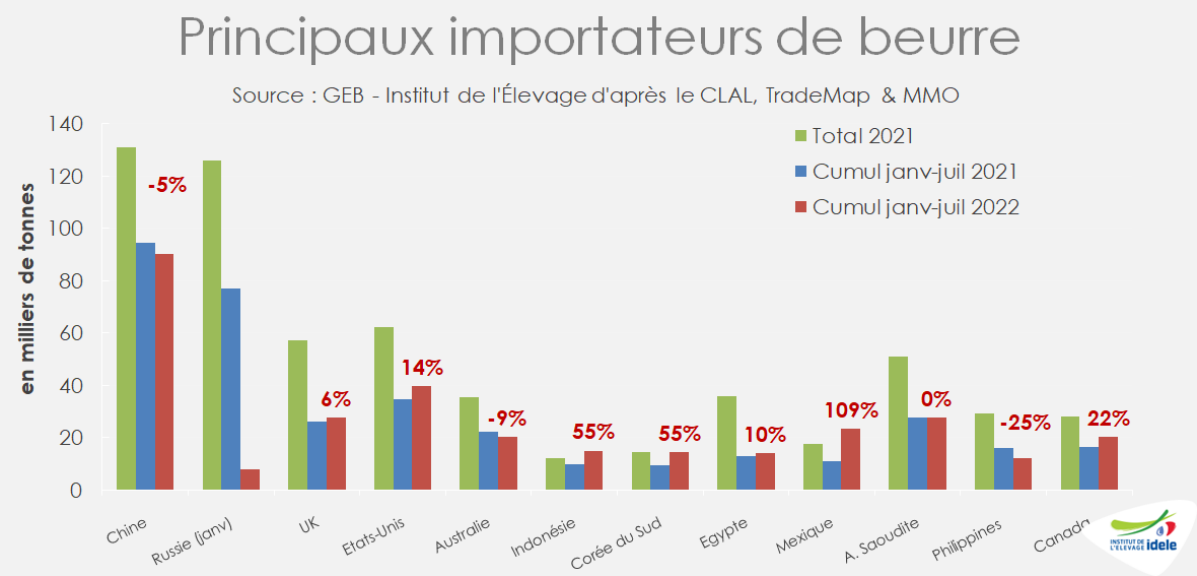
En France, si les prix du beurre ont légèrement fléchi ces dernières semaines, ils demeurent toujours nettement supérieurs aux cours européens et mondiaux, à 7 230 €/t en semaine 40 selon la cotation ATLA.



Une demande internationale soutenue

Sans compter la Russie, les importations des onze principaux pays importateurs indiqués sur le graphe ci-dessous sont en hausse de +9% /2021, soit près de +30 000 t sur la période janvier-juillet.

La Chine, premier acheteur de beurre, est en retrait cette année. Néanmoins, ses importations de beurre ont bien moins reculé de janvier à juillet que celles des autres ingrédients laitiers (-5% /2021). Les difficultés logistiques dues aux confinements notamment de Shanghai ont pénalisé les mois de mars à juin. Toutefois, les importations de beurre chinoises ont fortement repris depuis, avec des volumes pour juillet et août supérieurs à 2021. En somme jusqu'à la fin août, elles ne sont plus inférieures que -2 000 t soit -2,2% /2021 grâce à une forte accélération des exportations de la Nouvelle-Zélande sur les mois d'été.



Le contexte géopolitique de la guerre entre l'Ukraine et la Russie devrait conduire à un ralentissement des importations russes de beurre. D'un côté la Nouvelle Zélande a stoppé depuis la guerre ses exportations de beurre, portées à près de 18 000 t de beurre en 2021. De l'autre, la Biélorussie, son premier fournisseur avec 75 000 t de beurre soit 60% des importations totales russes en 2021, n'est pas en mesure de fournir davantage. Si les chiffres ne sont pas connus pour le moment entre ces deux pays, tout porte à croire que les échanges se maintiennent.

Après une année 2021 pénalisée par le Brexit, les échanges s'accélèrent de nouveau entre le Royaume-Uni et l'UE-27. Les importations britanniques de beurre ont augmenté de +6% sur la période janvier-juillet, dont +10% depuis l'Irlande (+2 000 t à 21 000 t). Elles ont bondi de +71% en provenance de France sur des volumes plus faibles (+2 000 t à 4 300 t).

Les importateurs traditionnels que sont l'Égypte et l'Arabie Saoudite sont également présents aux achats principalement en provenance de Nouvelle-Zélande même si l'Inde fait également partie des exportateurs vers l'Arabie Saoudite pour près de 13% des volumes.

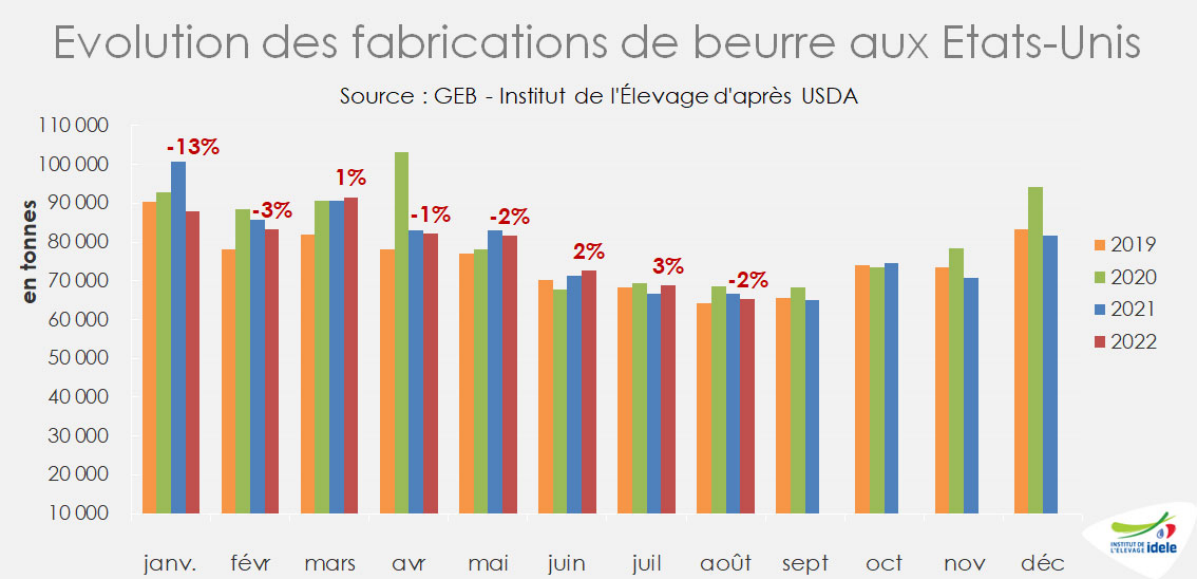
En Amérique du Nord, la demande est soutenue tant aux États-Unis qu'au Mexique ou encore au Canada (+20 000 t soit +33%) conduisant à des situations tendues sur le marché étatsunien.

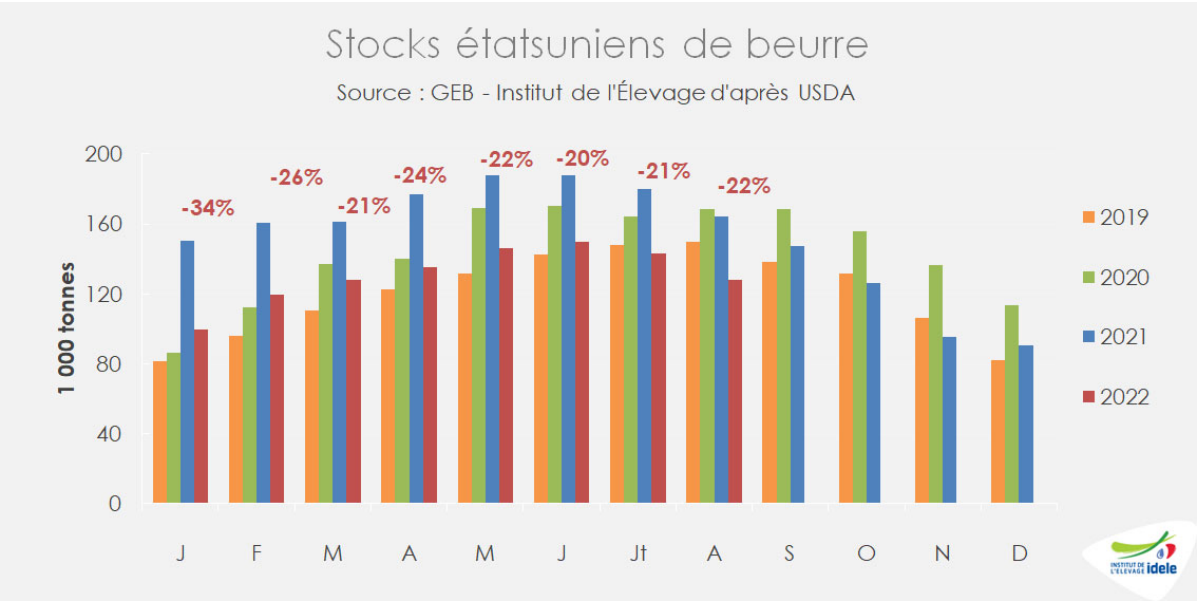
De faibles disponibilités en beurre aux États-Unis conduisent à de fortes hausses des prix

La collecte laitière aux États-Unis reprend et est redevenue positive au mois d'août (+1,6% /2021). Cependant, en cumul sur janvier-août, elle est en repli de -0,3% /2021. Dans le même temps, les fabrications de fromages ont continué d'absorber toujours plus de lait (+1,9% /2021 de fabrications fromagères) au détriment de la poudre maigre et du beurre.

Les fabrications de beurre aux États-Unis sont toujours ralenties, en baisse de -2,2% /2021, soit -14 000 t sur la période janv-août. Dans le même temps, les exportations ont bondi de +49% soit +18 000 t notamment vers le Canada et le Mexique. Cette forte augmentation des échanges semble se poursuivre cet automne.

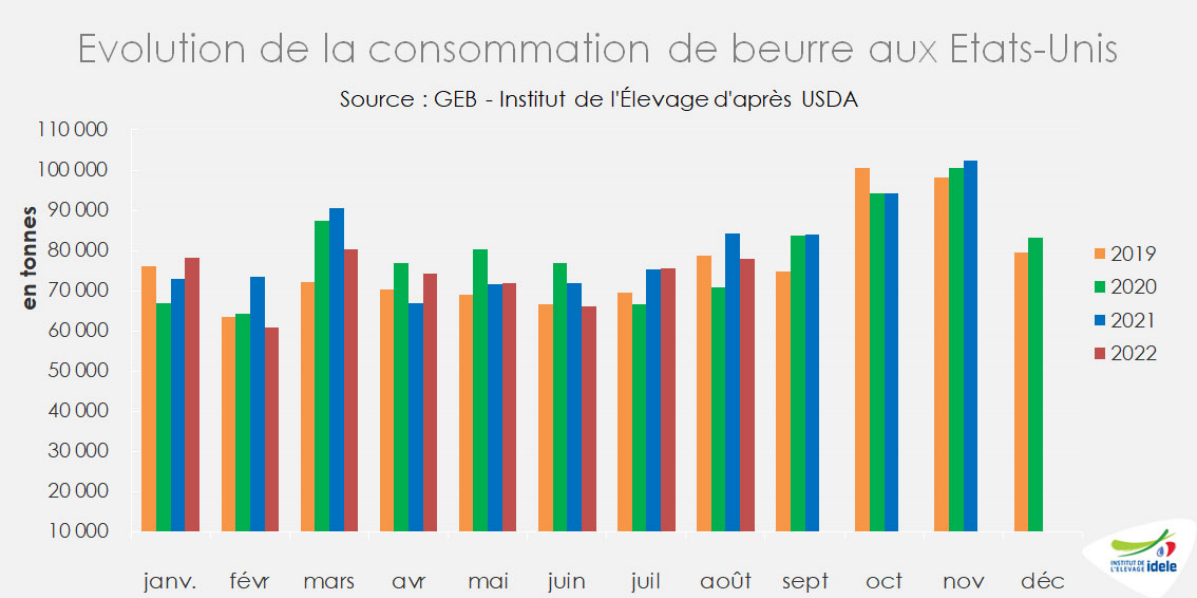
Malgré une consommation en retrait sur le début de l'année 2022 de près de -22 000 t sur janvier-août, les stocks continuent de reculer par rapport à l'an dernier.





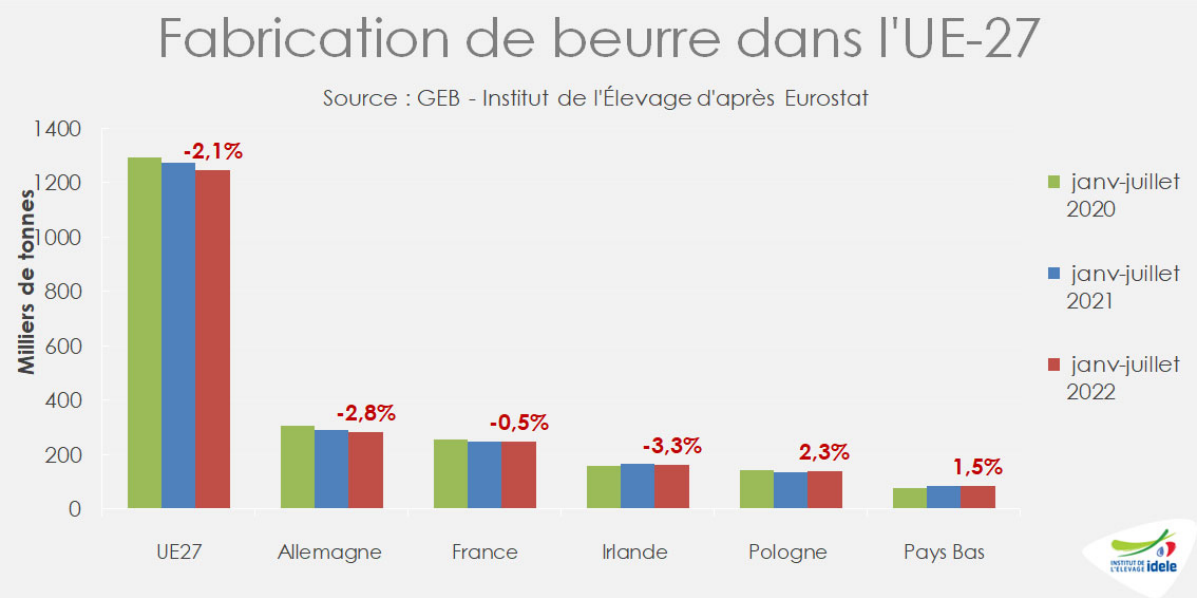
Aux États-Unis, la consommation de beurre atteint un pic saisonnier entre octobre et novembre, moment où les consommateurs en achètent massivement en prévision de la cuisine festive de *Thanksgiving* et Noël entre autres. Cette augmentation de la demande conduit d'ailleurs à une baisse des stocks de beurre à cette période.

Néanmoins, les stocks déjà historiquement bas en 2022 et les moindres fabrications entrainent de la nervosité sur ce marché et provoquent des achats de panique qui génèrent des pénuries temporaires chez certains commerçants. Les prix du beurre sur les échéances proches du marché à terme de Chicago ont fortement augmenté ces dernières semaines jusqu'à atteindre des niveaux records à près de 7 100 €/t. Les prix des échéances plus éloignées sont bien moins élevés car cette demande saisonnière devrait se calmer progressivement avant de décrocher en décembre.



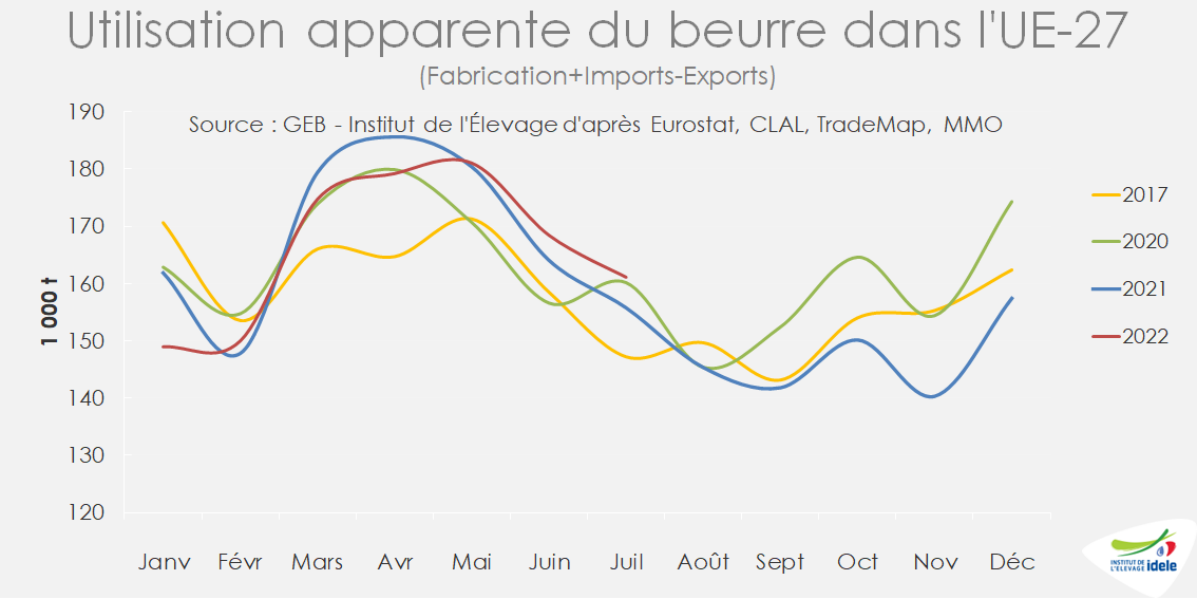
En Europe, la baisse des disponibilités du premier semestre tant à se résorber

L'Union européenne est un grand fabricant de beurre derrière l'Inde, avec environ 2 Mt produites chaque année. Les fabrications de beurre se stabilisent depuis le mois de mai, après avoir fortement reculé au 1er quadrimestre. Les volumes cumulés ont ainsi reculé de -2,1% /2021 sur janvier-juillet, soit -28 000 t. La chute des fabrications belges explique la majeure partie de ce repli (-12 000 t sur la même période). Les autres facteurs sont la moindre teneur en matière grasse du lait collecté dans l'UE et la forte demande en crèmes conditionnées. Ainsi de moindres fabrications en Allemagne, en Espagne et en Irlande complètent la baisse des disponibilités européennes.



Dans le même temps, les exportations ont été dynamiques (+3% /2021 soit +5 000 t sur janvier-juillet), notamment grâce à une reprise des échanges avec le Royaume-Uni (+46% ; +11 400 t) qui compense largement la moindre demande chinoise (-26% ; -3 300 t).

Mais si l'UE-27 profite de la bonne demande internationale, cela se traduit également par une hausse d'une année sur l'autre des importations de +8 000 t à 38 000 t. Les volumes supplémentaires proviennent pour une part du Royaume Uni (+14% ; +3 000 t) et pour une autre de Nouvelle-Zélande (x2, à 7 900 t).



Ainsi, la baisse des fabrications de beurre dans l'UE depuis le second semestre 2021 a creusé les disponibilités et entrainé une hausse des prix. L'amélioration des fabrications cet été et la hausse des importations ces mêmes mois améliorent les volumes disponibles pour la demande intérieure. Dans le même temps, les achats des ménages vacillent en Allemagne (-11% /2019 en volume sur 12 mois) et en France notamment (-8% sur 12 mois /2021). Aussi, si les exportations ne progressent pas dans les mois à venir, les prix du beurre pourraient se replier.

Accélération des exportations en Nouvelle-Zélande

En Océanie, les livraisons de lait demeurent fortement pénalisées par la météo ainsi que par le contexte de coûts de production élevés. En août, début du pic laitier, la collecte de lait de vache en Nouvelle-Zélande a décroché de -4,9% /2021 et celle en Australie de -6%.

En Nouvelle-Zélande, les exportations de beurre, en baisse au premier trimestre, se sont largement reprises depuis. En juillet et août, elles ont bondi de +45% /2021. Les achats de la Chine ont repris cet été et s'ajoutent à une forte demande du Mexique et de l'Égypte. Ce rebond des exports a certainement été permis par la baisse des prix du beurre depuis fin juin sur la plateforme d'enchère du *Global Dairy Trade* de -20%, soit -1 230 $/t à 4 983 $/t lors de la première enchère d'octobre 2022.

Cotation relativement élevée en France comme en Espagne

Dernière révision le 18 octobre 2022

Tandis que la cotation des agneaux lourds entrée abattoir se maintient à des niveaux élevés début octobre en France et en Espagne,elle reste en revanche à de bas niveaux saisonniers au Royaume-Uni comme en Irlande. En Nouvelle-Zélande, les exportations s'activent vers l'Europe au détriment de la Chine, inversant la tendance à l'œuvre depuis quelques années.

Viande ovine » France »

Une offre et une demande atones

Dernière révision le 18 octobre 2022

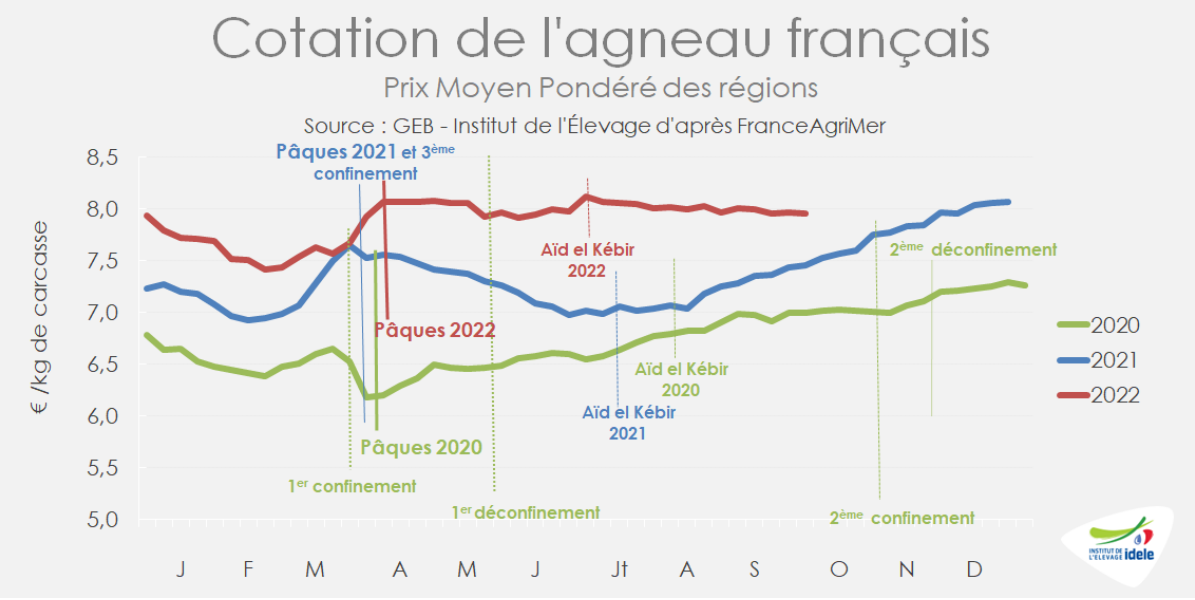
Le cours de l'agneau français restait proche début octobre de la barre élevée des 8€/kg, signe d'un marché relativement équilibré, entre une offre peu abondante et une demande contenue par les prix et l'inflation. La modestie des achats a tout de même légèrement érodé la cotation entrée abattoir en première semaine d'octobre.

Un commerce toujours timide

La **cotation** de l'agneau lourd entrée abattoir reste relativement stable : elle oscille autour des 8 €/kg depuis Pâques. En semaine 40 (terminée le 9 octobre), le commerce est toujours morose et la cotation enregistrée à 7,96 €/kg, surpassant ainsi de +0,52 €/kg son niveau de 2021 et de +0,96 €/kg celui de 2020.

La **demande** est modeste, mais l'offre également : le marché est équilibré bien que particulièrement calme.

Toujours à des niveaux déjà exceptionnellement élevés, **l'IPAMPA** ovin viande atteignait 136,1 points en août (soit +22 points /2021) du fait de la forte hausse des indices énergie et lubrifiants (+51% /2021), engrais et amendements (+85%), mais aussi aliments achetés (+28%). L'IPAMPA s'est toutefois légèrement replié pour le 2ème mois consécutif, du fait d'une baisse récente du prix des carburants.



La baisse des abattages d'agneaux se poursuit en août

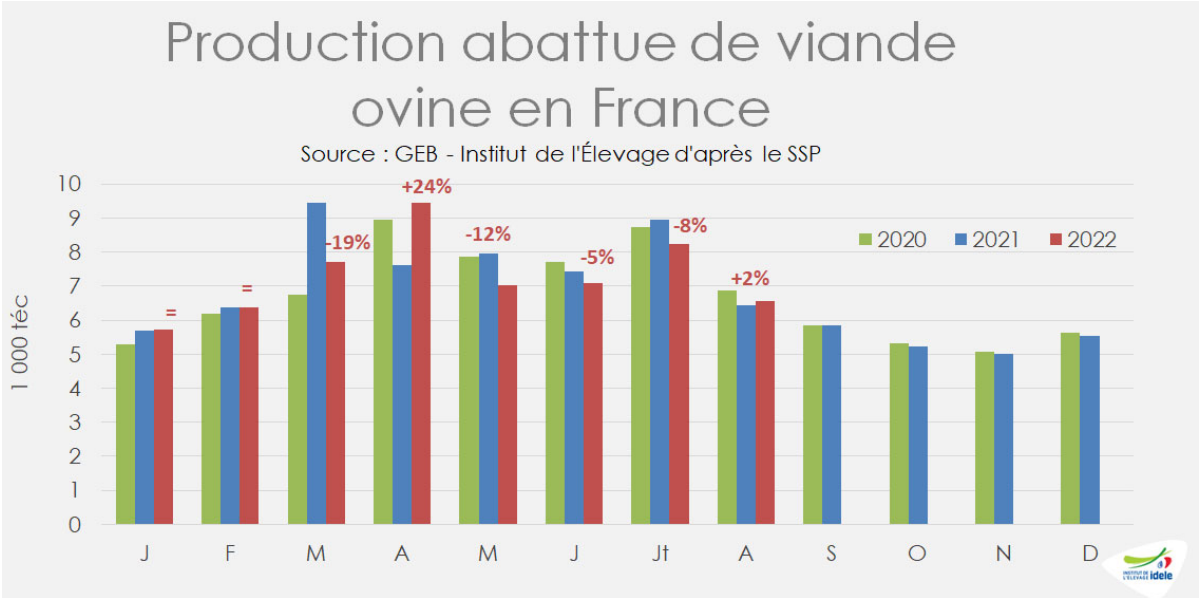
Selon *Agreste*, la **production** abattue de viande ovine a progressé de +2% d'une année sur l'autre en août, à 6 600 téc. Les abattages d'agneaux étaient de nouveau en repli d'une année sur l'autre (-4% en effectifs et en volume) et relativement faibles, inférieurs de -12% à la moyenne des cinq dernières années.

Les réformes étaient à l'inverse en forte hausse d'une année sur l'autre (+29%), par rapport au niveau plutôt faible atteint en 2021, faisant dans un premier temps penser à une décapitalisation face à la baisse des aliments disponibles à l'approche de l'hiver… Mais cette hypothèse est à relativiser : comparée à la moyenne quinquennale, cette hausse n'est que de +1%.

De janvier à août, la production d'ovins s'est repliée de -3% /2021, à 58 000 téc, avec des effectifs d'agneaux abattus en recul de -4% et de réformes en hausse de +3%.

Les **importations d'ovins vifs** ont baissé de -3% d'une année sur l'autre sur 7 mois, avec des importations d'agneaux en baisse, contrebalancées par des importations de réformes plus faibles, mais qui ont presque triplé.

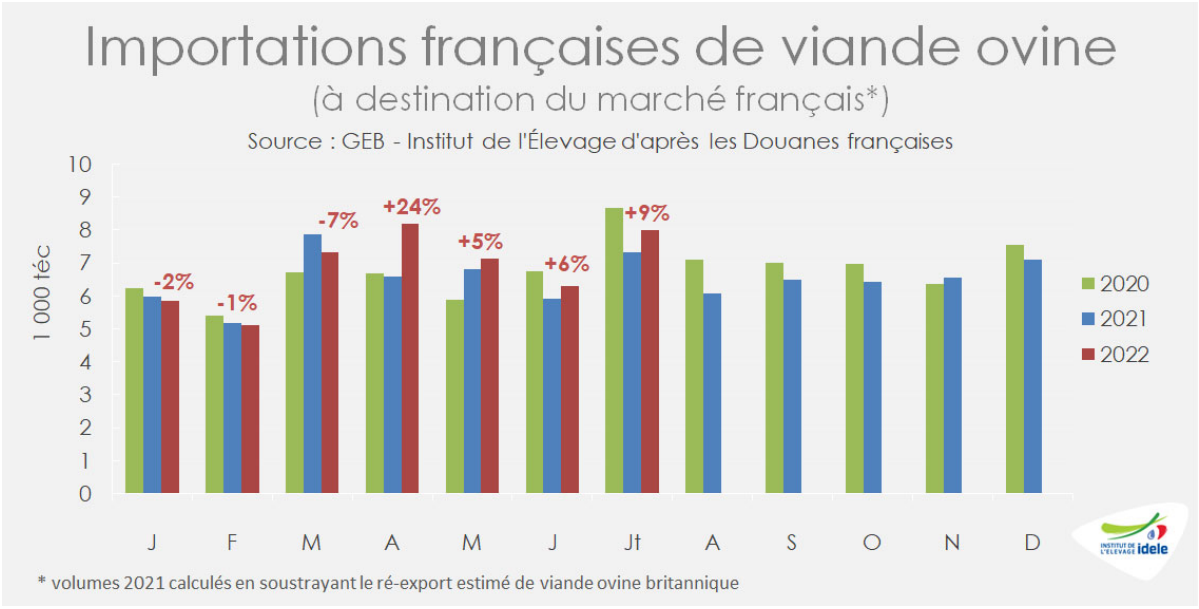
Selon *Ovinfos*, les abattages se seraient maintenus à de modestes niveaux en septembre.



Les importations de viande ovine se sont redressées en juillet

En juillet, les **importations** françaises de viande ovine ont continué de progresser d'une année sur l'autre, de +9% /2021, à 8 000 téc, avec notamment un nouveau rebond des achats de viande d'agneau britannique.

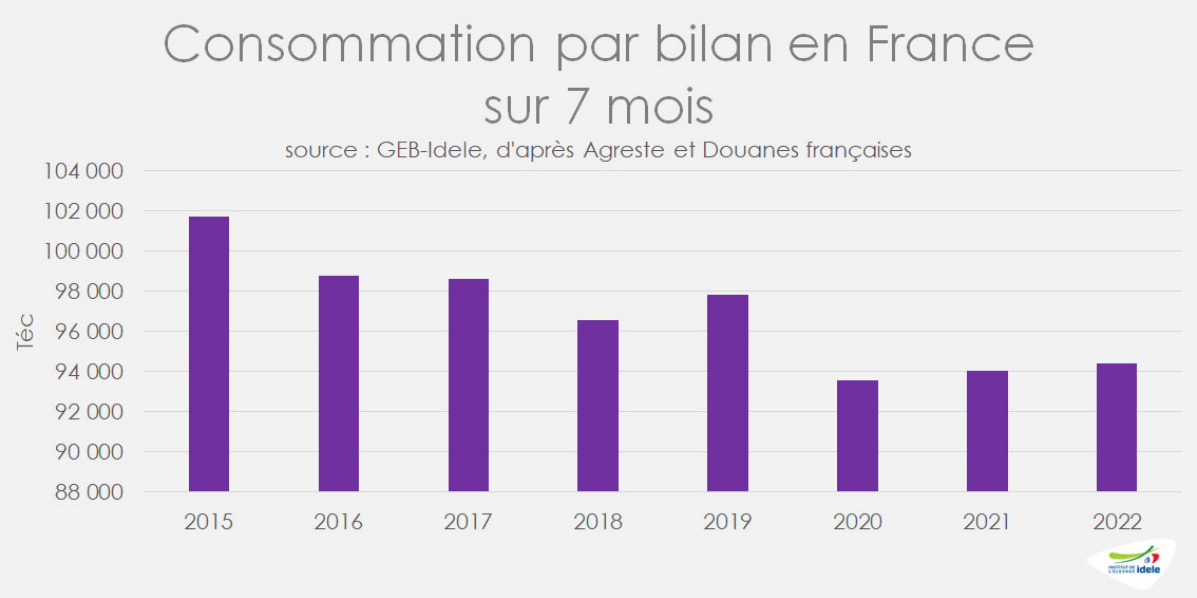
De janvier à juillet 2022, les importations cumulées ont atteint 48 000 téc, en hausse de +5% / 2021, mais sont relativement faibles, en recul de -8% /2019. Seuls les achats en provenance d'Espagne ont reculé (-21% /2021 sur 7 mois). Les volumes importés ont progressé de +6% en provenance du Royaume-Uni, de +18% d'Irlande et de +21% de Nouvelle-Zélande.



Le disponible s'améliore, mais recule sur le long terme

Les abattages français suivent une tendance baissière depuis le début de l'année tandis que les importations, bien qu'en légère reprise d'une année sur l'autre, restent inférieures au haut niveau de 2019, ce qui affecte d'autant le disponible français.

La **consommation** calculée par bilan progresse modestement (+0,4% /2021 de janvier à juillet), mais demeure faible, en repli de -2% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.



Viande ovine » UE et monde »

La Nouvelle-Zélande revient progressivement sur le marché européen

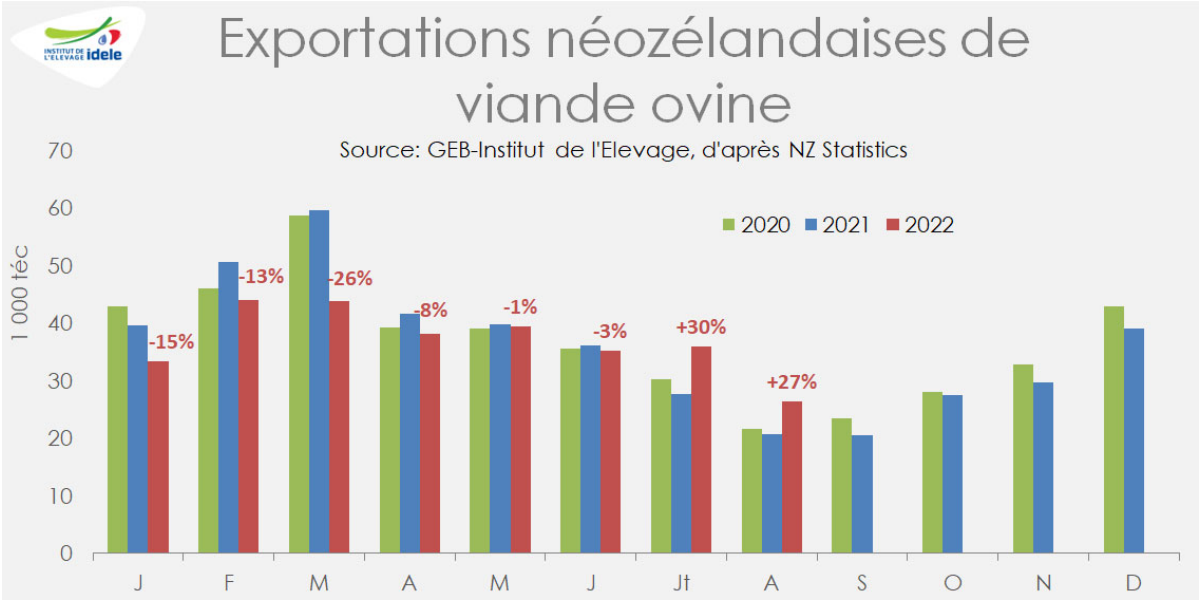
Dernière révision le 18 octobre 2022

Tournée principalement vers la Chine depuis 2018, la Nouvelle-Zélande semble infléchir cette tendance en 2022, en réorientant progressivement ses expéditions vers L'Europe. La reconstitution progressive du cheptel chinois améliore l'autonomie protéique du pays, et sa politique zéro covid entrave régulièrement l'accès à ses ports, incitant les exportateurs néozélandais à diversifier leurs débouchés.

Nouvelle-Zélande : Des exportations dynamiques en juillet et août

En août 2022, la **production** abattue en Nouvelle-Zélande a de nouveau augmenté d'une année sur l'autre, de +15% /2021, à 21 000 t. Sur 8 mois, elle a toutefois reculé de -2% /2021, à 295 000 t : les effectifs d'agneaux abattus ont baissé de -2% /2021, à 12,5 millions de têtes et ceux des réformes de -2%, à 2,3 millions de têtes.

En août 2022, les **exportations** de viande ovine ont davantage progressé, de +27% /2021, atteignant 26 500 téc, grâce à des stocks conséquents. Cependant ce rebond n'a pu contrebalancer le net reflux enregistré au 1er semestre. Ainsi sur 8 mois, les envois ont perdu -6% d'une année sur l'autre : la baisse de la production et un recul de la demande chinoise en sont les principales causes. Les hausses vers le Royaume-Uni (+11%), l'UE-27 (+24%) et les Etats-Unis (+1%) n'ont pas totalement compensé le chute des expéditions vers la Chine (-24%).

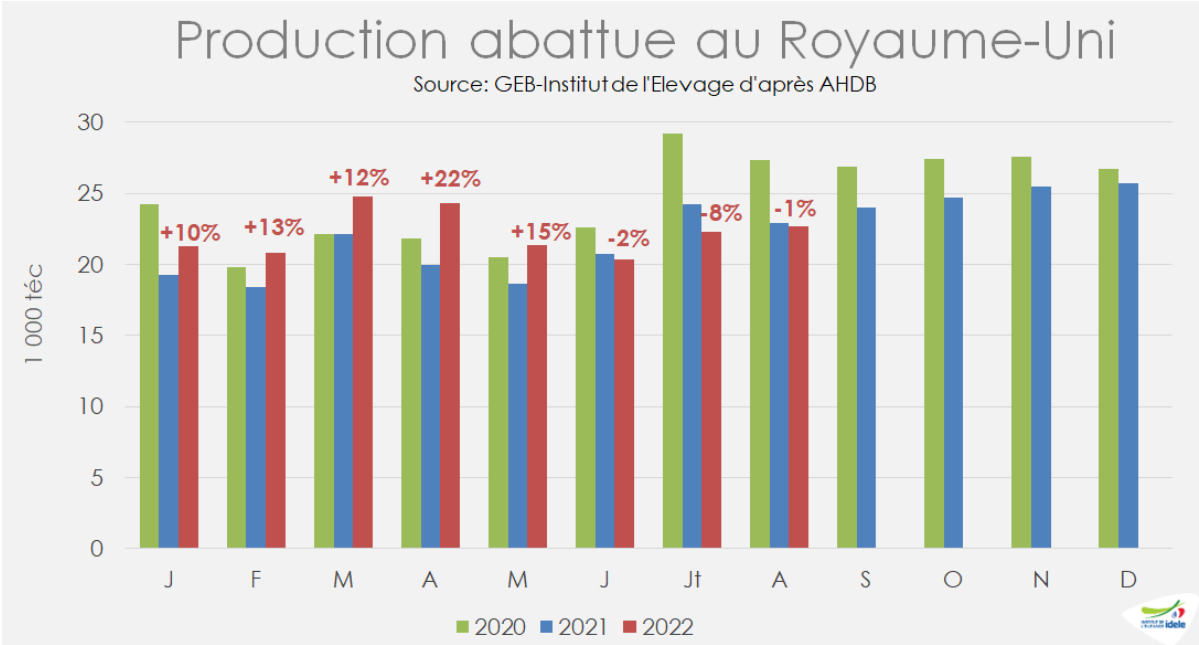


Royaume-Uni : Traditionnelle hausse de l'offre et baisse de la cotation

La baisse saisonnière du **cours** britannique s'est poursuivie en septembre, bien que de façon plus progressive qu'en août. En semaine 39, il était à 6,0 €/kg, soit +0,14 € /2021 et +0,91 € /2020.

Sur une bonne lancée depuis le début d'année, la **production** de viande ovine britannique a ralenti à partir de juin : en août, avec 23 000 t, elle a reculé de -1% /2021. Sur 8 mois, elle est demeurée haussière de +7% /2021, grâce à des effectifs abattus d'agneaux comme de réformes très étoffés (+6% /2021).

Les **exportations** de viande ovine britanniques se sont redressées vers leurs principales destinations (France, Allemagne, Belgique, Italie) pour atteindre 44 000 t sur 7 mois, soit +18% /2021. Les importations ont dans le même temps bondi de +29% /2021, à 47 000 t, venant compléter le disponible.

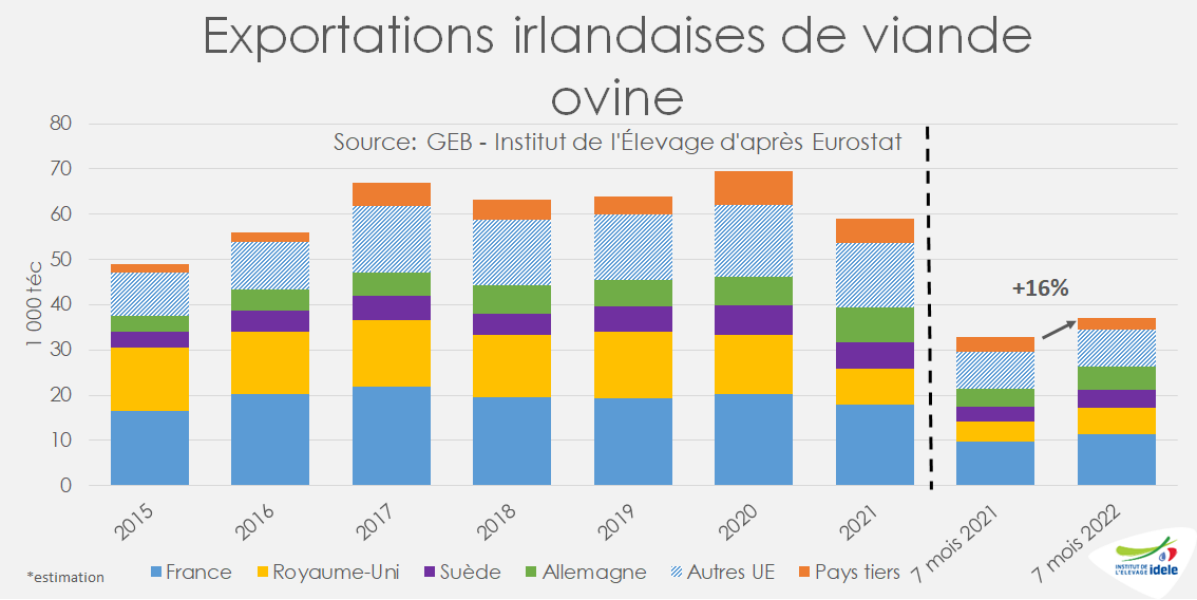


Irlande : Les exportations ralentissent en juillet

Après avoir effectué sa traditionnelle baisse saisonnière, la **cotation** des agneaux de nouvelle saison irlandais stagne depuis début septembre à 6,30 €/kg. En semaine 39, elle rejoignait alors son niveau de 2021 et surpassait de +1,05 €/kg celui de 2020.

De janvier à septembre, les **abattages** d'agneaux irlandais ont été relativement abondants, en hausse de +7% /2021 (+2% /2020, meilleure année), à 1,9 million de têtes.

L'offre plus abondante dynamise les **exportations** de viande ovine : totalisant 34 500 téc sur 7 mois, elles ont progressé de +16% /2021, dont +27% vers le Royaume-Uni et +19% vers la France. Le prix de l'agneau irlandais le rend particulièrement attractif sur le continent européen.



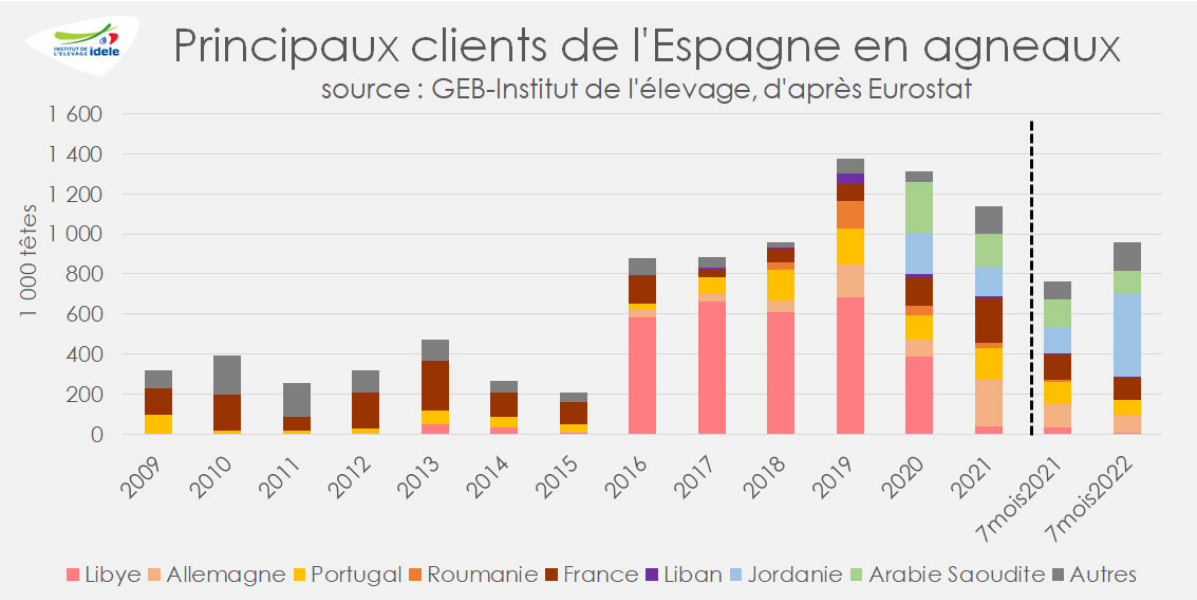
Espagne : des envois d'agneaux vivants (pour le moment) dynamiques

Le **cours** espagnol se redresse de façon saisonnière depuis fin août pour atteindre 7,22 €/kg en semaine 39, soit +0,62 € /2021 et +1,32 € /2020.

La **production** abattue d'ovins espagnols, portée à 72 000 téc sur 7 mois, a rejoint son niveau de 2021 : la hausse des réformes (+43%) a compensé le recul des abattages d'agneaux (-8%). Les poids de carcasse ont progressé en moyenne d'une année sur l'autre dans les deux catégories.

Les **exportations** de viande ovine espagnoles ont atteint 31 000 téc sur 7 mois, en repli de -10 % /2021, principalement du fait d'une importante baisse vers la France (-20%).

Les **envois d'agneaux vivants** ont *a contrario* bondi de +26% sur 7 mois /2021. Ils ont triplé vers la Jordanie et doublé vers la Hongrie. Attention toutefois, ce dynamisme du commerce d'ovins vifs espagnols pourrait bien être freiné par la détection récente de cas de clavelée et variole des petits ruminants en Espagne. Pour le moment les envois perdurent, mais ils pourraient être arrêtés vers le Moyen-Orient, auquel cas un afflux de viande ovine espagnole pourrait être orienté vers la France, venant perturber le marché national.



Hausse des disponibilités durant l'été

Dernière révision le 18 octobre 2022

En août, la conjonction de la hausse de la collecte et de la reprise des importations a accru les disponibilités en lait de chèvre. Les fabrications de produits laitiers caprins sont restées globalement réduites face à une demande intérieure qui n'a toujours pas retrouvé son élan. Parallèlement, la reconstitution des stocks est dynamique avec un record dépassant les pics saisonniers des deux dernières années.

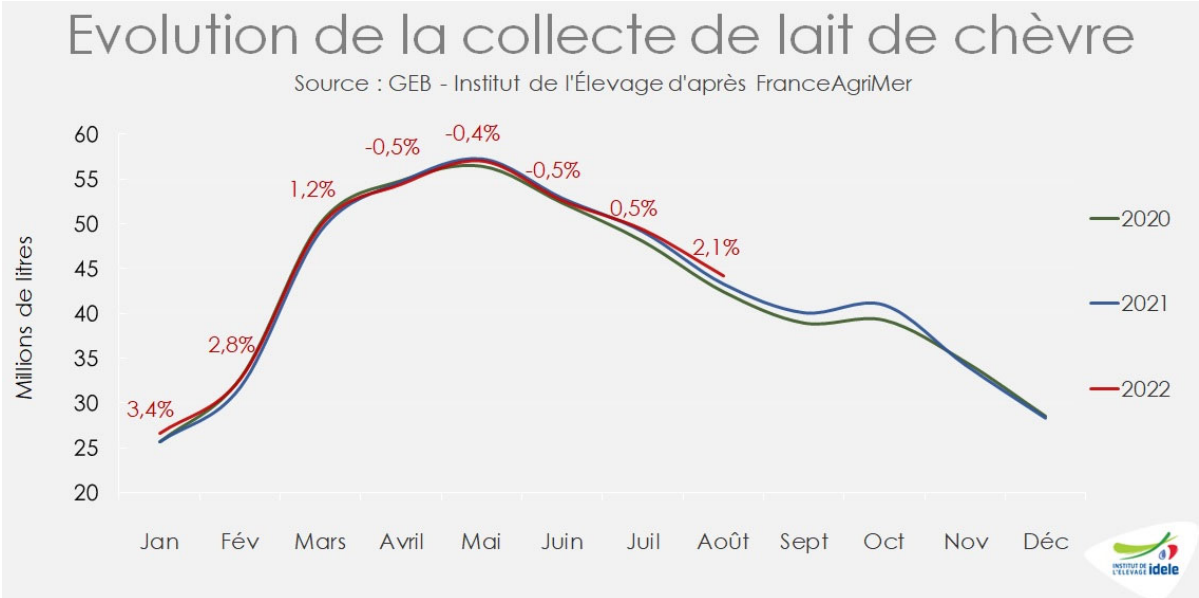
Hausse des disponibilités durant l'été

Dernière révision le 18 octobre 2022

En août, la conjonction de la hausse de la collecte et de la reprise des importations a accru les disponibilités en lait de chèvre. Les fabrications de produits laitiers caprins sont restées globalement réduites face à une demande intérieure qui n'a toujours pas retrouvé son élan. Parallèlement, la reconstitution des stocks est dynamique avec un record dépassant les pics saisonniers des deux dernières années.

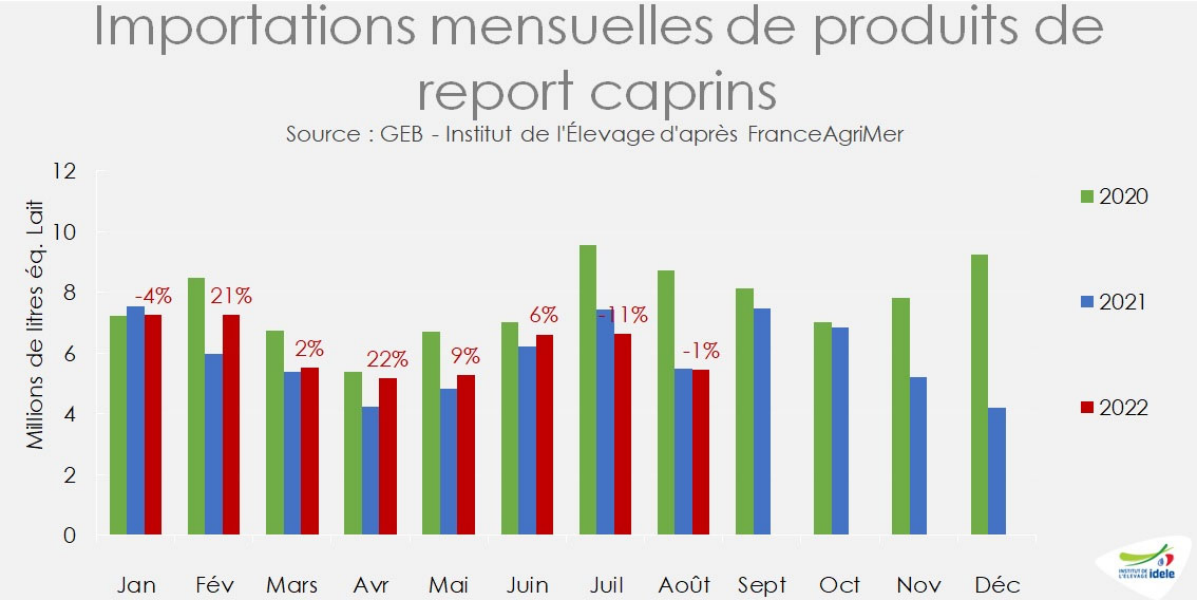
Hausse de la collecte estivale

La collecte totale de lait de chèvre en août s'établit à plus de 44 millions de litres de lait, soit une augmentation de +2,1% d'une année sur l'autre. Cette variation est un prolongement de la progression de la collecte entamée dès le début 2ème semestre (en juillet +0,5% /2021). Cependant, cette progression aurait ralenti dans les semaines 36 à 40 en passant à +0,7% d'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer. En cumul sur huit mois de 2022, la collecte nationale s'établit à plus de 366 millions de litres de lait, soit une hausse de +0,8% /2021. Elle a été stable dans les Pays de la Loire et en Nouvelle-Aquitaine. Elle a progressé respectivement de +1% et +5% /2021 en Occitanie et dans le Centre-Val de Loire. A contrario, elle a baissé de -4% en AURA.



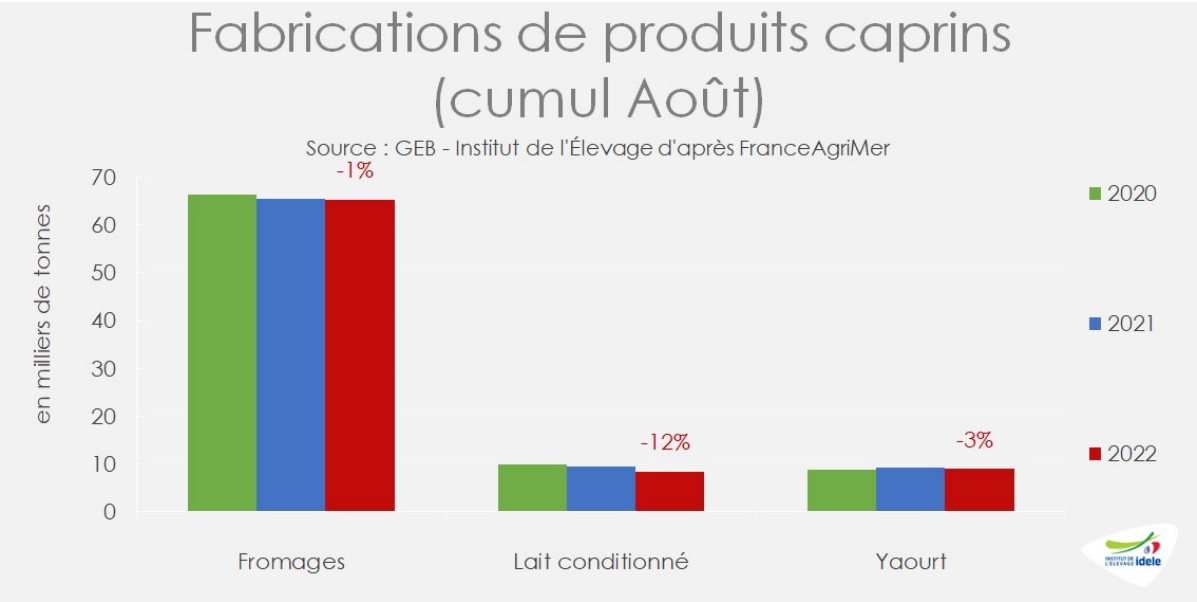
La relance des importations

Estimées à 5,4 millions de litres de lait en août, les importations de produits de report caprins ont reculé de -1% /2021, soit une baisse de 34 000 litres de lait. Cette baisse est bien moindre, voire négligeable comparée à celle de juillet (-11% /2021, soit une régression des importations d'environ 817 000 litres de lait). Sur huit mois, le cumul des importations de produits de reports avoisine les 50 millions de litres de lait, soit une hausse de +4,3% /2021. En somme les disponibilités (collecte totale plus importations) ont légèrement progressé de +1,8% /2021, à près de 50 millions de litres de lait en août.



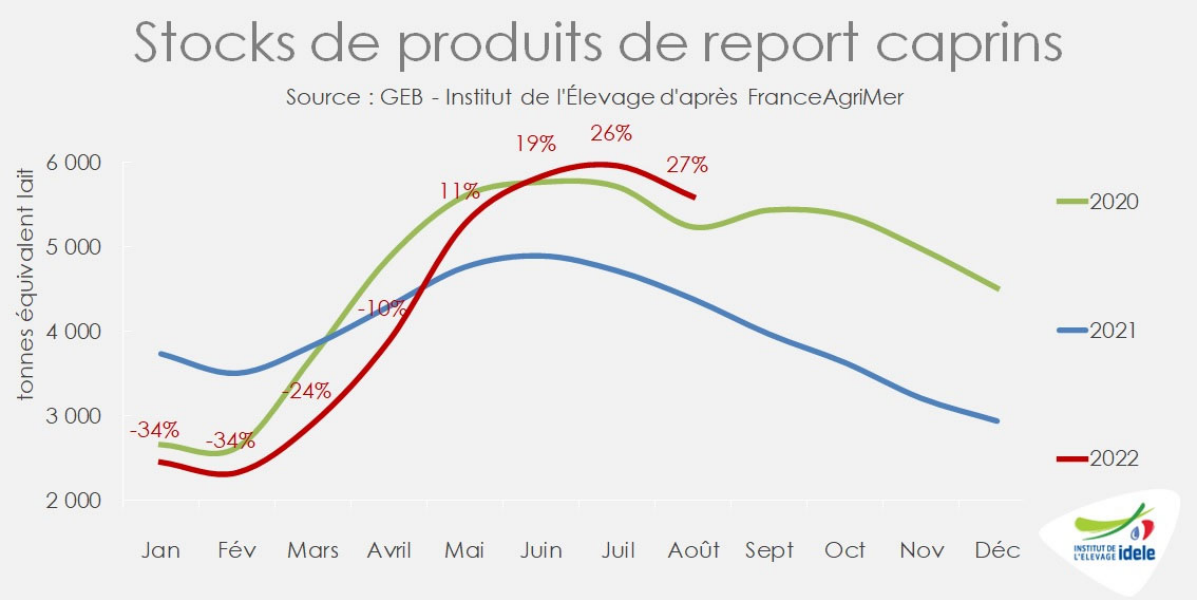
Les fabrications toujours réduites

En août 2022, les fabrications de fromages au lait de chèvre ont progressé de +2% /2021, à 8 500 t. Les fromages à la pièce et à découper ont progressé respectivement de +3,2% et +7,2% /2021. A contrario, les fromages frais ont reculé de -5,4% /2021. Cumulées sur 8 mois, les fabrications de fromages se sont repliées de -1% /2021, à plus de 65 000 t. En même temps, le fléchissement est plus prononcé pour les fabrications de lait conditionné et de yaourts, respectivement de -12% et -3% /2021. Tout comme le mois précédent, la baisse des fabrications découle probablement d'une baisse des achats des ménages. En revanche, les exportations de fromages au lait de chèvre sont restées dynamiques en août (+50% /2021), si bien que cumulées depuis janvier elles ont bondi de +45% /2021.



Les stocks de produits de report plus étoffés

Les stocks de produits de report caprin sont restés étoffés, principalement en raison du tassement des fabrications de produits caprins. Les stocks ont augmenté de +27% /2021. La tendance semble indiquer le passage du pic saisonnier le mois passé où la progression était d'environ +26 /2021.


Stocks de produits de report caprins
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer
tonnes équivalent lait
6 000
5 000
4 000
3 000
2 000
Jan
Fév
Mars
Avril
Mai
Juin
Juil
Août
Sept
Oct
Nov
Déc
2020
2021
2022
-34%
-34%
-24%
-10%
11%
19%
26%
27%

L’autonomie protéique en élevages de ruminants – Dossiers Techniques de l’élevage n°5

Dernière révision le 18 octobre 2022



Ce cinquième numéro des Dossiers Techniques de l’Élevage présente une synthèse des connaissances disponibles sur l’autonomie en protéines végétales des élevages de ruminants. Il présente aussi les premiers résultats du programme Cap Protéines.En France, la ration des ruminants est très majoritairement composée d’aliments produits sur l’exploitation. D’après les données d’Inosys-Réseaux d’élevage, l’autonomie alimentaire moyenne des systèmes herbivores s’établit à 83 %. Mais si l’on se concentre sur les protéines, les élevages français sont autonomes à 75 % en moyenne.

La France importe chaque année 3,5 millions de tonnes de tourteaux de soja, dont 44 % sont consommés par les ruminants. En important ces aliments riches en protéines, l’élevage français se rend dépendant de ressources étrangères et des fluctuations des marchés mondiaux.

Pourtant, l’élevage français peut réduire sa dépendance aux importations de soja en produisant des plantes riches en protéines ou en nourrissant différemment ses troupeaux. Source importante de protéines, l’herbe constitue le premier levier d’amélioration de l’autonomie protéique d’un élevage. L’optimisation de la complémentation azotée de la ration permet aussi d’économiser les apports de protéines. La France et l’Europe pourraient théoriquement se passer des importations de tourteau de soja en développant leurs propres sources de protéagineux et en augmentant les surfaces en herbe. Des éleveurs de bovins, ovins ou caprins ont développé des solutions pour produire eux-mêmes davantage de protéines végétales et ils en témoignent.

Vertueuse, l’autonomie protéique va souvent de pair avec de meilleures performances environnementales. L’agriculture française a des marges de manœuvre pour mieux valoriser ses tourteaux et ses protéagineux en déployant davantage de synergies entre les cultures et l’élevage.

Ce dossier technique de l’élevage fait un point précis de la situation et des enjeux. Il donne des repères sur l’alimentation protéique de l’élevage de ruminants en France, décrit des solutions techniques et présente des témoignages d’éleveurs qui mettent en œuvre des pratiques cohérentes dans leurs fermes. Ce document est réalisé dans le cadre du projet Cap Protéines, soutenu par France Relance, qui vise à retrouver la souveraineté protéique de la France. Ce dossier synthétise et complète aussi différents travaux conduits dans le cadre de projets précédents tels que le projet Autosysel soutenu par la CNE, le programme SOS Protein financé par les régions Bretagne et Pays de la Loire ou le projet Eradal financé par le Casdar.